

Le Gouvernement de Moscou et les Républiques Soviétiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 mars, à 14 heures

PAR

Louis DE QUIRIELLE

Président : M. GIDEL

*Suffragants : MM. { BASDEVANT
LE FUR*

LIBRAIRIE

DU

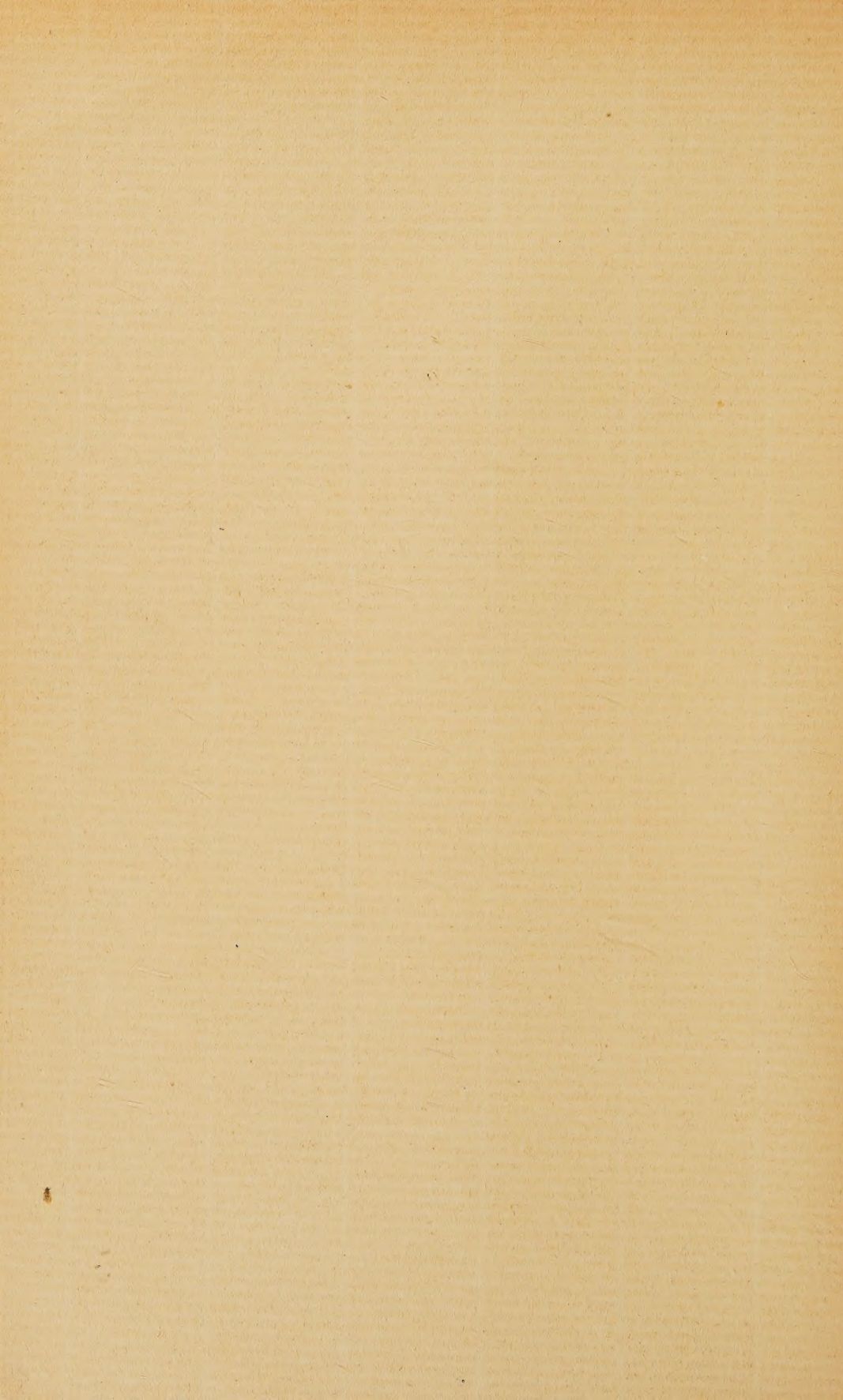
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1932

LE GOUVERNEMENT DE MOSCOU
ET LES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES



Le Gouvernement de Moscou et les Républiques Soviétiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 mars, à 14 heures

PAR

Louis DE QUIRIELLE

Président : M. GIDEL

*Suffragants : MM. { BASDENANT
LE FUR*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1932

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

A

MONSIEUR LE PROFESSEUR GIDEL

INTRODUCTION

A quelque parti politique que l'on appartienne, l'U. R. S. S. vous apparaît, au premier abord, comme devant être la source d'innombrables complications dans l'Histoire d'Après Guerre. Quelle sera la politique de l'Union dans ses relations avec les Gouvernements des pays capitalistes, quelles sont au juste la nature et la portée de sa propagande parmi les populations du monde entier ? Ce sont là des problèmes qui soulèvent chaque jour de nombreuses controverses.

Mais auparavant, il est une question qu'il paraît important de résoudre : c'est celle de l'Unité Russe. Si l'U. R. S. S. n'est qu'une poussière de petites républiques, n'ayant entre elles qu'un lien vague et théorique, son action à travers le monde, tant officielle que secrète, ne sera pas très efficace. Si au contraire, l'Union est une machine puissante, obéissant docilement aux directives d'un seul organe ou même d'un seul homme, le monde devra compter avec elle. Les uns pourront se réjouir de cette puissance, les autres la redouter, elle ne doit laisser personne dans l'indifférence.

Je me propose donc d'examiner si, en dépit des apparences, cette prétendue confédération d'Etat ne forme pas en réalité un tout bien homogène cachant sous une apparence d'Etat fédéral un vaste empire unitaire.

Je compte esquisser dans la première partie de ce livre une description géographique et ethnographique de l'U. R. S. S. Je raconterai l'histoire des innombrables peuples qui ont composé l'Empire Russe. Je montrerai les bouleversements gigantesques qui ont précédé la formation de l'Union.

Les matériaux ayant servi à la construction de l'U. R. S. S. étant ainsi présentés, j'étudierai l'organisation de l'Union et des unités qui la composent.

C'est ainsi que, dans une troisième partie, je ferai apparaître la nature juridique de l'Union, après avoir exposé brièvement les théories les plus en vogue sur les Etats composés.

De la solution de cette question de droit constitutionnel dépend celle du grand problème politique : la Russie centralisée et impérialiste est-elle bien morte ou l'ours moscovite n'a-t-il fait que changer de fourrure ?

PREMIÈRE PARTIE

PRÉSENTATION DES PEUPLES FORMANT L'UNION SOVIÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES PEUPLES DE L'UNION

§ 1. — GÉNÉRALITÉS GÉOGRAPHIQUES

Des frontières de la Pologne, de la Roumanie et de la Lettonie aux rives asiatiques du Pacifique, des glaces de l'Océan Arctique à la mer Noire s'étend une gigantesque contrée qui couvre environ le sixième du globe. L'immense plaine russo-sibérienne la constitue presque en entier, coupée seulement aux deux tiers de sa longueur, — en partant de l'Est, — par la mince chaîne de l'Oural. Comme en un cyclopéen fer à cheval, de hautes montagnes enserrent ce plat pays. Ce sont au Sud, le Caucase, le Kopeth-Dagh, les Monts Alaï et le Pamir. Au sommet du fer à cheval s'élèvent les Monts Altaï, Sainsk et Iablonovnyi. A l'Est, les Monts Stavonoy remontent presque jusqu'au cercle polaire. L'Union des Républiques Soviétiques Russes fait régner sur toute cette région l'emblème de la faucille et du marteau terrassant le serpent du capitalisme.

Les territoires de l'Union sont naturellement délimités à

l'Est et au Sud. Du côté de la Roumanie, le Prouth, affluent du Danube, borne l'Union. Les traités ont fixé assez arbitrairement des frontières entre l'U. R. S. S. d'une part, et la Pologne, la Lettonie et la Finlande de l'autre.

La région que nous venons de décrire paraît donc bien avoir une certaine unité. Pourtant quelques géographes affirment le contraire : seule la contrée formant l'ancienne Moscovie présenterait une véritable homogénéité. Les plaines basses qui atteignent l'océan Glacial, les dépressions baignées par la mer Blanche, les steppes qui font commencer l'Asie avant le Caucase et les Monts Ourals auraient un caractère géographique nettement différent.

M. Emile Hammant, dans son livre *Le problème de l'unité russe*, est d'un avis tout opposé. « Pour qu'un Etat soit constitué « sur des bases durables, dit-il, il faut qu'il possède une « certaine unité géographique. La Russie paraît l'avoir. Du « Nord au Sud, elle forme une grande plaine ininterrompue qui « s'oppose nettement à l'Europe de l'Ouest si découpée par les « mers et les montagnes. Cette plaine présente partout le même « climat continental excessif, les mêmes froids en hiver, les « mêmes chaleurs en été. Les contrastes ne sont guère plus « sensibles d'Arkhangel à Odessa que de Dunkerque à Marseille (1). »

Mais si le territoire de l'U. R. S. S. forme un tout bien caractérisé, il est difficile de concevoir un Etat constitué de peuples aussi divers. Quatre groupes ethniques principaux vivent sur le territoire de l'ancien empire russe : les premiers par le nombre et la civilisation sont assurément les Slaves, qui occupent en général le Centre et l'Ouest de l'Union. En face d'eux se dresse l'élément tartaro-mongol, originaire des hauts plateaux de l'Asie Centrale. C'est lui qui a donné naissance à toutes les hordes de barbares jaunes qui ont ravagé l'Europe et l'Anatolie. Au Sud, les habitants du Caucase, au Nord, les Finnois ont été soumis tour à tour par les Slaves et les Asiates.

L'histoire des groupes ethniques peuplant actuellement l'Union se résume presque tout entière dans les luttes de ces deux races qui eurent chacune leur ère de victoire et de

(1) Op. cit., pp. 7 et suivantes.

conquête. Chacune d'elle a prédominé alternativement, l'une envahissant les territoires de l'autre : on ne peut donc s'étonner de trouver des Tartares à la fois en Crimée, sur la Volga ou le long de l'Obi, et des Russes au milieu de la Sibérie aussi bien que dans la région des TOUNGOUSSSES ou dans la province maritime de Vladivostock.

Les Slaves et les Tartares ne se sont d'ailleurs que fort peu mêlés. Les communautés qu'ils forment sont assez homogènes pour être considérées comme de véritables nations. De même, les Finnois dans leur désert glacé, et les habitants du Caucase dans leurs montagnes, ont conservé en général leurs caractères traditionnels.

Mais il faut encore tenir compte dans l'histoire ethnographique de la Russie d'un fait très important : la race russe n'est pas composée d'un peuple unique. Elle a donné naissance à plusieurs nations dont les langues et les traditions présentent quelques dissemblances : à côté de la branche principale Grand-Russienne, il y a les rameaux Ukrainiens et Blancs Russiens. Les destins de ces derniers furent souvent très différents de celui des Grands Russes. Il éclata même des luttes redoutables entre le Grand Duché de Russie et l'Ukraine, où la Russie Blanche. Cette dernière, pour lutter contre sa puissante rivale, appela à son aide la Lithuanie, laquelle, ayant fait quelque temps partie de la Russie, s'en sépara très vite. Il se forma un Etat lithuano-blanc-russe qui lui-même se joignit à la Pologne. Il exista ainsi, pendant de nombreux siècles, à côté de la Grande Russie, un rival redoutable qui se développait à l'Ouest et menaça plusieurs fois de détruire l'Empire russe.

Les différentes races vivant sur le territoire de l'ancienne Russie après s'être décomposées en un certain nombre de peuples ont constitué, sous la direction des Bolcheviks, tout un système de Républiques fédérées par groupe : Russie, Ukraine, Russie Blanche, Transcaucasie, Usbékistan, Turkménistan et Tadjikistan. Ces groupes, qui sont eux-mêmes parfois des Etats fédératifs, sont assemblés en une Union des Républiques socialistes soviétiques russes.

Le territoire d'U. R. S. S. a une superficie totale de 21.200.000 kilomètres carrés, soit 18.968.300 verstes car-

rées (1). De vastes zones concentriques dont le centre est le pôle y sont délimitées nettement par leur flore différente.

Au Nord, s'étendent les toundras glacées couvertes seulement de lichens, nourriture du renne, et de maigres arbrisseaux.

Au Sud des toundras, se dressent d'immenses forêts de bouleaux, de mélèzes et de pins argentés. Cette zone était suivie au Sud d'une région couverte d'arbres à feuilles caduques. L'homme a conquis sur ces espaces boisés des territoires où il cultive le lin, le chanvre et le seigle.

Plus au Sud sont les steppes. Mais ici encore, du Dnieper à l'Altaï, l'industrie de l'homme a su mettre en culture des espaces herbeux, où les nomades vivaient avec leurs troupeaux. Les céréales prospèrent actuellement sur toute la contrée des opulentes plaines des Terres Noires.

Tout à fait au Sud de l'Union, les chaudes vallées du Caucase et du Turkestan abritent les cultures méditerranéennes : coton, maïs, vignes.

§ 2. — LA R. S. F. S. R.

La plus importante des Républiques constituant l'Union : la R. S. F. S. R., représente 96,7 % du territoire total, soit 17.747 milliers de verstes carrées. On voit donc que la République de Russie est gigantesque si on la compare aux autres Républiques. Ces dernières sont échelonnées sur la frontière Sud et Sud-Ouest de l'Union.

Sur le territoire de la R. S. F. S. R. vivent les races les plus disparates. Ce sont d'abord les Grands Russiens ou Véliko-Russes ; ils sont 71,3 millions d'après le recensement de 1926.

« Ils occupent presque toute la Russie Centrale, la plus grande partie du bassin de la Néva, ils se sont avancés en masse compacte vers le Nord, l'Est et le Sud..., ils ont de nombreuses colonies dans la Petite Russie. » (Elysée Reclus : *Nouvelle Géographie Universelle*, tome 5, page 686.) Ils ont

(1) Les chiffres représentant la superficie de l'Union et celle des Républiques ainsi que l'importance numérique des populations ont été relevés dans le livre de M. Anatole de Monzie : *Petit Manuel de la Russie Nouvelle*, pp. 193 et suivantes.

émigré en grande masse de leur pays d'origine, c'est-à-dire de la région de Novgorod et de la Mésopotamie formée par l'Oka et la Haute-Volga, vers les Terres Noires de Sibérie.

Les Véliko-Russes sont petits et trapus, leur carrure est forte, leur front puissant, quand la misère et l'air impur des grandes villes n'ont pas étiolé leur sang. Michelet disait dans ses Légendes du Nord : « L'homme en Russie, — il parlait des « Grands-Russiens, — n'est point l'homme du Nord, il n'en a « ni l'énergie farouche, ni la gravité forte ; les Russes sont des « méridionaux, on le voit du premier coup d'œil, à leur allure « leste et légère, à leur mobilité ».

Toutefois ces qualités s'allient à d'autres qui sont contradictoires : ce n'est que par un long effort fait de résignation et d'audace que les Grands-Russes sont parvenus à arracher des champs à la forêt dans les bassins de la Volga et du Don.

Ces qualités ont leur contre-partie : la résignation des Grands-Russiens aboutit souvent à un fatalisme déprimant ; leur imagination et leur intelligence en font des rêveurs qui s'enthousiasment pour les idées les plus utopiques.

La caractéristique principale de la famille Grand-Russe est le joug despotique que fait peser sur les siens le père de famille. Ce despotisme se retrouve dans l'organisation sociale ; le paysan Grand-Russe est habitué à subir l'autorité absolue de ses chefs.

Les Véliko-Russes sont presque tous orthodoxes : « Toute-
« fois, en dépit de la religion officielle, ce pays de l'obéissance
« est probablement la contrée de l'Europe où naissent le plus
« de sectes religieuses, et presque tous ces cultes nouveaux
« sont d'origine Grand-Russienne... La tournure d'esprit mys-
« tique et raisonneuse, que l'on rencontre fréquemment chez les
« Grands-Russiens, la rigueur plus que byzantine des obser-
« vances religieuses imposées par le clergé, les qualités mêmes
« du peuple, sa douceur et sa bonté qu'il est si facile de pervertir
« par le fanatisme, toutes ces causes ont contribué à faire surgir
« des sectes nombreuses ». (Elysée Reclus : *Géographie Uni-
verselle*, tome 5, page 699.)

La langue des Véliko-Russes a été sous les Tzars considérée comme l'idiome officiel de toute la Russie. Les fonctionnaires ont même cherché à l'imposer par la force aux peuples allo-

gènes : les écrits paraissant dans les dialectes nationaux étaient saisis impitoyablement. Les écoles où l'on enseignait la langue russe étaient seules admises sur le territoire de l'empire. A ce point de vue, les Bolcheviks ont fait en sens inverse un grand effort, utile d'ailleurs à leur propagande. Ils ont cherché le plus possible à ressusciter les littératures nationales, et à les créer là où il n'existait que des traditions orales.

Les Grands-Russes exploitent la plupart des richesses minières de l'Union : ils occupent le bassin houiller et métallurgique de Toula au Sud de Moscou : c'est « Le Creusot » de l'Union, sa manufacture d'armes. Les Grands-Russiens extraient encore le platine, le charbon, le fer et l'or de l'Ouest ; ils se sont établis à Kounzek en Sibérie méridionale, où existent d'importantes mines de charbon. Des colonies russes considérables vivent également dans la région aurifère des Toun-gousses et sur les Monts Sikhota, dans la province maritime de Vladivostok, riches en plomb et en zinc.

Moscou et les villes avoisinantes, Dmétriv, Serjivo, constituent un vaste centre industriel où l'on tisse le lin et le chanvre de la première zone de culture.

Le deuxième élément ethnique de la R. S. F. S. R. est constitué par les populations turco-tartares. Elles forment actuellement quatre Républiques autonomes et un territoire. En outre, des communautés turco-tartares, non pourvues d'autonomie, sont répandues à travers la R. S. F. S. R.

La République des Tartares (1), laquelle a pour capitale la riche ville de Kazan, constitue assurément la nation la plus civilisée formée par ces peuplades ; elle compte environ 1.300.000 individus. Elle est située sur la Moyenne-Volga, au confluent de ce fleuve et de son affluent le Kama.

Cette population tartare est composée d'individus assez beaux : ils sont de taille moyenne, larges d'épaules, robustes de corps. Leur figure est d'un bel ovale. Ils se rasent la tête. Ils sont polygames et achètent leurs femmes. Le prix d'achat se nomme le « kalim ». Les Tartares tendaient au temps où écrivait Elisée Reclus à s'assimiler aux Russes dont ils se différenciaient cependant par des mœurs beaucoup plus douces : on

(1) Voir sur les mœurs des Tartares, El. Reclus, *Nouvelle Géographie Universelle*, t. 5.

ne voyait jamais chez eux des femmes occupées aux durs travaux des champs.

Malte-Brun parle d'eux en ces termes : « Industrieux, « riches, sobres et pleins de vertus domestiques, ce peuple nous « semble très supérieur aux Russes, ses vainqueurs. Une physio- « nomie noble et fine, des yeux noirs et perçants, une longue « barbe leur donnent un air imposant ». Leur langue nationale est le turc, mais ils savent aussi le russe.

Il existe chez eux de nombreuses écoles très fréquentées, des mosquées bien tenues ; une grande activité dans les fabriques et les ateliers domestiques règne chez les Tartares. Ils pratiquent la religion musulmane et ils y sont très attachés. Ils ont refusé en masse de se laisser baptiser. Et comme ils étudient parfaitement le Coran, que leur instruction est souvent beaucoup plus complète que celle des peuples qui venaient les évangéliser, on conçoit que ceux-ci n'aient eu chez ces musulmans aucune influence.

Depuis le début du siècle, les ressemblances des coutumes tartares avec les mœurs russes ont dû s'accroître. Toutefois les Bolcheviks ont suivi là leur tactique habituelle, en cherchant à donner un nouvel éclat à la civilisation tartare.

La République tartare produit du seigle en assez grande quantité ; au Nord, sur les bords de la Volga, on y pratique l'horticulture et on tanne le cuir.

D'autres Tartares campent sur les bords de la mer Caspienne, dans les steppes au Nord d'Astrakhan. Bien que de même origine que la population de Kazan, ils sont demeurés à l'état de nomades et vivent principalement de l'élevage de chevaux. Ils ne forment pas de circonscription autonome.

Un autre groupe tartare s'est mêlé en Crimée à d'autres populations d'origines très diverses pour former une nation composée qui est devenue la République autonome de Crimée. Les Karaïtes, descendants des Khazars, les anciens Gênois de Kaffa, les Tartares, les colons russes amenés de force par Catherine II constituent les éléments de cet amalgame. La population de Crimée est laborieuse, s'adonne au négoce et jouit d'une civilisation d'allure quelque peu byzantine.

Le peuple kirghiz est également d'origine turco-tartare. Les Kirghiz sont généralement nomades, vivant sous la tente,

excellents cavaliers. Ils sont très sauvages, pourris de vices, très sales. Leur cupidité est sans borne ; dans les combats ils sont à la fois féroces et sournois. Le mari a le droit de vie et de mort sur ses femmes, sauf sur la première.

Les Kirghiz, vaguement mahométans, n'ont en réalité aucune religion.

La langue kirghize est un mélange de tartare, de mongol et de persan.

Les Kirghiz des plaines forment la République des Kazaks qui a pour capitale Kizil-Ordou sur le Syr-Daria. Le nombre des Kazaks est environ de 5.600.000 individus errant des rives de la Caspienne aux Monts Altaï. Ils sont exclusivement nomades ; toutefois, quelques-uns dans le Nord s'engagent chez les colons russes de l'Oural comme laveurs d'or.

Les habitants de la République des Kirghiz, au nombre de 300.000 environ qui vivent dans la montagne du Tien-Chan au Sud-Est des steppes des Kazaks, sont plus sédentaires. Ils bâtissent des huttes et tirent leurs principales ressources de la chasse des bêtes à fourrures. La capitale de cette République est Pichpek, ville qui se trouve sur la frontière du pays des Kazaks.

Les Karokalpaks sont de très proches parents des Kirghiz. Un peu moins sauvages que ces derniers, ils sont à moitié nomades, à moitié agriculteurs. Ils savent travailler le fer et l'acier. Les steppes où ils vivent forment un territoire autonome qui a pour capitale Tourkoul, dans la vallée de l'Amou-Daria.

A l'Est du Kazakhstan s'étend la République des Oirats-Abkasses, qui sont également de la grande famille turco-tartare. Sur 210.000 habitants, cette communauté compte 135.000 individus parlant la langue turque. Les Oirats-Abkasses sont établis sur la partie méridionale de la chaîne Altaï. La capitale de la République est Oulala.

Enfin, parmi les peuples d'origine turco-tartare, il convient de signaler le peuple iakoute qui occupe un immense territoire. 300.000 individus vivent sur un espace qui a environ cinq fois l'étendue de la France. Leur principale ressource consiste dans l'élevage du renne. Les toundras recouvrent ce pays désolé où il pousse un peu de lichen. Des fleuves lents y coulent, gelés une grande partie de l'année : ce sont la Léna et ses

affluents, le Vilioui, l'Olekma et l'Aldon. Sur la Léna est bâtie Yakousk, la capitale où se tiennent deux foires annuelles fort importantes de fourrures. Les alluvions de l'Aldon contiennent de l'or en assez grande quantité. Aussi une importante colonie russe s'est-elle établie aux environs des sources de l'Aldon au sud de la République des Yakoutes.

Des peuplades mongoles ont formé également des circonscriptions autonomes.

C'est d'abord la République des Kalmouks qui s'étend dans les steppes à l'Est de la Volga inférieure au milieu de la dépression saline formée autrefois par les eaux de la Caspienne.

Les Kalmouks ont gardé le pur type mongol : figures au nez aplati ; pommettes saillantes et hautes, yeux petits et bridés, teint jaunâtre.

« Les Kalmouks, dit M. E. Reclus, sont fort peu délicats sur « le choix de leur nourriture. Dans la steppe, le hanneton même « est gibier. Mais le mouton est leur viande préférée, et le « gigot est le plat rituel lors de la célébration du mariage. » (*Géographie Universelle*, t. 5, p. 769.)

Les Kalmouks ont certaines pratiques chevaleresques : pour inviter une femme à danser, les Kalmouks se mettent à genoux ; cette galanterie s'allie d'ailleurs à un grand courage, mais à une certaine férocité dans les combats.

On voit au milieu de leur steppe onduler les toits de leurs pagodes. Dans leurs demeures une étagère porte toujours un moulin à prière. Fait plus curieux encore, les Kalmouks ont eu autrefois au bord de la Volga des imprimeries destinées à éditer leurs livres sacrés.

Les Kalmouks vivent sous la tente et élèvent des chevaux et des moutons.

Il existe d'autres Kalmouks qui habitent les confins orientaux du Kazakistan ; pour ceux-ci, les dirigeants bolcheviks n'ont pas créé de circonscriptions autonomes. Les Monts Altaï, où l'on trouve ces derniers, forment le berceau de la nation kalmouke. Celle-ci a tenté d'y revenir vers la fin du XVIII^e siècle. Il est possible que quelques familles y soient parvenues. Il est possible encore que certains ancêtres des Kalmouks soient restés dans leurs montagnes alors que leurs frères émigraient

vers la Volga. En tout cas les Kalmouks de l'Altaï présentent une grande analogie avec ceux de la Volga.

Sur les rives du lac Baïkal est située la République des Bouriates mongols. Dans les traditions kalmoukes, les alentours de ce lac sont dépeints comme la terre promise de la race mongole. C'était vers ce séjour enchanteur qu'émigraient en masse les Kalmouks de la Volga.

Le lac Baïkal fournit effectivement de grandes ressources aux populations qui l'avoisinent. Elles peuvent y pêcher en abondance des esturgeons, des saumons et des phoques. Les phoques de Baïkal se distinguent des autres par leur couleur argentée. Leur peau forme un objet de commerce très lucratif.

La République des Bouriates a pour capitale Verkmeoudinsk. La forme géographique de cette circonscription est bizarrement découpée. Au Nord, elle a assez exactement la forme d'un rectangle, mais au Sud-Ouest un éperon considérable la prolonge qui suit une grande partie des Monts Saïansk. Sur le bord méridional du lac Baïkal une colonie russe s'est installée. Cette région est en effet très propice à la culture des céréales, et l'on peut être certain dans la R. S. F. S. R. que chaque fois que des terres ont un intérêt économique quelconque, les Russes s'en sont emparés.

La République mongole est donc entamée au Sud par une enclave occupée par des Slaves.

La République bouriate présente une autre anomalie : du côté Ouest de la rivière Angara qui prend sa source dans le lac Baïkal, se trouve un îlot peuplé de Bouriates. Administrativement, celui-ci dépend de la République bouriate.

A l'Est de celle-ci, un vaste territoire à cheval sur les Monts Iablonovnoi, séparé par la haute vallée de la Chilka du reste la République, fait également partie de la Bouriatie.

Les Bouriates ont une taille ramassée et trapue, les membres bien découplés, le visage lisse et charnu, les sourcils noirs et fortement arqués, le nez camus et aplati. Leur défiance n'a d'égale que leur grande probité. Ils habitent des jourtes, sorte de tente recouverte de cuir. Ils chassent les animaux à fourrure et ont quelques troupeaux. Les Bouriates sont bouddhistes.

Pour en terminer avec les Mongols, occupant l'U. R. S. S., mentionnons la République des Bachkirs. On fait souvent de

ceux-ci des Tartares, ils sont plus vraisemblablement d'origine mongole. Leur tête petite et large, aux pommettes saillantes, rappelle beaucoup le type mongol.

D'après E. Reclus, les Bachkirs seraient issus de la même race que les Hongrois, à tel point que les soldats russes pendant la guerre de Hongrie en 1849 donnèrent aux Hongrois le nom de Bachkirs.

Cette peuplade s'est, au cours des siècles, mélangée avec les Tartares et les Finnois tchouvaches, leurs voisins.

La République bachkire s'étend au Sud-Est de la République tartare, sur les deux rives du Kama, affluent de la Volga. La capitale de cette circonscription autonome est Ouffa, sur le Kama.

La République bachkire, comme la Bouriatie, n'est pas d'un seul tenant. De l'autre côté de la chaîne de l'Oural, dans la région avoisinant les mines de plomb de Kyentim, se trouvent des territoires relevant de la Bachkirie.

Les Bachkirs sont environ 1.800.000. Ils en sont au stade intermédiaire entre la vie nomade et l'état sédentaire d'agriculteurs. Ils possèdent de magnifiques troupeaux de moutons ; ce sont de grands éleveurs d'abeilles.

Enfin les peuplades finnoises ont constitué des nationalités considérées par les Bolcheviks comme assez homogènes pour former des circonscriptions autonomes, au nombre de 3.000.000 environ. Les Finnois vivent en général au Nord de la R. S. F. S. R. Toutefois, on trouve d'importants îlots de populations finnoises sur le bord de la Moyenne-Volga.

Les Finnois sont d'origine Altaïque. Van Hartmann les dépeint ainsi : « Habituellement forts et trapus, larges de tête, « de visage, de nez, d'épaule et de membres ; la bouche est « grande, tandis que les yeux sont petits à fentes étroites et « parfois obliques ; la couleur de l'iris est toujours bleue, de « la nuance la plus pâle à l'azur le plus foncé ». Ils ont les cheveux blonds : blond comme un Finnois est une expression proverbiale en Russie.

Mais il s'agit ici des Finnois par excellence, les habitants de Finlande, et des Karéliens.

Plus l'on s'en va vers l'Est, plus le type finnois se rapproche de la race mongole.

Au point de vue de leur civilisation, on peut diviser en deux groupes les peuplades finnoises : ceux du Nord sont pêcheurs et chasseurs. Ils élèvent des rennes, leur degré de civilisation est très peu avancée.

La Carélie, plaine semée de lacs, qui s'étend du Ladoga jusqu'à la presqu'île de Kola, forme une République autonome dont la capitale est Pétrozavodsk.

Les Caréliens, bien que de civilisation assez primitive, ont le génie poétique. Ils se transmettent oralement des récits qui constituent une véritable épopée nationale.

Le Territoire des Komi (Zyrianes) dont la capitale est Oust-Zykolsk, occupe à l'Ouest de l'Oural une longue bande de territoires qui descend au Sud jusqu'aux régions de culture du lin. Mais la plus grande partie du pays est couverte d'immenses forêts de bouleaux. Au Nord, s'étendent les vastes pâturages des rennes, glacés une longue partie de l'année.

Les hommes du peuple Komi sont occupés habituellement à la chasse ; les femmes remplissent les charges réservées d'ordinaire aux hommes : ce sont elles qui conduisent les traîneaux de poste et font office de courriers.

Au Nord du Territoire des Komi vit le peuple des Samoyèdes. Il forme une transition entre le type mongol et le type finnois, comme les Bachkires ont un aspect intermédiaire entre les Tartares et les Mongols. Les Samoyèdes sont en train de disparaître devant les Komis. Ceux-ci leur volent sans scrupule leurs troupeaux de rennes. Les Samoyèdes se voient de plus en plus dépossédés par leurs ennemis de leurs pâturages. L'excédent considérable des morts sur les naissances fait peu à peu disparaître ce peuple.

Les Ostiaks de l'autre côté de l'Oural, sont épars dans les immenses solitudes glacées avoisinant les rives de l'Obi et de l'Ienisséï inférieurs. Leur faible importance numérique a fait qu'ils n'ont pas formé de circonscription autonome.

Au Sud, les Tchérémisses et les Tchouvaches constituent des nations plus civilisées que les Finnois septentrionaux.

Les Tchérémisses occupent un territoire autonome sur le bord oriental de la Volga. La ville principale de la région est Krasnokokchaïsk. Les Tchérémisses sont très laids : ils ont les pommettes saillantes, le nez aplati, les yeux étroits et bridés.

Ils habitent de petites cabanes obscurcies de fumée. Leur religion est un étrange mélange de christianisme russe, de mahométisme tartare et de chamanisme mongol ; d'ailleurs, pour eux, toutes les religions sont également bonnes.

Leur langue est également composite, hybride de tartare et de russe ; les gutturales et les sifflantes y dominent.

Les Tchérémisses trafiquent de leurs femmes et la cérémonie du mariage se célèbre chez eux sous la forme d'un rapt simulé.

Les Tchérémisses, bien avant l'avènement du bolchevisme, ont pratiqué les communautés agricoles. Le travail en commun a toujours formé la base de leur organisation sociale. Avant la Révolution, tous les habitants d'une commune labouraient, ensemençaient et récoltaient ensemble. Le chef du village, le Kachtan, calculait ce qui était nécessaire pour la moisson prochaine et pour chaque famille. Puis il vendait le surplus, prélevait un dixième pour sa rémunération et distribuait le reste.

La République des Tchouvaches dont la capitale est Tchéboxary, est une des plus nombreuses de celles constituées par les peuples finnois. Les Tchouvaches comptent un million d'individus, soit le tiers de tous les Finnois de la R. S. F. S. R.

Le Tchouvache, petit, maigre et brun, s'habille comme un Russe. Sa langue est, ainsi que celle des Tchérémisses, un composé de tartare et de finnois. Il est à noter que chez eux la politique des Tzars fut très différente de ce qu'elle a été en général à l'égard des peuples allogènes. Le tchouvache était enseigné officiellement dans les écoles du pays.

Leur religion est faite de pratiques mahométanes et païennes. Ils offraient récemment encore à leur dieu Kora, des effigies en argile représentant des animaux. Ils ont toute une mythologie compliquée dont le Tzar fait partie.

Les Tchouvaches sont d'excellents agriculteurs, très supérieurs sur ce point à tous leurs voisins.

Les Votiaks se sont établis au nord de la République des Tartares. Ils constituent un territoire autonome dont la capitale est Ijevsk. Ce sont des cultivateurs habiles et infatigables ; ils entretiennent des bestiaux et élèvent des abeilles ; ils sont chrétiens de nom mais chez eux la polygamie est permise et ils s'adonnent à des pratiques chamaniques d'origine mongole.

Enfin, les Mordviens, qui vivent au Sud-Ouest de la Volga, sont les plus méridionaux des Finnois. Ils tendent de plus en plus à se confondre avec les Russes.

Il nous reste encore à examiner pour en finir avec les peuples de la R. S. F. S. R., les Allemands de la Volga et les Montagnards du Caucase.

« En 1765, Catherine II désirant opposer un rempart vivant « aux populations nomades de la Basse-Volga, fit appel aux « colons d'Occident, et parmi les noms slaves, ceux qui répon- « dirent à son appel étaient presque tous des Allemands et des « Suisses... Les colons reçurent des vivres, des outils, du bétail « et leurs terres furent déclarées libres d'impôts pendant « 10 années. Ces colonies pratiquèrent la communauté des « terres. » (E. Reclus, *Géographie Universelle* t. 5, p. 766.)

La République des Allemands de la Volga est située sur la Basse-Volga ; le fleuve dans cette partie de son cours se dirige de l'Est à l'Ouest jusqu'à Stalingrad, où il reprend la direction du Sud pour se jeter dans la Caspienne.

La capitale de la République est Potrovsk. La principale ressource du pays est fournie par la culture du tabac.

Les Allemands de la Volga ont gardé soigneusement intacts leur langue et leurs coutumes ancestrales. Ils ont soigneusement entretenu leurs écoles, et ont même créé au début du XX^e siècle des écoles supérieures.

Ils augmentent avec rapidité et sont actuellement un peu plus d'un million.

Les Montagnards du Caucase ont formé le long de cette chaîne une série ininterrompue de territoires autonomes. Ces peuples sont, en partant de l'Ouest, les Adyeni, les Karatschav, les Tcherquesses, les Kabardins-Balkars, les Ossetes du nord, les Ingouches et les Tchetchenes.

Les Adyeni et les Karatschav sont probablement d'origine scythe. Ils sont proches parents des Tcherkesses. On peut comparer tous ces Montagnards à ceux du Riff. Ils vivent principalement de brigandage et de piraterie. Avant l'avènement du bolchevisme ils étaient soumis au régime aristocratique et se divisaient en cinq castes : les rois ou pchés, les skeptouches ou porte-sceptre, les affranchis ou les esclaves. Cette organisation, déjà décrite par Strabon, a duré jusqu'à la guerre de 1914.

Tous ces montagnards sont des hommes magnifiques du plus pur type aryen. Leurs femmes sont renommées pour leur beauté. Les Tchechenes sont très semblables aux Tcherquesses aux Adyeni et aux Karatschav. Ils sont plus disciplinés, car ils ont su se soumettre à la puissante famille des Tourlo qui leur a donné assez de cohésion pour vaincre leurs voisins les Kabardins et les Tartares. Après quoi, ils reprirent leur indépendance en chassant les Tourlo.

Ils professent l'Islamisme suivant le rite sunnique.

Les Kabardins-Balkares sont les descendants de ces Khozares d'origine asiatique qui, du VII^e au X^e siècle, étendirent leur empire sur les bords de la Caspienne et qui furent vaincus par les Russes.

Les Kabardins-Balkares ont une religion qui est un mélange de mahométanisme et de christianisme.

De même que chez les Tchérimisses, nous trouvons chez eux le principe de l'indivision du sol : nul n'a le droit d'exporter du bois pour la vente sans avoir au préalable versé à la caisse commune une somme fixée d'avance. Les Kabardins possèdent des chevaux qui sont très renommés.

Les Ossètes sont d'origine iranienne. Une colonie de Mèdes fut transportée par les Scythes dans les plaines qui s'étendent au nord du Caucase. Fatigués de subir le joug de tous les conquérants, ils ont émigré dans la montagne où ils mènent une vie de brigandage, même depuis la conquête russe. Chaque village était soumis à un ou deux anciens qui terminaient les différends.

La langue ossète porte la marque de son origine médique. On n'y trouve ni genre, ni article et les verbes ont beaucoup de temps ; les sifflantes et les gutturales sont nombreuses.

Les Ossètes sont beaux et bien faits ; ils sont blonds et même roux.

Signalons que les Ossètes sont répartis entre la R. S. F. S. R. qui comprend le territoire des Ossètes du Nord et la Fédération transcaucasienne, à laquelle sont annexés les Ossètes du Sud.

Les Ingouches, enfin, vivent au sud de la République russe, à l'extrémité Est de la chaîne caucasienne. Les femmes s'occupent d'agriculture pendant que les hommes sont à la chasse.

Nous en avons ainsi fini avec la R. S. F. S. R.

§ 3. — L'UKRAINE

La deuxième République fédérée de l'Union est l'Ukraine. L'Ukraine occupe tout le Sud-Ouest de l'U. R. S. S. Ce pays couvre une superficie de 393 milliers de verstes carrées, c'est-à-dire que son territoire est à peu près aussi étendu que celui de la France. Les Ukrainiens sont environ 23.600.000 individus dont 21.000.000 habitent l'Ukraine, les autres en partie sont disséminés dans la R. S. F. S. R. Enfin, 12.000.000 ont émigré vers le Caucase septentrional, où ils constituent parmi les peuplades de montagnards un élément civilisateur.

Mais la grande majorité des Ukrainiens se trouve concentrée dans les bassins du Dniester, du Dnieper et du Donetz, sur lequel s'étend la République fédérée d'Ukraine.

Les Petits-Russiens ont en général la tête plus large et plus courte que les Grands-Russes, ils ont les cheveux châains et les yeux bruns ; ils sont habituellement de très haute taille. C'était surtout parmi eux qu'on choisissait les grenadiers à cause de leur prestance. Les femmes sont plus gracieuses et plus fines que les Grands-Russiennes.

Les Ukrainiens ont possédé longtemps de florissantes Universités, alors qu'il n'en existait pas une seule dans la Moscovie. Il y avait des Académies à Ostrog, à Kiew, à Tchernigov. Les idées scientifiques se répandaient beaucoup plus vite dans le peuple ukrainien que dans le peuple russe. C'est dire que le premier a plus de goût pour l'étude que le second qui, bien que fort intelligent, est resté très ignorant.

Les chants de liberté des Cosaques volent encore de bouche en bouche dans les villages ukrainiens. Ils célèbrent les libertés antiques des steppes, des combats incessants livrés contre les Turcs, les Tartares, les Polonais et même les Russes pour la défense de la terre franche d'Ukraine. Qu'on me permette de citer le chant de la justice : « Aujourd'hui la justice est en prison chez les pans ; l'injustice est assise à son aise avec les pans dans la salle d'honneur ; la justice est foulée aux pieds par les pans mais on verse à l'injustice l'hydromel dans les coupes. O notre mère, notre mère aux ailes d'aigle, où te trouver ? »

Dès la fin du XVIII^e siècle, après avoir repoussé victorieusement les seigneurs polonais, les libres Ukrainiens ont subi le joug des Tzars qui ont usé de tout leur despotique pouvoir pour russifier l'Ukraine : toute publication périodique en langue petite-russienne fut interdite. Il fut également interdit de traduire en ukrainien les traités religieux et scolaires.

Les Bolcheviks avec un sens diplomatique très aigu ont su rendre à l'Ukraine son antique culture.

L'Ukraine après avoir été couverte de steppes désolées est, depuis la pacification du pays, c'est-à-dire depuis que la domination russe s'est étendue sur cette région, couverte de champs de céréales. Les fertiles Terres-Noires constituent en effet le sol de l'Ukraine et en font le plus important grenier à blé de l'U. R. S. S. La République exporte aussi le tabac en abondance.

D'autre part, le bassin du Donetz ou Dombaz est le centre métallurgique et houiller le plus considérable de l'Union. Il produit en abondance de la houille, du fer et du manganèse.

« La capitale de l'Ukraine, Karkov, a vu depuis la guerre sa population doubler. Elle est devenue le centre nerveux du Dombaz, du Krivõi-Rog, de la future « région industrielle du Dnieper » (*Monde Slave*, n^{os} 11 et 12, 4^e année, René Martel, p. 143.)

Non loin des frontières occidentales de l'Ukraine se trouve enclavée la République autonome de Moldavie. Celle-ci a pour capitale Balta. Les Moldaves sont les descendants de ces Daces qui sont représentés sur la colonne Trajane.

§ 4. — LA RUSSIE BLANCHE

La République fédérée de Russie Blanche (1) se trouve à l'Ouest de l'Union entre la R. S. F. S. R. et la Pologne. La Russie Blanche est une vaste plaine qui dans sa partie méridionale s'abaisse pour former la dépression de Poliésie où se trouvent des marais immenses.

(1) Les détails géographiques concernant la Russie blanche ont été principalement empruntés au livre de M. R. Martel, *Les Blancs-Russes*, pp. 25 et suivantes.

La partie centrale de la République est la plus accidentée : c'est là qu'a été bâtie la ville de Minsk, capitale de la République.

La partie septentrionale de la Russie Blanche est constituée de nombreux lacs datant de l'époque glaciaire.

La Russie Blanche est le pays des cours d'eau : le Dnieper, la Bérésina, la Dvina, le Niémen y forment autant de voies navigables reliées entre elles par des canaux. Le réseau hydrographique de la Russie Blanche a fortement contribué, ainsi que nous le verrons plus loin, à la civilisation précoce de ce pays.

Le nom de Blanc-Russe signifie Russe libre : les Mongols, en effet, n'ont jamais soumis les Blancs-Russes à leur joug humiliant. Au milieu de leurs forêts, de leurs lacs et de leurs marais, les Blancs-Russes ont été préservés des attaques des envahisseurs jaunes.

La Russie Blanche est actuellement d'une extrême pauvreté. Les famines y sont fréquentes et l'on conçoit aisément l'avarice sordide de ses habitants et leur tristesse résignée ; car à la stérilité de leur sol se sont ajoutées les horreurs des guerres fréquentes entre la Moscovie et la Pologne. Les mœurs des Blancs-Russes sont plus douces que celles des Grands-Russes et le despotisme du père de famille y est moins farouche.

La République fédérative de Transcaucasie comprend la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbéidjan. Les Géorgiens occupent au Sud-Ouest de la Fédération transcaucasienne un pays accidenté où l'on rencontre des vallées chaudes et profondes et où prospère la flore méditerranéenne. La capitale est Tiflis.

La race géorgienne est d'une beauté très renommée. C'était parmi les Géorgiennes que les sultans choisissaient le plus volontiers les femmes de leur harem.

Les Géorgiens sont des Aryens. Mais leur pays a été longtemps soumis aux Mongols et le peuple géorgien en a conservé l'empreinte.

Avant la Révolution russe, l'organisation sociale de la Géorgie était très aristocratique. Les Géorgiens appartiennent à la religion grecque orthodoxe.

La République autonome d'Adjarie fait partie de la Répu-

blique de Géorgie. Sa capitale est Batoum, point où le pipe-line de Bakou aboutit à la mer Noire.

Enfin les Territoires autonomes des Ossètes du Sud dépendent encore de la Géorgie.

La Géorgie est rattachée par des liens politiques très étroits à l'Abkhasie. Les Abkhases habitent au Nord de la Géorgie les rives du Kouban supérieur. Ils ont sans doute la même origine scythe que les autres montagnards du Caucase. Les Abkhases possèdent de magnifiques troupeaux.

La République d'Azerbéidjan se trouve située à l'Est de la Fédération transcaucasienne. Les Azerbéidjanais vivent dans une plaine que forme la vallée du Koura et que borne au Nord et au Sud deux éperons de la chaîne caucasienne qui partent de Tiflis.

Le peuple azerbéidjanais est un amalgame de Turcs, d'Arméniens, de Kurdes et de Juifs. La légende veut que l'Azerbéidjan soit la patrie d'origine du mage Zoroastre.

A l'Azerbéidjan se rattache la République de Nakhitchévan. Nakhitchévan, la capitale, fut fondée par Catherine II en 1780. Cette impératrice y fit transporter sur leur demande des Arméniens habitant la Crimée.

La race composite de l'Azerbéidjan est venue s'agglomérer autour de ce noyau.

Nakhitchévan exporte des marocains, des soieries et des cotonnades.

Le Nakhitchévan est séparé de l'Azerbéidjan dont il dépend par l'Arménie.

Celle-ci occupe le Sud de la Fédération transcaucasienne : les Arméniens sont de beaux hommes au regard vif. Ils ont les cheveux et les yeux noirs, le nez aquilin, le teint un peu basané. L'Arménien est d'une grande habileté dans les spéculations commerciales.

Les Arméniens étaient soumis au point de vue religieux à deux patriarches : le catholicos qui réside au pied de l'Ararat, au couvent de l'Edchiliandzin, et le patriarche de Sis.

La littérature arménienne est assez importante. La langue arménienne présente des similitudes tout à la fois avec le persan d'une part, et de l'autre avec le latin et le grec,

L'Arménie a été partagée en 1921 entre la Turquie et l'U. R. S. S. L'Arménie soviétique a pour capitale Erivan.

§ 5. — LES RÉPUBLIQUES DU TURKESTAN

Il nous reste encore à parler des trois Républiques du Turkestan. Au Sud de la mer d'Aral s'étendent d'immenses territoires où pousse une herbe rare. A l'Est et au Sud de ce désert s'élèvent les Monts du Turkestan et du Kopeth-Dagh. Dans les vallées de ceux-ci, bien abritées et profondes, on cultive le mûrier et le coton. De riches villes s'y rencontrent telles que Samarkand, Boukhara-Kiva, Tachkent, etc...

La République fédérée des Turkmènes occupe le désert des bords de la mer Caspienne et de la mer d'Aral. La seule ville un peu importante est Poltorotck, non loin du Kopeth-Dagh. Dans la vallée de l'Amou-Daria on trouve encore Léninsk.

Avec les Turkmènes nous retrouvons la race turco-tartare dont nous avons déjà décrit le type. Les Turkmènes présentent de grandes similitudes avec les Kirghiz et les Karokalpaks. Les Turkmènes sont au nombre de 500.000 environ. Ils sont adroits et féroces dans les combats. Leurs traditions religieuses sont des plus vagues. Les campements des tribus sont très éloignés les uns des autres. En général, chaque tribu en a un pour l'été, et émigre l'hiver vers d'autres pâturages. Toutefois, dans le Sud, les Turkmènes cultivent le coton.

L'Ousbékistan est une région de hauts plateaux coupés de ces riches vallées, que nous avons dépeintes comme de fertiles oasis, au milieu des déserts du Turkestan.

La population ousbèke qui l'occupe a dominé autrefois toute la région du Turkestan. La langue ousbèke est un mélange de kalmouk et de tartare. Les Ousbeks sont spirituels, robustes et braves, mais fort vindicatifs. Leurs villes de Samarkand, de Kiva, etc., ont servi longtemps de repaire aux pillards tributaires des Ousbeks.

Les Tadjiks constituent la troisième République fédérée du Turkestan. Leur origine est iranienne. Cette population est assez civilisée, mais très pauvre. Les Tadjiks en effet habitent

les hautes montagnes du Pamir. La capitale du Tadjikistan est Duchambé.

Nous en avons fini avec l'étude géographique et ethnographique de l'U. R. S. S. Voyons maintenant comment ces races si diverses se sont mêlées, comme au hasard, à travers l'immensité de l'ancien Empire russe, creuset gigantesque de peuples en fusion.

CHAPITRE II

HISTOIRE DES PEUPLES DE L'U. R. S. S.

Une des bases fondamentales de l'organisation de l'Union est le principe des nationalités : « Ce n'est que dans le camp « des Soviets, dit la constitution de l'U. R. S. S., qu'il a été « possible de supprimer radicalement l'oppression des nationalités, de créer une atmosphère de confiance mutuelle et de « fixer les bases d'une collaboration fraternelle des peuples ». (*Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, par M. Guetzvitch, 5^e édition, p. 364.)

L'admission même de ce principe des nationalités suppose une définition très exacte du mot nationalité : à mon avis, une collectivité mérite le nom de nation lorsque les individus qui la composent parlent la même langue, ont des coutumes identiques, les mêmes traditions, le même passé historique, et sont les seuls à user de cette langue, à posséder ces coutumes, ces traditions et ce passé. Il est évident que ces divers éléments sont les résultats du long travail des siècles, que toute nationalité est issue d'un processus historique.

Nous examinerons donc les origines lointaines des peuples formant l'Union et les événements à la suite desquels ils se sont intégrés à l'Empire russe. Ainsi nous pourrons apprécier le système, suivant lequel ont été organisées les circonscriptions nationales autonomes de l'U. R. S. S. Nous serons amenés à constater que les organes de l'Union ont parfois forcé la main à ceux des Républiques en ce qui concerne le rattachement de telle ou telle collectivité à telle ou telle République. Nous ne pourrons faire ces critiques en toute connaissance de cause qu'à la lumière de l'histoire.

L'historique qui va suivre a donc pour but de montrer comment les races russes, tartares, mongoles, finnoises, caucasiennes ont été réunies sous l'autorité des Tzars de Moscou, les Grands-Russes ayant subjugué non seulement les nations slaves mais encore les autres peuples de l'Empire. Après quoi, nous pourrions nous attacher au sujet même de cet ouvrage : La constitution d'U. R. S. S. a-t-elle donné naissance à une confédération d'Etats où le peuple Grand-Russe n'a plus qu'une place prépondérante ? Faut-il au contraire prétendre que par le jeu des textes officiels, à la lumière même des commentaires des auteurs soviétiques les plus autorisés, le peuple Grand-Russe et ses dirigeants continuent à gouverner les nations de l'Union comme par le passé ?

§ 1. — LA RUSSIE AVANT L'INVASION VARÈGUE

Avant le IX^e siècle, la région située entre la Baltique et la Volga, la mer Blanche et la mer Noire était principalement occupée par des tribus slaves aux trois quarts sauvages. Outre celles-ci, des guerriers venus d'Asie Centrale avaient fondé dans le Sud deux Empires : celui des Avars qui avait disparu, et celui des Khosars dont la civilisation florissait de la mer Noire à la mer Caspienne. A l'Est, un détachement de Bulgares s'était arrêté sur la Volga et y avait bâti Bolgar. L'Etat qu'il formait était devenu si riche qu'on les appelait les Bulgares d'argent. Enfin la race finnoise venue des bords de la Caspienne fuyant devant les Goths, remonta la Volga sur les rives de laquelle elle laissa l'importante tribu des Tchouvaches, non loin de Bolgar. De l'autre côté du fleuve, se sont installés les Tchérémisses : Tchouvaches et Tchérémisses ont été tributaires de Bolgar jusqu'à la chute de cette ville devant l'invasion mongole. C'est une des causes qui expliquent pourquoi ils sont les plus civilisés des peuples finnois. D'autres Finnois marchant vers l'Ouest formèrent les Votiaks ; d'autres encore passèrent l'Oural et s'établirent sur les rives de l'Obi inférieur : ce sont les Ostiaks qui occupent actuellement une grande partie de la Sibérie septentrionale ; ils s'étendent jusqu'à la République des Iakoutes. Le principal rameau finnois remonta vers le Nord et

s'établit en Finlande, ainsi que sur les rives de la mer Blanche où a prospéré pendant longtemps l'Etat commerçant de Permie dont la capitale était Arkhangel.

§ 2. — FORMATION DE L'EMPIRE RUSSE

En 860 environ, des Russes Varègues qui venaient de Scandinavie avec leur chef Rurik, envahissent les territoires situés à l'Est de la Baltique, appelés sans doute par la République de Novgorod. Ils soumettent les Slaves et leur donnent le nom de Russes. Ils s'emparent de Novgorod où Rurik établit sa capitale.

Les compagnons d'armes de Rurik partis vers Constantinople, enlevèrent aux Khosars la ville de Kiev. Les Russes luttèrent pendant un siècle contre l'Empire khosar et Sviatoslav les écrasa définitivement. De ce fait, la Russie s'étendit au Sud-Est jusqu'à la Volga.

Les Khosars ont donné naissance aux Kabardins-Balkars, peuple qui forme de nos jours une communauté autonome sur le versant septentrional du Caucase, à peu près à mi-chemin entre la Caspienne et la mer Noire. Cette peuplade, avant de s'installer sur les bords du Kouban supérieur où elle vit actuellement, se livra à beaucoup de pérégrinations. On les trouve d'abord après la destruction de l'Empire khosar, sur les bords de la mer d'Azof. Puis à la suite d'une guerre civile, une partie de la tribu émigra vers la Volga, revint ensuite vers le Don, puis s'installa quelque temps en Crimée d'où elle passa dans le bassin du Kouban. Elle remonta la vallée de ce fleuve pour s'établir enfin dans la Kabardah actuelle.

Cependant l'Etat de Novgorod avait obtenu de nombreuses franchises des rois varègues. La République se développait rapidement. Rurik lui-même avait fait des expéditions contre les Finnois de Finlande et de Karélie. Les Novgorodiens les soumièrent définitivement. La Karélie, ainsi que nous l'avons vu, est devenue une République autonome dans la République russe.

La Permie dut de bonne heure reconnaître la souveraineté de Novgorod et bientôt tous les rivages de la mer Blanche appartenaient à la République.

Les Komis qui ont formé également un territoire autonome tombèrent aussi sous le joug des Russes. Plus au Sud, les Votiaks furent encore vaincus et sous la direction de leurs nouveaux maîtres devinrent, de nomades qu'ils étaient, d'excellents agriculteurs.

Le plupart des peuples finnois qui sont aujourd'hui des nationalités de l'U. R. S. S. ont été rattachés à l'Empire russe grâce à l'activité de la République de Novgorod. Les commerçants de cette cité ont en effet, au XIII^e siècle, établi des comptoirs dans la région de la Moyenne-Volga chez les Tchérémisses. Ce furent les débuts de la colonisation slave chez les populations finnoises de la région de Kazan.

Pour en finir avec l'histoire politique de Novgorod à cette époque, disons que cette République se heurta de bonne heure à la Suède, qui au XIII^e siècle l'emporta en Finlande, tandis que la Carélie et la Permie restaient aux mains des Russes.

Kiev demeura jusqu'au XI^e siècle la capitale incontestée du Grand Duché de Russie. Sa magnifique situation sur le Dnieper, fleuve navigable jusqu'à la mer Noire, son opulence toute byzantine en faisaient une seconde Constantinople. Toutefois, la ville de Kiev perdit assez tôt sa suprématie. La région qui l'avaisina fut constamment ravagée par des barbares venus des bords orientaux de la mer Caspienne. Les Petchénegues s'abattirent les premiers sur les riches provinces du Sud. Yaroslav parvint à les chasser de l'Empire. Ils passèrent en Hongrie où ils disparurent. Après les Petchénegues, ce furent les Poloutsis, de même origine que les Petchénegues.

Il n'est pas étonnant que les populations russes aient abandonné les steppes d'Ukraine pour progresser vers les bords de la Volga. Dans cette région il devenait inutile d'avoir sans cesse les armes à la main. Les Finnois de cette contrée n'étaient guère belliqueux. Ainsi les clairières trouèrent bientôt la masse des bois. Patiemment, les Russes gagnèrent peu à peu sur la forêt des champs prospères. Des villes importantes se fondèrent à l'Est de l'Empire, telles que Rianzom, Mourom,

Souzdal, Nijni-Novgorod. Plusieurs expéditions en partaient dirigées contre Bolgar et ses tributaires.

La Russie s'était encore agrandie à l'Ouest de la Lithuanie. Cette contrée ne nous intéresse pas directement puisqu'elle ne fait pas partie de l'U. R. S. S. Mais les princes lithuaniens ont régné pendant de nombreux siècles sur deux peuples dont nous nous occuperons spécialement : les Ukrainiens et les Blancs-Russes.

La Lithuanie habitée par les Lettons fut soumise au X^e siècle par les Rurikovitch. Elle ne devait pas tarder à recouvrer sa liberté.

A la même époque (1), d'ardents combats se livraient entre Kiev et les Blancs-Russes. Il s'agissait de savoir qui posséderait l'hégémonie commerciale de ces deux peuples prétendant contrôler la grande voie d'eau unissant la Baltique à la mer Noire, par le Voloff, le lac Ilem, le Lovat, la Dwina Occidentale et le Dnieper. Les Blancs-Russes avaient conservé sous les princes libéraux une organisation républicaine. Les armées de Kiev parvinrent après de nombreux combats à réduire les Blancs-Russes, auxquels ils imposèrent un Rurikovitch.

L'Empire russe était déjà à cette époque très considérable quant à son étendue ; mais une institution était pour lui une cause de faiblesse : le système des apanages était en honneur en Russie. Chaque fois qu'il fallait doter un descendant de Rurik, on créait une principauté. C'est pourquoi l'Empire était divisé en royaumes à peu près indépendants les uns des autres, bien que l'aîné des princes conserva sur ses frères ou neveux une autorité nominale. Parfois un des Rurikovitch avait la force nécessaire pour soumettre ses frères, ses oncles ou ses neveux. Mais après sa mort la Russie se morcelait à nouveau.

C'est à la faveur des luttes intestines entre les princes russes que la Lithuanie se sépara de l'Empire. La Russie Blanche, elle aussi, devint indépendante après la conquête du pays par Kiev. Des descendants de saint Wladimir, un des Rurikovitch, y régnèrent ; leur capitale était Polotsk. Ils

(1) Voir René Martel, *Les Blancs-Russes*, pp. 10 à 12.

s'allièrent avec la Lithuanie et bientôt leur royaume et le Grand-Duché de Lithuanie se soudaient en un seul Etat.

Certaines grandes villes essayèrent également de profiter de cette anarchie pour devenir des Républiques. Si toutes les cités avaient eu l'énergie que montra Novgorod pour faire triompher leurs aspirations libérales, la Russie aurait formé dès le XII^e siècle une vaste confédération d'Etats assez comparable à celle constituée par la Ligue hanséatique à la même époque.

§ 3. — LA LUTTE AVEC LES MONGOLS

Les plateaux d'Asie Centrale étaient habités depuis la plus haute antiquité par des populations formées de croisements entre la race blanche et la race jaune. Certains auteurs, parmi lesquels M. Georges Mossé (1), prétendent qu'au milieu de « l'âge de fer », les blancs de Sibérie, habiles forgerons, maîtres du secret de la fabrication du fer, avaient tenté de s'emparer du Sud de l'Asie. Les populations jaunes qui habitaient ces riches contrées furent victorieuses dans la terrible guerre qui s'ensuivit et envahirent à leur tour la Sibérie. Les blancs qui s'y trouvaient se mêlèrent aux jaunes et formèrent les peuples mandchous, mongols et tartares. Ceux-ci ont pris aux blancs leur esprit d'aventure et leur science militaire. Des jaunes, ils ont hérité la patience et parfois la cruauté. Sur leurs plateaux déserts ils ont vécu misérablement ; mais de temps à autre, de grands capitaines qui ont fait de la guerre une puissante industrie ont mené ces déshérités à la conquête des Etats opulents du Sud et de l'Ouest.

Genghis-Khan ou Témoutchin, fils du chef d'une tribu mongole, fut l'un de ces conducteurs de hordes avides de butins. Après avoir soumis les principales tribus mongoles, et fait bouillir vivants leurs soixante-dix chefs dans soixante-dix marmites, il devint peu à peu le maître de tous les peuples jaunes des hauts-plateaux d'Asie. Les guerriers dont Genghis-Khan faisait ses soldats comprenaient : à l'Est les Mongols, à l'Ouest les Turcs, dont les principautés formées sous la suzeraineté

(1) Voir *Iamgadal*, p. 36.

nominale de la dynastie des Seldjoucides avaient été détruites par le chef mongol, au centre entre le bas Altaï et l'Alaï, les peuples tartares. Genghis-Khan, chef des tribus d'Asie Centrale, s'élança ensuite contre la Chine dont la suzeraineté humiliait ses Tartares. Il s'empara d'une partie de la Chine du Nord.

Après avoir vaincu les Turcs de Mahomet II, il s'attaqua à la Russie. Mstislaf le Brave, avec une armée puissante composée de Russes et de Poloutsis, ces derniers étant, pour une fois, alliés à leurs anciens ennemis, essaya de barrer la route aux Asiates. Il fut écrasé à La Kalka.

Genghis-Khan ravagea toute la Rusie méridionale ; puis il se retira pour aller faire d'autres conquêtes. Mais six ans plus tard, commandés par Bati, petit-fils de Genghis-Khan, les jaunes revenaient, détruisaient au passage la Bulgarie orientale et se jetaient de nouveau sur la Russie. Ils ravagèrent la principauté de Rianzom sans que les autres princes de Russie intervinssent. Bientôt tout l'Empire subissait le joug asiatic. Toutefois Novgorod, protégée par ses forêts et ses marécages, avait échappé à l'atteinte des jaunes. Plus tard cette cité devait traiter avec les envahisseurs ; mais jamais ceux-ci ne s'en sont emparé de vive force.

L'Empire mongol s'étendait de l'océan Pacifique au Danube. Les hordes tartares et mongoles s'étaient installées en Russie sur les bords de la mer Caspienne et de la mer Noire et sur la Basse et Moyenne-Volga. De là elles surveillaient le reste de la Russie.

Les princes russes étaient les vassaux des khans. Le roi de ceux-ci vivait sur les bords du fleuve Amour, et c'est là que les Rurikovitch allaient faire leur soumission. Le chef des Mongols disposait du titre de grand prince à sa fantaisie, ainsi que des autres principautés. Les officiers du khan intervenaient dans les cérémonies du sacre de chaque souverain. Une fois élus ces princes étaient soumis à une surveillance humiliante et allaient souvent à la horde du Grand khan ou du khan de Russie afin de se justifier des dénonciations dont les chargeaient les chefs mongols vivant auprès d'eux.

Heureusement pour la Russie, l'Empire mongol se subdivisa. Le khanat dont dépendait la Russie était celui de

Kaptchak, ou khanat de la Horde d'Or. Un chef tartare, Nogaï, qui régnait au Nord de la mer Noire, se déclara indépendant au XIII^e siècle et donna son nom à la horde qu'il commandait.

D'autre part, de très bonne heure, le Grand khan n'eut plus sur la Horde d'Or qu'une autorité nominale. Au commencement du XIV^e siècle, les khans de Kaptchak étaient pratiquement indépendants et c'était eux qui donnaient l'investiture aux princes russes. Tamerlan lui-même ne fit que fort peu d'incursions en Russie.

Puis le khanat de Kaptchak ne tarda pas à se décomposer. Des luttes intestines éclataient entre les chefs asiates. Quatre hordes se formèrent ainsi, outre la horde des Nogaï : ce furent la horde de Crimée, laquelle est encore aujourd'hui un des éléments importants de cette République autonome ; le khanat d'Astrakan, celui de Kaptchak proprement dit entre l'Oural et la Basse-Volga, enfin le khanat de Kazan qui occupait les territoires de l'ancienne Bulgarie orientale.

Pendant que les forces des conquérants jaunes se divisaient ainsi une ville de Souzdalie, Moscou prenait une importance particulière due à ce qu'elle se trouvait sur la route fluviale de Kiev à Souzdal et Kazan. Dès le début du XIV^e siècle, les princes de Moscou surent plaire au khan et beaucoup d'entre eux devinrent de par la grâce des Asiates les souverains de la Russie. Puis l'un d'entre eux, Dmitri IV (1362 à 1389), refusa d'aller à la horde afin d'y recevoir les ordres du Khan. Celui-ci était à ce moment le puissant Mamaï qui réunissait sous son autorité la plupart des hordes vivant en Russie.

Le même Dmitri devait remporter la première victoire des Russes sur leurs envahisseurs jaunes dans le pays de Riamzom.

La puissance des jaunes à partir de cette époque ne cessa de décliner. Akmat Khan, de la grande horde de Kaptchak, envahit encore il est vrai la Russie, sous le règne du successeur de Dmitri.

Machmet Jhireï réunit pour la dernière fois les Tartares et les Mongols de Russie sous une même autorité et s'avança jusqu'aux portes de Moscou, mais les Russes achetèrent sa retraite. Enfin en 1552, Yvan le Terrible prenait Kazan qui, d'ailleurs, se défendit très vaillamment. Ce Tzar soumit ensuite les Tchérémisses et les Backhires. En 1552, il s'emparait

d'Astrakan, les Tcherquesses et les Kabardins-Balquaires, s'enrôlèrent volontairement dans ses troupes. Cette soumission fut d'ailleurs pour les Tcherquesses peu durable et nous reverrons les Russes lutter contre ces guerriers courageux qui conserveront jusqu'au XIX^e siècle leur indépendance. Quant aux Kabardins-Balquaires qui forment aujourd'hui un territoire autonome, ils seront les auxiliaires des Russes dans les expéditions de ceux-ci contre les Tcherquesses.

La prise d'Astrakan marque le dernier écroulement de la puissance tartare-mongole en Russie. Les Nogaïs étaient à cette époque passés sous la souveraineté du Sultan.

Au point de vue ethnographique, quels ont été les résultats de l'immense chevauchée des Asiates à travers la Russie ? Cette gigantesque marée a laissé en se retirant des flaques.

D'autre part, les peuplades mongoles, tartares et turques, après avoir été enrégimentées par Genghis-Khan, Bati, Tamerlan, restèrent dans un état de perpétuelle agitation, lorsque les Empires créés par ces grands hommes de guerre se furent effondrés. Les tribus qui étaient restées en Asie voulurent à leur tour voir les villes d'Europe dont la renommée leur disait les merveilles. Puis une fois sur les bords de la Volga, les nomades regrettaient les territoires où avaient vécu leurs pères.

Enfin, si parmi les hordes qui avaient envahi l'Est et le Sud de la Russie, il en est qui se fixèrent et se civilisèrent, d'autres continuèrent à chercher les aventures et à vivre de pillage et de rapine. Il se forma ainsi, dans la riche contrée de la Russie méridionale, un véritable désert que les Nogaïs, les Kalmouks, les Tartares de Crimée, les Kirghiz même, faisant irruption de l'autre rive de la Volga, parcouraient à leur guise, emmenant les populations russes en esclavage. Les nomades jaunes s'étaient fait les pourvoyeurs des harems turcs.

Mais ces régions désolées n'allaient pas tarder à se peupler de serfs russes ou polonais fuyant l'esclavage, d'aventuriers de toutes les nations qui se mêlèrent plus ou moins aux nomades jaunes, bien qu'ils combattissent ceux-ci en général avec acharnement. Cet amalgame où l'on retrouve encore des traces de Paloutsis et de Petchènegues forma les Cosaques.

Après les conquêtes d'Yvan le Terrible, nous trouvons près

de la Volga deux peuples tartares ou mongols qui sont devenus sédentaires. Ce sont les Tartares de Kazan et les Bachkires. Les premiers avant même la chute de leur ville s'étaient affinés au contact des derniers Bulgares d'Orient ; leur civilisation d'inspiration musulmane n'a pas été étouffée par les Tzars qui, vis-à-vis d'eux, ont fait preuve d'un certain libéralisme. Ils leur ont laissé leurs universités, leurs mosquées, toute leur culture nationale.

Les Bachkires, à l'époque d'Yvan le Terrible, étaient encore des pasteurs nomades. Peu à peu, ils devinrent agriculteurs, tout en continuant à élever de magnifiques troupeaux. Ils subirent d'ailleurs difficilement le joug des Russes : huit fois ils chassèrent leurs envahisseurs ; huit fois ceux-ci revinrent, relevèrent leurs ruines et reprirent l'exploitation du pays.

Les Kalmouks n'avaient pas encore fait leur apparition au temps du Tzar Yvan ; on les vit pour la première fois durant l'année 1630. Ils ravagèrent consciencieusement les alentours de la mer Caspienne et la rive occidentale du bas Volga. Mais bientôt les Russes en vinrent à bout.

Mécontents d'être soumis au Tzar, ils entreprirent de revenir vers leur « Palestine », c'est-à-dire vers la contrée du lac Baïkal au milieu des monts Altaï. Ce lamentable exode eut lieu pendant l'hiver de 1770-1771. Attaqués par les Kirghiz et les Cosaques de l'Oural, presque tous les Kalmouks durent revenir dans la région qu'ils avaient voulu quitter ; bien peu atteignirent « le pays des merveilles ». Un grand nombre de Kalmouks furent à la suite de cette entreprise enrégimentés parmi les Cosaques de l'Oural. On partagea le steppe, qu'ils occupent actuellement, entre les autres.

C'est pour défendre les pays russes contre cette peuplade turbulente, ainsi que contre leurs voisins Kirghiz, non moins entreprenants et sauvages, que Catherine II édifia le vivant rempart de la Communauté allemande des bords de la Volga.

Parmi les hordes jaunes qui campaient en Russie après la destruction des khanats de Kazan et d'Astrakan, il faut signaler encore les Tartares Nogaïs et ceux de la Crimée. Les premiers venaient camper en Ukraine pendant l'été. Au début de l'hiver, ils descendaient sur les bords de la mer Noire. Quant

aux Tartares de Crimée, ils s'étaient soumis au Sultan, et ils se confondaient peu à peu avec la population indigène.

Les Finnois de la Moyenne-Volga avaient été soumis par Yvan le Terrible en même temps que les hordes tartaro-mongoles. D'ailleurs Novgorod avait déjà établi ses comptoirs dans les forêts de Tchérémisses. Mais à partir du XV^e siècle, les Russes commencent à coloniser réellement le pays.

Les Tchérémisses combattirent courageusement contre leur envahisseur. Au milieu du XVII^e siècle ils parvinrent même à interrompre toute communication entre Nijni-Novgorod et Kazan, mais entourés de tous côtés par les Russes ils durent abandonner la lutte.

Les Tchouvaches furent également soumis aux Russes après la chute de Kazan.

Au XVI^e siècle, la vague jaune a donc cessé, à part quelques remous, de déferler sur la Russie. Un mouvement de reflux va se produire et les Russes conquerront à leur tour le pays d'où sont venus leurs envahisseurs. Yvan le Terrible commença la soumission de la Sibérie, un chef cosaque s'aventura dans la Sibérie méridionale où régnait un khan tartare. Il fit savoir à Yvan le Terrible qu'il lui serait facile avec quelques renforts de s'emparer de tout le pays. Yvan le Terrible lui envoya des troupes et bientôt la contrée des Terres-Noires de Sibérie appartenait au Tzar. A la fin du XVI^e siècle, tout le Nord-Est du continent asiatique était russe. Les tribus Ostiaks et Iakoutes faisaient peu à peu leur soumission au Tzar. Les régions avoisinant le lac Baïkal subissaient l'influence russe. En 1664, les Bouriates mongols devenaient les tributaires de Moscou.

§ 4. — LA LUTTE AVEC LE GRAND DUCHÉ DE LITHUANIE

Pendant que l'Empire russe rejetait le joug mongol, un péril considérable grandissait à l'Ouest sous la forme de l'Etat lithuano-blanc-russe ; les princes éclairés et libéraux avaient fait régner dans ces deux pays une brillante civilisation tandis que les Mongols ravageaient le reste de la Russie. La Russie Blanche était en contact direct avec l'Occident ; le mouvement

de la renaissance se répercuta et les imprimeries se multiplièrent.

Au cours du XIV^e siècle, une effroyable guerre qui dura près de 150 ans, éclata entre l'Etat lithuano-blanc-russe et la Russie. Cette guerre, dite de Livonie, ne devait se terminer qu'en 1552 ; elle fit sévir une effroyable misère dans la région de Smolenks. C'est au cours de cette lutte sans merci que se constitua l'Etat lithuano-blanc-russe-polonais. Pour vaincre le Grand Duché de Moscou, la Lithuanie-Russie-Blanche avait formé avec la Pologne, en 1569, l'Union de Dublin. Cette Fédération réussit à vaincre les Tzars de Moscou. La Russie Blanche et l'Ouest de la Petite Russie échappaient pour près de deux siècles à la Russie.

L'Etat lithuano-polonais essaya de faire prédominer son influence sur les Cosaques d'Ukraine. Nous avons vu qu'au milieu des steppes depuis le Dniester jusqu'à l'Oural, une population libre d'aventuriers s'était constituée se mêlant plus ou moins aux tribus kalmoukes et tartares. Les Cosaques Zaporogues constituaient l'avant-garde des Cosaques d'Ukraine. Les Cosaques du Don, beaucoup plus asiatiques que les premiers, campaient dans les îles formées par ce fleuve. Enfin, les Cosaques de l'Oural, après la destruction des royaumes tartares de Kazan et d'Astrakan, s'établirent dans toute la vallée de la Basse-Volga. Le sang tartare ou mongol prédominait chez ces derniers.

Les Cosaques Zaporogues s'étaient formés des populations chrétiennes d'Ukraine. Pour lutter contre les incursions incessantes des Nogaïs, les hommes qui étaient venus chercher la liberté sur les frontières des mondes chrétien et musulman formèrent des hordes semblables à celles de leurs ennemis ; des chevaliers polonais vinrent également en Ukraine, attirés par le goût des aventures héroïques.

Le principal centre de résistance cosaque fut établi dans les îles du Dnieper, au milieu des chutes, sur les bords rocheux de ce fleuve ; vivant de pêche, de chasses et de guerre, ces bandits chrétiens firent bientôt trembler les bandits musulmans. Leur sauvage liberté attirait autour d'eux, de Pologne et de Lithuanie, une multitude grossissante de paysans échappant à la servitude.

Au XVI^e et au début du XVII^e siècle, toute l'Ukraine dépendait au moins nominalement de la couronne de Pologne. Mais les Pans de Pologne eurent le tort de vouloir étendre le servage sur la terre des Cosaques. Ces tentatives d'asservissement étaient accompagnées de persécutions religieuses, les Polonais tentant de convertir par la force, au catholicisme, les Ukrainiens orthodoxes.

Les Cosaques se révoltèrent contre le royaume de Pologne. En 1649, une grande partie des Ukrainiens sous la conduite de l'hetman des Zaporogues Khmelnitzkij réussit à faire reconnaître l'autonomie de l'Hetmanie petite russe. Les Cosaques réclamèrent la protection du Tzar Alexis Mikhaelof, qui, en 1654, signa avec eux le traité de Pereyaslaf. D'après celui-ci, les Cosaques devenaient les vassaux du Tzar et lui fournissaient les troupes. Par contre, ils continuaient à élire leurs hetmans et conservaient leurs franchises : il était convenu que le servage ne pourrait jamais être implanté parmi eux. Les Tzars ne tardèrent pas à violer ces conventions. Après la révolte de Mazeppa, les hetmans ne furent plus élus, mais nommés par le Tzar. D'autre part, Pierre Le Grand envoyait des serfs colons en Ukraine, et c'est ainsi que la servitude s'établit dans la libre province.

En 1793, lors du deuxième partage de la Pologne, la Russie s'emparait des Palatinats de Kiev, de Volynie, et de Polodie qui étaient restés polonais. Catherine II, qui se sentit de ce fait beaucoup plus forte en Ukraine, abolit alors toutes les franchises des Cosaques et les soumit à l'impôt. Les Bolcheviks ont ressuscité l'Etat d'Ukraine, et en ont fait une République fédérée.

La Russie Blanche par les deux premiers partages de la Pologne en 1772 et 1793 fut rattachée à la Russie. Les Blancs Russes après avoir été polonisés par la force furent russifiés suivant les mêmes procédés.

Aujourd'hui la Russie Blanche est devenue un membre de l'U. R. S. S.

§ 5. — LA CONQUÊTE DU CAUCASE

La Géorgie était le royaume le plus important des Etats caucasiens. Les Géorgiens avaient été soumis successivement à tous les conquérants qui ont dominé la région touranienne. Alexandre fit leur conquête ; ils ont fait partie du royaume de Mithridate, puis après la destruction de celui-ci, du monde romain. Ils eurent ensuite des rois d'origine persane qui se rendirent indépendants. Les invasions arabe, persane, mongole, passèrent sur la Géorgie sans abattre la fierté et le courage de ses habitants qui conservèrent presque toujours leur cohésion et une certaine autonomie.

A la fin du XVIII^e siècle, l'influence russe commença de prédominer dans les pays du Caucase ; dès le XV^e siècle, la Géorgie, Etat chrétien, faisait alliance avec le Tzar pour lutter contre le Schah de Perse et le Sultan. Un traité en 1783 resserra cette union. La Russie s'engageait à défendre l'intégrité du territoire géorgien et à maintenir sur le trône la dynastie des Bagratides. Par contre, la Géorgie renonçait à sa compétence internationale au profit de la Russie et devait protéger les citoyens et les commerçants russes. La Russie tint fort mal ses engagements. Elle laissa la Turquie et la Perse attaquer sa protégée sans lui apporter de secours effectif. Le général russe Cottlebotn, lors de l'agression de la Turquie, abandonna le champ de bataille, et, en 1795, quand la Perse envahit la Géorgie, les troupes russes évacuèrent le pays.

Après ces deux défections, en 1801, elle profita de la mort du roi Georges XII pour annexer les provinces géorgiennes de Kakhestie et de Karthli. Les héritiers de Georges XII se défendirent pendant quelques années dans les autres provinces, mais ce fut en vain. En 1804, la Mingrélie et l'Immérétie étaient annexées, en 1810 c'était le tour de la Gourie et de l'Abkasie ; en 1833 la dernière province, la Svanetie, succombait.

En même temps que les Géorgiens, les Russes soumettaient les Adjares et les Abkasses depuis plusieurs siècles sujets des Bagratides ; un autre peuple qui, pour échapper au joug géorgien, puis tartare, s'était réfugié dans les montagnes du

Caucase, les Ossètes, fut subjugué à la même époque par les Russes.

Les Arméniens ont subi successivement les conquêtes de tous les peuples belliqueux de l'Asie Mineure et Centrale, de même que les Géorgiens. Mais ils n'ont pas comme ceux-ci défendu avec opiniâtreté leur territoire ; ils se sont pliés avec fatalisme sous le joug de leurs vainqueurs ; ils se sont laissés humilier et massacrer par eux. Toutefois leur grande capacité commerciale en ont fait des banquiers et des négociants souvent opulents, mais leurs richesses leur ont été fréquemment arrachées par les peuples auxquels ils ont été soumis.

Quant à l'Azerbédjan, il a été longtemps sous l'influence persane ; c'est à ce dernier pays qu'il appartenait quand la Russie s'en est emparée (1).

En 1813 et 1828, à la suite de deux guerres heureuses avec la Perse, la Russie obtenait la majeure partie de l'Arménie persane avec Erivan sa capitale. En même temps elle acquérait la province de Nakhitchevan : des Arméniens qui formaient en Crimée une colonie demandèrent à Catherine II de les transporter dans le Sud de la Caucase où ils devaient retrouver leurs compatriotes. La Tzarine avait accédé à leur désir ; c'est ainsi que fut fondée la ville de Nakhitchevan.

Le Massif de l'Ararat jusqu'au fleuve Araxe, la riche vallée du Kour et la ville Bakou, c'est-à-dire tout l'Azerbédjan actuel, furent abandonnés en 1828 par la Perse à la Russie.

Maîtres de la passe importante de Darial qui traverse les montagnes du Caucase au point où elles sont le plus étroites, les Russes commencèrent la conquête du Daghestan, surtout afin de protéger les plaines de Géorgie sans cesse ravagées par les razzias des montagnards. De même la France a conquis la Tunisie et le Maroc pour défendre l'Algérie. Les armées du Tzar entrèrent donc en lutte avec les habitants du Daghestan. Les Russes se heurtèrent d'ailleurs là à des peuples assez organisés pour résister longtemps. M. Karlhof, explorateur, écrivait à cette époque (voir *Prométhée*, août 1928 : « La vie sociale des Montagnards du Caucase Tsalikatty », p. 15) : « En 1847 les peuplades tcherkesses qui habitent sur le penchant

(1) *Prométhée*, janvier 1927 : « La main-mise russe sur la Géorgie », par G. Wazowa.

« Nord des montagnes du Caucase, se mirent d'accord pour
« remettre le pouvoir à une Assemblée nationale et pour intro-
« duire chez elles ce qui leur manquait au point de vue de
« l'organisation, notamment la création d'une administration.
« Elles résolurent de prendre les mesures suivantes :

« 1° Reconnaître tous les arrêts d'une Assemblée nationale
« obligatoire pour toutes les communautés et amener de force
« à l'obéissance celles d'entre elles qui voudraient se soustraire
« à l'exécution de ses ordres.

« 2° Donner la force matérielle à l'Assemblée nationale pour
« que ses arrêts soient respectés en organisant une milice per-
« manente au compte du peuple et en la mettant à son entière
« disposition.

« 3° Diviser le peuple en groupes de cent familles et
« remettre la direction de ces groupes dans les mains des
« anciens élus par eux, lesquels prêteraient le serment d'accom-
« plir les règlements de l'Assemblée nationale et de présenter
« à son jugement les rebelles et les criminels. »

Un autre exemple nous fait juger du niveau élevé non seulement de la vie sociale, mais encore de la conscience politique de ces montagnards : « Le 13 juin 1861 tous les
« Tcherkesses se sont réunis en conseil ; ils ont unanimement
« résolu de créer une Union extraordinaire afin de protéger
« leur ordre intérieur. Pour diriger cette Union on constitua un
« Parlement de quinze oulémas et de doctes personnalités. On
« a donné à ce Parlement le nom de Grande Assemblée libre. »

Quand les armées du général russe Evdokimov au pied de la chaîne principale des montagnes, apparurent, une réunion extraordinaire du Parlement eut lieu ; celui-ci décréta la guerre sainte entre les armées russes.

A la voix du prophète Schamyl, tous les Musulmans des Monts du Caucase volèrent au secours de leurs frères tcherkesses. Les Tcherkesses et les Tchetchènes, excellents guerriers mais fort indisciplinés, apprirent à combattre sous les ordres de Schamyl. La résistance des Montagnards dirigés par le prophète fut acharnée. Mais en 1859, l'Abd-el-Kader du Caucase tombait entre les mains des Russes et le Daghestan faisait sa soumission. Les Tcherkesses, bloqués dans leurs montagnes par une armée de 120.000 hommes, émigraient en

masse vers l'Anatolie plutôt que de se rendre. En 1862 toutefois, ce pays pouvait être considéré comme pacifié.

En 1878, après le fameux congrès de Berlin, les Russes s'agrandissaient encore aux dépens de la Turquie d'une partie de l'Arménie avec le port de Batoum et la forteresse de Kars.

§ 6. — CONQUÊTE DU TURKESTAN

Le Turkestan au milieu du XIX^e siècle était habité par une population qui vivait groupée dans les riches oasis de Khiva, de Boukhara, de Samarkand et de Tachkent. Des khans ousbeks entourés d'une aristocratie de même race régnaient sur ces villes très despotiquement. Les armées ousbèkes étaient assez fortes pour faire respecter l'ordre dans les oasis et obliger les nomades avoisinants, à payer le tribut aux khans.

Ces nomades étaient les Kirghiz, pirates de la steppe qui poussaient leurs incursions fort loin vers le Nord et pouvaient à tout moment couper les communications entre la Russie et la Sibérie. Les Turkmènes et les Karokalpaks voisins et parents des Kirghiz, dépendaient également des Ousbèks et vivaient comme les Kirghiz de brigandage.

La Russie avait déjà étendu son influence vers les déserts qui environnent la mer d'Aral : en 1730, une horde des nomades Kirghiz se soumettait à Moscou et en 1805, le Tzar lui assignait les territoires situés à l'Est de la Basse-Volga. Elle prit le nom de horde de Bukejev.

En 1845, une armée russe contournant la mer d'Aral s'empara de Tachkent. Samarkand et Boukhara succombaient en 1868.

Khiva, principal repaire des Kirghiz plus difficilement accessible, n'était occupée qu'en 1873 après avoir échappé à une autre expédition qui échouait à cause des rigueurs du climat.

Enfin, en 1884, les oasis des Turkmènes, entre autres Merv, étaient atteintes. Le Turkestan appartenait en grande partie à l'Empire de Russie et s'étendait ainsi jusqu'au Pamir.

Pendant la conquête du Turkestan, les Russes ont utilisé les rivalités des différentes peuplades vivant sur les steppes entre

la mer d'Aral et les monts Altaï. Celles-ci bien qu'ayant des liens de parenté très accentués, étaient souvent divisées par des luttes intestines. D'autre part, des luttes constantes éclataient entre les khans régnant sur les oasis du Turkestan. C'est à la faveur de toutes ces discordes que les Russes ont pu faire relativement vite la conquête de ces vastes contrées.

§ 7. — LA COLONISATION DE LA SIBÉRIE AU XIX^e SIÈCLE

En Sibérie orientale, les Russes ont cherché à trouver la mer libre, c'est pourquoi ils ont conclu avec la Chine en 1860, un traité leur abandonnant les territoires avoisinant la vallée de l'Amour, le long du Pacifique. Ils y créèrent le port de Vladivostok et commencèrent aussitôt les travaux du Transsibérien. Au point de vue ethnographique, le Transsibérien a eu une grande importance. Jusqu'alors, la Sibérie avait été fort peu colonisée par les Russes. On y trouvait un certain nombre de Cosaques descendant de ceux qui avaient au XVI^e siècle envahi les premiers le pays. A part ceux-ci, le principal élément européen était constitué de déportés et de soldats. Depuis qu'une ligne de chemin de fer coupe la Sibérie d'Est en Ouest des paysans venus en général du Sud de la Russie et plus spécialement d'Ukraine, ont émigré en foule vers les régions fort riches traversées par le Transsibérien.

CHAPITRE III

LA FORMATION DE L'U. R. S. S.

Nous avons vu que les racines du Fédéralisme plongent dans les plus lointaines profondeurs du passé russe : quand, au XII^e siècle, les Rurikovitch se disputèrent les principautés, et affaiblissaient ainsi leur pouvoir, les grandes villes de l'Empire avaient été sur le point de former un Etat fédéral. L'absolutisme des Tzars étouffa ce mouvement.

Mais au milieu du XIX^e siècle, une fermentation de fédéralisme se développe à nouveau au sein de la Russie. La Confrérie de Cyrille et de Méthode, fondée en 1847, avait adopté un programme fédéraliste ; d'après celui-ci l'autonomie des Etats devait être respectée dans le domaine des institutions intérieures. Les relations internationales étaient de la compétence de l'Etat fédéral.

Le mouvement est surtout parti d'Ukraine. En 1840, il paraît uniquement littéraire. Le poète Chentchevo célèbre les anciennes libertés des Cosaques d'Ukraine et en déplore la perte.

En 1860, les historiens Kostoma et Koulich démontrent que l'Ukraine est une personne historique et demande une autonomie de culture plutôt que d'institutions.

A la même époque, les revendications séparatistes prennent un peu partout en Russie des allures plus nettement révolutionnaires. De purs Moscovites tels que Bakounine et Herjen, manifestent une tendresse particulière pour les Petits-Russiens parce qu'ils leur semblent plus mûrs pour la liberté, que les Russes du Nord trop disciplinés.

L'anarchiste Bakounine, en effet, veut la destruction des

Empires centralisés. Sur leurs ruines il voit se former les Etats fédéraux et bientôt des Etats-Unis d'Europe. Avant la réalisation de ce grand rêve, il prévoit une Confédération pan-slave. Il est opportun d'opposer Bakounine au grand socialiste Karl Marx. Celui-ci avait construit un système échafaudé tout entier sur la centralisation : l'Etat omnipotent, l'Etat universel, tel était son idéal. Bakounine opposait à ce pouvoir absolu des Républiques multiples satisfaisant toutes les aspirations nationales.

Comme Lénine, le créateur de l'U. R. S. S., a été le disciple de l'un et de l'autre, on ne peut s'étonner des contradictions apparentes qui fourmillent dans la constitution de l'U. R. S. S.

Cependant en Ukraine le mouvement autonomiste s'accroît rapidement ; dans les premières années du XX^e siècle, l'on peut résumer ainsi les tendances des milieux ukrainiens : les Marxistes purs s'y opposaient à une décentralisation de l'Etat russe qui n'aurait pas permis aux masses une action d'ensemble. Les social-démocrates, eux, étaient nettement fédéralistes : le deuxième congrès du parti réclamait l'autonomie de l'Ukraine avec une Diète régionale.

Les partis bourgeois paysans tinrent en 1905 une réunion. Au cours de celle-ci, des résolutions furent prises s'inspirant nettement des idées admises par la confrérie de Cyrille et de Méthode. Enfin nombreux étaient les Ukrainiens qui voulaient faire de toutes les terres ukrainiennes une République indépendante.

En Russie-Blanche, un groupe révolutionnaire s'organise en 1902-1903. Il préconise l'autonomie de la Russie-Blanche au sein d'une République polono-ukrainienne.

Au Caucase, au début de la pénétration russe, chez les Montagnards, de grandes Assemblées nationales étaient réunies par l'administration impériale elle-même. C'est au cours de ces réunions que se discutaient les réformes à accomplir. Les Kabardins, les Tchetchenes, les Ingouches, les Ossètes collaboraient ainsi dans une mesure assez large à l'élaboration de la Législation qui les régissait. Mais là comme ailleurs, les Tzars entreprirent bientôt de russifier le pays et cessèrent de convoquer ces Assemblées.

En Géorgie, un parti fédéral socialiste s'était formé : il prévoyait une fédération caucasienne qui serait elle-même

rentrée dans une fédération russe ; les Arméniens nationalistes avaient le même idéal.

Le mouvement fédéraliste s'était étendu jusqu'en Sibérie où les populations indigènes et même russes réclamaient le droit d'élire des Diètes.

§ 2. — RÉVOLUTION DE FÉVRIER ET D'OCTOBRE

En 1917, toutes ces aspirations nationales disloquent l'Empire russe miné par le travail révolutionnaire et atteint par la défaite de ses armées. Les Allemands qui ont envahi la Russie appuient de tout leur pouvoir le réveil des nationalités. Les Bolcheviks s'apprêtent à utiliser à leur profit le mouvement fédéraliste.

Le Gouvernement provisoire de février fut en général hostile aux peuples allogènes. Cependant son attitude était contradictoire. D'une part, il créait des comités pour élaborer le statut politique de l'Ukraine ; il réorganisait l'administration du Turkestan et du Caucase, il reconnaît l'Assemblée nationale tartaro-bachkire. Celle-ci, réunie à Oufa, capitale actuelle de la Bachkirie, avait nommé un conseil qui disposait d'un budget et auquel on avait recours en toute matière scolaire et religieuse. D'autre part, le Gouvernement provisoire prit nettement parti contre la Rada d'Ukraine qui venait de proclamer l'autonomie de ce pays. Il opposait une fin de non recevoir au comité national blanc russe qui lui déléguaient des représentants chargés de négocier avec lui les franchises de leurs régions.

Le 7 novembre 1917, les Bolcheviks s'emparent du pouvoir. Les Soviets éclos spontanément un peu partout dans l'Empire russe depuis le Gouvernement provisoire, avaient tenu le 4 juin 1917 leur premier congrès général. Les Bolcheviks avaient la majorité. Le jour même où le coup de main du comité central du parti réussissait à Pétrograd, le deuxième congrès panrusse des Soviets se réunissait, se substituait au Gouvernement provisoire et délégua aussitôt ses pouvoirs au Conseil des commissaires du peuple. Le 10 juillet 1918, la République fédérative de Russie était proclamée.

Cependant, en Ukraine et en Russie Blanche, s'étaient constitués des gouvernements nationaux à tendance simplement démocratique ; ceux-ci combattaient le Gouvernement bolchevik.

Mais tous les autres peuples allogènes saluèrent le nouveau régime avec enthousiasme ; les Bolcheviks ne durent la stabilisation définitive de leur pouvoir qu'à l'appui des nationalités opprimées. Staline lui-même l'avoua au deuxième congrès du parti communiste : « Si nous n'avions pas eu sur les derrières, « les généraux Denikine, Wrangel, Koltchak, ces sympathies « des peuples opprimés qui nous croyaient, nous n'aurions pu « renverser aucun de ces généraux. » (*Prométhée*, janvier 1929 : « Les Républiques du Caucase et le parti communiste », Batraz, p. 9.)

En effet, dès le 2 novembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple, approuvé en janvier 1918 par le Congrès panrusse, proclamait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Conseil mettait en avant les principes suivants :

1. L'égalité et la souveraineté des peuples de Russie.
2. Le droit des peuples à la libre détermination.
3. L'abolition des privilèges et des restrictions nationales.
4. Le libre développement des minorités nationales.

Il n'est pas étonnant qu'avec une pareille proclamation les Bolcheviks aient conquis la plupart des nationalistes de Russie.

D'ailleurs le succès des doctrines bolcheviques parmi les nationalités de l'Empire s'explique également par les ressemblances qu'offrait l'idéal communiste avec les coutumes de certains peuples allogènes ; beaucoup d'entre eux en effet pratiquaient le collectivisme depuis les temps les plus reculés. Chez les Tchérémisses, les Kabardins-Balkars, les Allemands de la Volga le sol était indivis entre les habitants de chaque commune, et les fruits de la terre étaient répartis par le chef entre les producteurs.

Quant aux tribus nomades des Kalmouks, des Kirghiz, des Turkmènes, des Karokalpaks, il est évident que la révolution devait signifier pour eux la suppression de l'impôt, la mort ou l'éloignement des khans, la fin de tout le Tchén russe qui régnait despotiquement sur leur contrée. Les instincts liber-

taires des barbares des steppes se réveillaient au soubresaut révolutionnaire venu de Pétrograd et de Moscou.

Toutefois pour bien des populations tributaires de l'ancienne Russie, cet engouement fut de courte durée. En effet les principes libéraux affichés par les Bolcheviks vis-à-vis des peuples allogènes n'étaient pas sincères : Lénine à l'époque du décret de 1918 en était encore au stade destructeur de son œuvre. Ayant renversé le Gouvernement provisoire, il ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'en lâchant la bride à toutes les tendances anarchistes. Les mouvements nationalistes étaient du nombre, mais très vite les événements ont obligé le grand chef communiste à changer d'attitude. L'influence de Karl Marx se substitue à celle de Bakounine. Lénine tente de rassembler les Républiques vaguement fédéralisées que formaient les Soviets et les nouvelles Républiques nationales indépendantes, en un Etat puissamment centralisé.

Aussi tout en respectant en apparence le principe des nationalités qu'il vient de proclamer, Lénine lance-t-il les armées rouges à la conquête des Etats qui viennent de se constituer. C'est d'ailleurs une nécessité pour lui que d'agir ainsi, car la République de Russie est affamée ; il lui faut les riches terres d'Ukraine. Son industrie complètement détruite a besoin pour renaître du bassin métallurgique du Donetz ; son commerce ne peut vivre sans les pétroles du Caucase.

Dès le 1^{er} juin 1919, une entorse considérable était donnée par le nouveau régime au principe des nationalités : Un décret du C. C. E. panrusse proclamait, en pleine guerre civile, l'Union des Républiques de Russie, d'Ukraine, de Lettonie, de Lithuanie et de Russie Blanche. Ce décret édictait l'unification de l'armée, de l'économie nationale, des chemins de fer et des finances dans tous ces Etats, sous la direction du Gouvernement bolchevik. Dès le mois d'avril 1917, d'ailleurs, la conférence du parti avait affirmé que la reconnaissance du droit à l'indépendance n'impliquait pas celle de l'opportunité de la séparation. Cette question devait être résolue du point de vue de l'intérêt du développement social et de la lutte de classes pour le collectivisme.

Ainsi donc, si d'une part, les communistes proclamaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce droit était subor-

donné avant tout à la victoire de la cause prolétarienne. Pour se défendre contre les ennemis du dehors il fallait centraliser les efforts des communistes. Le Gouvernement de Moscou, par simple voie de décret, se substitua aux Assemblées des Républiques nationales et imposa l'Union des nouveaux Etats. Pour toutes les manifestations importantes de leur activité, ceux-ci devaient obéir purement et simplement aux directives du comité exécutif panrusse.

C'était cet organe qui seul était compétent pour apprécier si les intérêts du prolétariat ne souffriraient pas de la sécession.

Voici le procédé qui fut suivi par le Gouvernement de Moscou pour adoucir l'antagonisme entre le principe des nationalités et la dictature centralisatrice de Lénine et de Trotsky : les armées rouges envahissaient le territoire d'une République où s'étaient constitué un Gouvernement indépendant. Dès leur entrée sur le territoire du nouvel Etat, un Gouvernement ouvrier et paysan composé d'hommes venus de Moscou et dévoués au parti communiste était proclamé. Pour le légitimer, on avait recours à des élections qui n'étaient faites que par les éléments de la population les plus favorables au nouveau régime. Ce gouvernement était le seul qui comptait aux yeux des Bolcheviks.

Un traité conclu sur les bases du décret de 1919 était signé aussitôt entre le C. C. E. panrusse et le nouveau Gouvernement soviétique. Ce dernier, appuyé par l'armée rouge, faisait la conquête du pays qu'il devait régir. C'est ainsi que les Bolcheviks ont opéré en Ukraine, en Russie Blanche, en Transcaucasie et en Turkestan. Ils ont échoué en Lithuanie et en Lettonie.

Avant d'aborder l'histoire des Gouvernements éphémères qui précéderent dans les futures Républiques fédérées les organes soviétiques, il faut tracer un tableau rapide de la guerre que les Bolcheviks soutinrent contre les généraux blancs et les puissances alliées.

En novembre 1918 le sort de la révolution prolétarienne est encore très précaire. Les chefs bolcheviks enfermés dans la Moscovie comme dans une forteresse voient le cercle de fer des armées ennemies se refermer sur eux : Sémenov tient campagne en Transbaïkalie ; Koltchak, désigné comme

ministre de la guerre par le gouvernement d'Omsk, s'est substitué à celui-ci, proclamé gouvernement suprême, et menace l'Oural.

Les rives de la Volga sont occupées par les légions tchécoslovaques. Denikine est sur le Don avec ses Cosaques qui, après s'être convertis à la révolution, ont pris parti pour les Blancs.

Les Alliés débarquent à Odessa et à Arkhangel. Youdenitch, dans les provinces baltiques marche sur Pétrograd.

Trotsky, le Carnot de la révolution russe, parvient, à force d'énergie, à créer l'armée rouge et à vaincre cette coalition. D'ailleurs la discorde éclata entre les généraux blancs. D'autre part ceux-ci, par leur intransigeance, mécontentèrent les populations qui aspiraient à devenir autonomes. Au contraire les Bolcheviks surent admirablement bien utiliser les mouvements nationalistes des peuples allogènes. Je n'en veux donner qu'un exemple : le premier territoire autonome qui fut créé le 20 mars 1918 comprenait les Républiques actuelles de Bachkirie et de Tartarie. Or, il se formait à cette époque, tout le long de la Volga, le front important des légions tchécoslovaques ; il s'agissait donc pour Moscou d'obtenir l'appui de la population tartare et bachkire qui se trouvait sur ce front.

A cette époque, le pays tartaro-bachkire dépendait, en fait, du gouvernement blanc d'Omsk. Une Assemblée nationale siégeait à Oufa, mais celle-ci était composée d'intellectuels et de bourgeois assez peu suivis par la masse du peuple. En reconnaissant l'autonomie des territoires occupés par les populations tartares et bachkires, les Bolcheviks se faisaient des alliés parmi les basses classes de ces pays.

Les Montagnards du Caucase s'attaquaient à Denikine ; les Mongols se soulevaient contre Semenov.

En 1921, après le traité de Riga, les Bolcheviks sont définitivement victorieux et les armées blanches sont dispersées.

§ 3. — HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'UKRAINE (1)

Dès le début de la guerre, les Empires centraux avaient cherché à déclencher un mouvement national ukrainien. Une « Union pour la libération de l'Ukraine » s'y était fondée et faisait de la propagande parmi les Ukrainiens prisonniers des Allemands ou des Autrichiens. Mais ces manifestations avaient trouvé peu d'écho à l'intérieur même de l'Ukraine.

En France, les tendances séparatistes d'Ukraine étaient considérées comme n'ayant aucune base sérieuse : on ne voyait là que des manœuvres allemandes tendant à la désagrégation d'une nation alliée.

En 1917, quelques mois après la révolution de février, toute l'Ukraine était groupée autour de la Rada centrale. Celle-ci proclama l'autonomie du pays. L'Entente essaya alors de se rapprocher du gouvernement de Kiev. Elle cherchait à obtenir la reconstitution d'un front solide avec les Ukrainiens, les débris de l'armée roumaine et les légions de Tchécoslovaques.

Petljura, secrétaire général à la guerre, lui promit la levée d'une armée de 500.000 hommes. Mais le chef du gouvernement, M. Vinnicenکو, désirait faire la paix.

Par son troisième Universal, la Rada centrale, le 20 septembre 1917, quelques jours après le coup d'Etat bolchevik, proclamait la République d'Ukraine fédérée à la République russe. Le nouveau gouvernement avait réussi à éliminer les Bolcheviks. De plus en plus l'Ukraine, aux yeux des Alliés, devenait l'appui le plus sérieux de l'Entente en Orient.

Le 28 décembre 1917, la mission militaire française de Moscou se mettait en rapport avec Kiev, par un télégramme qui fut intercepté par les Bolcheviks et violemment critiqué par Staline. Et pourtant la France, en entrant en relation avec le nouvel Etat, ne faisait-elle pas qu'appliquer le principe des nationalités proclamé le 2 novembre 1917 par les Bolcheviks ?

Quoi qu'il en fut des coquetteries de l'Entente vis-à-vis de

(1) V. La paix ukrainienne de Brest-Litovsk, E. Borschak.
Voir également le Manuel de la Russie nouvelle, A. de Monzie ; La question d'Ukraine, R. Martel, « Monde slave », novembre-décembre, 1927.

l'Ukraine, le premier janvier 1918, la Rada de Kiev envoyait des délégués à Brest-Litovsk. L'Allemagne accepta d'engager avec eux les premiers pourparlers de paix. Les Bolcheviks, en effet, avaient manifesté l'intention de transférer la conférence à Stockholm où les Allemands auraient pu beaucoup moins facilement dicter leurs conditions. En acceptant de traiter avec les envoyés de la Rada, ils mettaient les Bolcheviks devant un fait accompli et les obligeaient à venir à Brest-Litovsk. L'Ukraine devenait un Etat au sens du droit international, puisqu'un accord allait être conclu directement entre elle et l'Empire allemand.

Fait plus important encore, le chef de la délégation soviétique admit la compétence internationale de la nouvelle République. Le 11 décembre 1917, lors de la première séance plénière de la conférence de Brest-Litovsk, à la question du président von Kuhlmann : « La délégation russe a-t-elle l'intention de représenter toute la Russie ? » Trotsky répondit : « Selon le principe catégorique que chaque nation a le droit de disposer d'elle-même jusqu'à celui de se séparer de l'Etat auquel elle appartenait, la délégation russe ne met aucun obstacle à la participation de la délégation ukrainienne à la Conférence de la paix. » (*Paix ukrainienne de Brest-Litovsk*, Emile Borschak, page 35.)

C'était la reconnaissance de l'Ukraine par la Russie : Quand un Etat a admis la sécession d'une communauté qui a fait partie de lui-même, celle-ci est assurément un Etat au sens du droit international. La France avait négocié avec la Rada, l'Allemagne acceptait de traiter avec elle, la Russie ne mettait pas obstacle à ce que la délégation de Kiev prit place aux côtés de la délégation de Moscou, que fallait-il de plus pour faire du Gouvernement ukrainien un Gouvernement indépendant ? La Rada proclamait d'ailleurs le 22 janvier 1918 la souveraineté de la République d'Ukraine.

Les affirmations de Trotsky n'empêchèrent pas qu'un mois plus tard les troupes rouges n'entrassent en Ukraine. Un gouvernement ouvrier et paysan fut proclamé à Kharkov et envoya bientôt à Brest deux délégués, Metvedev et Sakraz, qui se considérèrent comme solidaires de la délégation russe. Le 1^{er} février le délégué des Soviets ukrainiens prenait place à côté de ceux de la Rada à la dernière séance plénière de la

Conférence. M. Medvedev déclara que les Soviets étaient le seul pouvoir reconnu par les masses travailleuses d'Ukraine. Quant à Trotsky, il déclara que les représentants de la Quadruple Alliance ne pouvaient pas jouer le rôle d'arbitre dans les questions intérieures des rapports mutuels de la Russie et de l'Ukraine. Il oubliait que la Quadruple Alliance n'avait pas à s'occuper des relations entre Moscou et Kiev. Kiev possédait un Gouvernement reconnu par les Alliés comme par les Empires centraux et par Trotsky lui-même. La Rada avait seule pouvoir pour conclure la paix. C'est d'ailleurs avec elle que les Allemands traitèrent.

Le statut international de l'Ukraine s'est donc trouvé créé par le traité de Brest-Litovsk. Par la force, les Bolcheviks ont renversé le Gouvernement national ukrainien. Ils se sont emparés de Kiev après un bombardement de onze jours. Ils ont créé à Kharkov un Gouvernement ouvrier-paysan, constitué d'envoyés de Moscou soutenus par les troupes rouges. Ils ont donc substitué à un état de droit indiscutable un état de fait établi par la guerre.

Les armées allemandes ont d'ailleurs restauré en Ukraine la Rada Centrale. En février-mars 1918, les troupes allemandes envahirent l'Ukraine, chassèrent les troupes bolcheviques et s'emparèrent des villes les plus importantes. Mais bientôt ils substituaient à la Rada qui ne leur livrait pas assez docilement à leur gré les blés promis par le traité de Brest, le Gouvernement de l'Hetman Skoropadsky.

La débâcle allemande survint. L'Hetman fut renversé par un mouvement populaire conduit par Vinnicenko et Petljura. En décembre 1918 les troupes interalliées, sous les ordres du général Franchet d'Esperey, débarquent à Odessa. Leurs effectifs s'élèvent à environ 50.000 hommes. Elles occupent le Sud de l'Ukraine et leurs avant-postes s'échelonnent de Tiraspol à Kherson.

Petljura entreprit aussitôt des négociations avec les Alliés et se mit sous leur protection, Vinnicenko, qui penchait pour un rapprochement avec Moscou, disparut.

Cependant, les troupes rouges faisaient dans le Nord de l'Ukraine leur réapparition. Celle-ci provoqua le soulèvement des éléments avancés contre le gouvernement de Petljura. Mais

un front de troupes blanches ne tarda pas à se constituer dans la Petite-Russie, formé de Cosaques du Don et du Kouban et de Circassiens, ainsi que des débris de l'armée de Koltchak. Denikine prit la direction de cette armée.

Pendant quelque temps il marcha de victoires en victoires, conquît l'Ukraine et s'avança même assez près de Toula.

Mais il ne sut pas s'attirer la sympathie des Ukrainiens séparatistes, trop attaché qu'il était à l'idée de l'indivisibilité de la Russie. Il s'aliéna ainsi Petljura et ses puissants alliés, la France et l'Angleterre. Il mécontenta les Cosaques du Kouban qu'il accusait volontiers de trahison. Bientôt, les Blancs évacuaient l'Ukraine et se repliaient vers la Crimée, se mettant sous la protection des troupes alliées. Denikine avait abandonné le commandement de son armée à Wrangel.

Les Bolcheviks, après avoir de nouveau envahi la République dont nous traçons l'histoire, l'abandonnèrent encore une fois en avril 1920 devant les armées polonaises et les bandes de Petljura. Mais ils reprirent l'offensive et devaient enfin conserver cette contrée si ardemment disputée.

D'ailleurs, durant cette longue lutte, la République socialiste d'Ukraine n'a jamais cessé d'exister aux yeux des Bolcheviks. Elle faisait partie de l'Union décrétée en 1918 par le C. C. E. Pan-Russe et pour Moscou les autres Gouvernements qui prirent le pouvoir en Ukraine grâce à l'invasion allemande, aux armées alliées ou aux victoires des troupes blanches, n'existèrent pas, bien que Trotsky ait formellement reconnu l'un d'eux au cours des discussions préliminaires du traité de Brest.

Le 30 décembre 1920, un accord intervenait entre la R. S. F. S. R. et l'Etat soviétique d'Ukraine. Ce n'était en réalité que la paraphrase du décret du 1^{er} juin 1919.

§ 4. — HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE RUSSIE BLANCHE (1)

En Russie Blanche, après la chute de Nicolas II, les partis les plus divers se disputèrent le pouvoir : l'Intelligenza négocia avec le Gouvernement provisoire pour obtenir une large autonomie. Mais Kerensky, très centralisateur au fond, refuse de se prêter à ces pourparlers. Les soldats, les ouvriers et les paysans, le 26 octobre 1917, élisent à Minsk un Comité exécutif. A la même époque, un congrès anti-soviétique pan-blanc-russe à tendances démocratiques se réunit à Minsk et groupe 1.500 députés. Il est dissout par l'organe révolutionnaire.

Celui-ci travaille à se faire reconnaître. Il réunit autour de lui le bund israélite qu'il a, jusque-là, combattu. Il s'adjoint les représentants des minorités russe et polonaise.

Le 25 mars 1918, il prend le nom de Rada et proclame à Minsk la République populaire de Russie Blanche. Celle-ci est, à cette époque, tout entière occupée par les Allemands qui, naturellement, soutiennent le nouvel Etat. La Rada est d'ailleurs un Gouvernement national où la bourgeoisie moyenne et l'Intelligenza sont représentées. Cependant, les tendances trop nettement germanophiles du Gouvernement Blanc-Russe font que celui-ci est abandonné par les éléments de gauche.

La débâcle allemande vint bientôt tout remettre en question. Les troupes rouges en décembre 1918 s'emparent de Minsk et dispersent les membres de la Rada. Le 1^{er} janvier, la République socialiste soviétique blanc-russe est proclamée. Puis les armées polonaises de Pilsudski envahissent encore ce malheureux pays : la Pologne voudrait reconstituer les limites antérieures à 1772. La Rada qui a réapparu cherche alors à obtenir l'union de la Russie Blanche à la Pologne. Mais la plupart des nationaux du pays refusent leur appui à la Rada car ils redoutent l'absorption pure et simple de la Russie Blanche par la Pologne. Aussi, quand les troupes bolcheviques eurent repris Minsk, furent-elles assez bien accueillies. Par le traité de

(1) Voir René Martel, *Les Blancs-Russes*, pp. 19 à 23.

Riga, la Pologne obtenait une partie de la Russie Blanche. Le reste avec Minsk pour capitale, forma une République soviétique. Comme l'Ukraine, la République de Russie Blanche se lia le 15 janvier 1921 avec le Gouvernement de la R. S. F. S. R., lui abandonnant la direction de ses affaires extérieures et des pouvoirs considérables sur son activité interne.

§ 5. — HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES TRANSCAUCASIENNES (1)

Le 22 avril 1918, la Transcaucasie proclamait son indépendance. Une délégation composée de représentants de l'Azerbédjan, de l'Arménie et de la Géorgie fût envoyée à Trébizonde pour signer la paix avec la Turquie. Mais au cours de la conférence, les délégués des trois Etats constituant la Fédération s'aperçurent qu'ils n'étaient d'accord sur aucun point.

Aussi, le 26 mai, la Géorgie se déclarait-elle indépendante, imitée le surlendemain par l'Azerbédjan et l'Arménie.

La souveraineté de la Géorgie avait été établie en principe par le traité de Brest (Art. 13) : « La Russie consent à ce que « l'Allemagne reconnaisse la Géorgie comme Etat indépendant. »

L'Arménie et l'Azerbédjan restaient, d'après le traité de Brest, sous la domination russe. En effet, les Allemands ne voulaient pas trop mécontenter les Bolcheviks, afin d'obtenir d'eux la livraison de quantités importantes de pétrole. D'ailleurs Moscou considérait l'Arménie et l'Azerbédjan comme faisant partie intégrante de la Russie.

Cependant les Bolcheviks, les Social-démocrates russes, les Turcs, les Nationalistes azerbédjanais et enfin les Anglais qui avaient quelques troupes au Caucase, se disputaient Bakou. Les Nationalistes azerbédjanais purent enfin s'emparer de la ville et la conserver. A la fin de 1918, à la suite d'une décision du conseil suprême de l'Entente, l'influence anglaise prédomina

(1) Consulter à ce sujet un article de Nosadzé, paru dans les n^{os} de juillet et d'août 1930 de « Prométhée » : « L'Europe et le Caucase » (la lutte pour le pétrole). Voir également **La Révolution russe et les Républiques transcaucasiennes**, par L. Mélicoff.

quelque temps au Caucase car les Anglais y envoyèrent un corps expéditionnaire assez important. Mais en 1920 ils évacuaient la région.

Pendant la courte période de leur indépendance politique, quelle fut la compétence internationale des nations transcaucasiennes ?

L'Arménie a signé avec la Turquie le traité de Sèvres aux côtés de toutes les grandes puissances ; elle était donc considérée comme un Etat souverain. Elle manifesta ensuite l'intention de faire partie de la S. D. N. L'Assemblée s'y est opposée, car du fait de la garantie, les autres membres de la Société se seraient trouvés entraînés à des expéditions hasardeuses pour défendre le territoire du nouvel adhérent.

L'Azerbéidjan, en août 1918, signa un traité d'alliance avec la Turquie. Ce traité en faisait un Etat à compétence limitée ; la Turquie établissait en fait son protectorat sur le pays.

Quant à la Géorgie reconnue par la Conférence de Paris, elle avait obtenu un peu auparavant, le 7 mai 1920, un accord avec la Russie : « En se basant sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes jusque et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgien. »

Voici par quelle déclaration solennelle le Gouvernement de Moscou consacrait l'indépendance de celui de Tiflis. Or, quelques mois plus tard, en décembre, l'armée rouge entra en Géorgie. Attaqués d'autre part par les Turcs et les Arméniens, les Géorgiens furent écrasés sur les hauteurs de Souram, le 25 février 1921.

En février 1921, l'Azerbéidjan subissait le même sort.

Le traité de Moscou, le 2 juillet 1921, a tracé les frontières de la Turquie et de l'U. R. S. S. Mais, fait assez curieux, un traité fut signé à Kars, le 18 octobre 1921, entre la Turquie et les Républiques transcaucasiennes, répétant à peu près les termes de celui de Moscou. L'article 15 du traité de Moscou se trouve ainsi conçu : « La Russie s'engage à faire auprès des Républiques transcaucasiennes les démarches nécessaires pour

leur faire accepter dans les accords qu'elles seront appelées à conclure avec la Turquie les articles du présent traité qui les concerne directement. »

En vertu de quel droit, sinon celui du plus fort, le Gouvernement bolchevik intervenait-il dans les affaires d'Etats ne dépendant nullement de lui-même ? Pourquoi se faisait-il le mandataire de collectivités qu'aucun acte juridique ne liait à la République de Russie ? Pour l'Azerbédjan et l'Arménie, cette attitude pouvait à la rigueur s'expliquer. Les Bolcheviks, fidèles à leur système habituel, avaient créé dans ces deux Etats des gouvernements communistes s'opposant naturellement aux pouvoirs reconnus par les Grandes Puissances. Le 30 septembre 1920 un traité était signé entre la R. S. F. S. R. et ces organismes révolutionnaires, aux termes duquel l'Azerbédjan et l'Arménie abandonnaient à la R. S. F. S. R. la direction de leur commandement militaire de l'économie nationale, du commerce extérieur, des finances et des relations internationales. Donc la République de Russie pouvait traiter pour l'Azerbédjan et l'Arménie.

Mais en Géorgie, les dirigeants de Moscou s'ingéraient dans les affaires d'un Etat souverain dont l'indépendance avait été reconnue formellement par la République de Russie elle-même.

§ 6. — HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES DU TURKESTAN

Dès le milieu de 1919, les dirigeants de Moscou désespérèrent de convertir l'Europe au communisme. Ils espérèrent reprendre leur revanche en Asie et atteindre les puissances capitalistes inexpugnables chez elles, par leurs colonies.

Dès 1919 un bureau d'Asie était fondé à Moscou, doublé d'un comité musulman, et d'un bureau de propagande établi à Tachkent, sous la direction de M. Souritz. C'était surtout l'Inde que les chefs bolcheviks voulaient atteindre. En juin 1919, les troupes rouges s'emparaient de Khiva et en septembre 1920 elles occupaient Boukhara. Les Républiques de Khiva et de Boukhara étaient proclamées et se liaient à Moscou par l'habituel traité de protectorat.

Les communistes trouvent au Turkestan des populations très sympathisantes à leurs doctrines. Toute la féodalité usbèke que la conquête des Tzars avaient laissé subsister était balayée. Les grandes propriétés se trouvaient confisquées au profit de l'Etat.

Mais les commissaires venus de Russie entendirent tout régenter au Turkestan ; ils s'attaquèrent aux convictions religieuses des indigènes et les mécontentèrent ainsi en grand nombre.

Sur ces entrefaites, Moscou confia au général turc Enver Pacha un commandement dans cette région. Ce général s'installa à Boukhara et, trahissant ses protecteurs, chercha à se tailler un empire en Turkestan. Il se mit à la tête des bandes rebelles, les Batmachis, qui tenaient campagne entre Samarkand et Tachkent. Le 11 mai 1922, il exigea des Soviets l'évacuation de Khiva et de Boukhara.

Le gouvernement de la République russe avait réuni une armée de 70.000 hommes échelonnés sur la frontière de l'Afghanistan et de la Perse, depuis Kokand jusqu'à Khiva. Ces forces étaient destinées à marcher sur l'Inde. Moscou dut les employer contre Enver Pacna. Il s'ensuivit une lutte très sanglante qui se termina par la mort et la défaite du général le 4 août 1922. Toute la région était ravagée, tous les ouvrages d'art détruits ; le corps expéditionnaire était très réduit ; la population se trouvait dans de très mauvaises dispositions vis-à-vis des communistes. L'orage prêt à fondre sur les Indes du haut du Pamir s'évanouissait.

Jusqu'à cette époque les Bolcheviks n'avaient pas su utiliser les aspirations nationalistes des peuples du Turkestan. L'Internationale, disait Staline, « a commis dans cette région une « lourde faute : les agitateurs ne s'adressent pas à leur auditoire dans un but politique, mais uniquement dans un but de « parti ». (Lettre adressée par le Comité exécutif du parti aux Présidents du parti communiste d'Allemagne, *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1927, p. 159.)

Aussi une nouvelle méthode fût-elle inaugurée. Le 27 octobre 1925, les deux Républiques nationales de Turkménistan et d'Usbékistan entraient dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le Turkménistan, peuplé surtout de tribus nomades, a pour capitale Poltoratsk. Plus à l'Est, s'étend l'Usbékistan, comprenant les riches oasis de Boukhara, de Samarkand, de Kokand.

Le Tadjikistan formait d'abord une région autonome de l'Usbékistan ; il devint une République autonome, puis enfin il fut élevé à la dignité de République membre de l'Union.

Ainsi Moscou a su placer sur la route des Indes une série de Républiques fédérées dans lesquelles un gros effort est fait au point de vue économique. Ces Etats, où grâce à l'or la prospérité est beaucoup plus grande qu'en Afghanistan et qu'en Perse, sont d'excellents articles de devanture pour la propagande communiste.

§ 7. — LES BOLCHEVIKS ET L'EXTRÊME-ORIENT

En février 1921, les Bolcheviks pénétraient à Tchita que les troupes de Semenov venaient d'évacuer. Depuis les débuts de la révolution, la Province maritime et la Transbaïkalie étaient nominalement soumises à Koltchak, ainsi que toute la Sibérie. « Mais il y avait entre l'Oural et Vladivostok une vingtaine de « pseudo gouvernements de types divers et de tendances différentes, depuis le Comité des Constituants qui siégeait à « Samara jusqu'au Gouvernement régional et directorial de la « Sibérie installé à Omsk. » (*Petit Manuel la Russie nouvelle*, Monzie, p. 126.)

Après la prise de Tchita par les troupes rouges et la retraite de Semenov vers la frontière chinoise, les autorités communistes de Tchita invitèrent les Gouvernements soviétiques locaux à envoyer à Tchita leurs délégués. Ceux-ci formèrent un congrès qui posa les bases de la République d'Extrême-Orient. Le nouvel Etat s'étendait du Baïkal au Pacifique, il comprenait la Bouriatie, la province de l'Amour et la Province maritime de Vladivostok.

Cette République avait de nombreux et puissants ennemis. D'après la *Votia Rossi*, journal communiste (Voir bulletin périodique de la presse russe, n° 91), la situation des groupements anti-bolcheviks en Extrême-Orient à cette époque était la suivante : A l'aide des Japonais, de nouvelles formations de deta-

chements blancs se sont constituées en Mongolie, en Manchourie et dans la Province maritime. Les anciens « Loups » de la réaction sont à la tête de ce mouvement. Semenov entretient des relations semi-officielles avec le Japon et continue à se battre en Mongolie. Ungern, ancien général russe, a adopté la nationalité mongole. Il s'est mis à la tête des séparatistes du pays qui depuis longtemps déjà rêve d'être indépendants de l'Empire Céleste conquis jadis par leurs armées. Ungern s'est attaché à la fois les princes et les nationaux-démocrates de Mongolie. Il se bat avec les Chinois et entretient une propagande effrénée parmi les populations de la République d'Extrême-Orient.

La *Votia Rossi* énumère encore d'autres « Loups » de la réaction, dont les troupes tiennent campagne en ces temps héroïques de la révolution bolchevique sur les frontières asiatiques de l'ancien Empire russe.

Le 26 mai 1921, Semenov s'emparait par surprise de Vladivostok et y établissait un Gouvernement dirigé par Merkoulov. Mais les dissensions éclatèrent peu après entre le chef civil et l'Ataman. Contre-attaqué par les troupes rouges de Tchita, le nouvel Etat de Vladivostok ne doit de durer quelques temps encore qu'aux baïonnettes japonaises.

Pendant ce temps la Mongolie, travaillée par les émissaires Bouriates envoyés par les Soviets, commençait à s'agiter contre Ungern. Celui-ci accumulait les exactions vis-à-vis des princes et les cruautés vis-à-vis des masses. Des séditions éclataient constamment sur les hauts plateaux et dans les déserts glacés de la Mongolie. Les bandes d'Ungern avaient les plus grandes difficultés à maintenir l'ordre.

En avril, un Gouvernement révolutionnaire mongol se constitue et se déclare ami de Moscou. Ungern prévoyant l'imminence de l'intervention bolchevique devance celle-ci et part en campagne contre la République d'Extrême-Orient. Mais la riposte des troupes rouges est immédiate. Elles contre-attaquent dans la direction de Kiran-Archan-Soudji, détruisent les deux premiers régiments de cavalerie d'Ungern et mettent en déroute celui-ci.

Les khans mongols passent alors du côté des vainqueurs. Ourga est occupé au début du mois d'août par les troupes

rouges. Ungern qui s'était enfui dans le Sud cherchant un abri dans les solitudes du Gobi, fut fait prisonnier et fusillé.

La Mongolie est restée indépendante en principe et forme les deux Républiques populaires des Tannou Touva et des Kalkas.

Mais en août 1921, le Gouvernement mongol demandait à Moscou de ne pas évacuer le pays. Tchitchérine répondait le 10 août 1921 à cette requête : « Le Gouvernement révolutionnaire d'Extrême-Orient et son alliée la Russie soviétique font savoir au Gouvernement mongol qu'ils donnent à leurs armées l'ordre de marcher la main dans la main avec l'armée du Gouvernement provisoire révolutionnaire de Mongolie. Je salue les premiers pas du Gouvernement populaire de la Mongolie ».

Ainsi les Républiques de Mongolie sont liées à l'U. R. S. S. par les liens les plus étroits, puisque l'armée rouge est établie dans le pays. Il est à présumer que l'indépendance de la Mongolie doit se réduire à bien peu de chose devant la puissance de Moscou qui étend sur ce pays son protectorat déguisé.

Ungern abattu, le principal ennemi de la République d'Extrême-Orient était le gouverneur Merkoulov Kappel, après la brouille de Semenov avec Merkoulov, avait pris le commandement des troupes blanches. Mais celles-ci s'étaient vu infliger par les armées de Tchita de sérieuses défaites et les meilleures unités de Kappel étaient passées aux Bolcheviks. Ces derniers d'ailleurs multipliaient leurs appels aux sentiments patriotiques et populaires des Russes engagés dans les armées blanches. « Camarades, disaient les Soviets, par la fourberie ou la crainte, les généraux amis des bourgeois, des banquiers et des industriels qui vous exploitent, vous forcent à combattre sous leurs ordres ; cessez la lutte fratricide que vous avez entreprise. Soumettez-vous au Gouvernement soviétique et vachez paisiblement à vos occupations. » De semblables discours jetaient le trouble dans les camps des armées blanches et de nombreux déserteurs passaient aux rouges. Au mois de mars 1922, le Gouvernement de Vladivostok n'existait encore que grâce à l'appui des Japonais qui occupaient le pays.

Des accords se nouaient de plus en plus intimes entre la

République de Russie et celle d'Extrême-Orient. La première apportait à la seconde des secours militaires et financiers. La République d'Extrême-Orient offrait aux Russes des immenses ressources minières : l'or du bassin de la Léna, le fer de la région orientale du Baïkal.

En août 1922, le sort du Gouvernement de Vladivostok paraissait de plus en plus précaire.

Dans les négociations entreprises avec le Gouvernement de Tchita, les Japonais parlaient sérieusement d'évacuer la Province maritime. Toutefois leur départ était soumis à une condition que les Soviets mettaient beaucoup de difficultés à accepter. Le Japon voulait faire de Vladivostok un port franc. Le prestige de la Russie soviétique ne pouvait s'accommoder de cette cause, car Vladivostok est le seul port du Pacifique où la flotte russe puisse s'abriter.

La question fut tranchée par la prise de Vladivostok par les armées rouges. *La Pravda*, le 27 octobre 1922, dans un style de bulletin de victoire exalte la puissance de la domination soviétique : « Vladivostok a été occupée par les armées révolutionnaires du peuple et le drapeau rouge flotte en ce moment sur les bords de l'Océan Pacifique. Le dernier bastion des bourgeois et des propriétaires de Russie est tombé. Ils ont été jetés à la mer et la nouvelle Russie révolutionnaire s'étend maintenant à travers l'immense continent asiatique de Pétrograd à Vladivostok. »

Cependant la République d'Extrême-Orient vivait ses derniers jours. La Province maritime ne lui avait pas été annexée mais était devenue une partie de la Russie. Les communistes faisaient de l'agitation pour hâter la suppression pure et simple de la République.

Le 13 novembre 1922, l'Assemblée nationale convoquée à Tchita devait sanctionner la suppression de la République d'Extrême-Orient et sa fusion avec la République fédérative russe. L'Assemblée demandait en même temps la création d'un comité révolutionnaire d'Extrême-Orient. Ce vœu fut adopté par la République de Russie.

§ 8. — FORMATION DE L'UNION SOVIÉTIQUE

L'Etat de droit créé par les traités unissant la R. S. F. S. R. aux autres Républiques soviétiques constituaient une préparation directe à l'Union. En Ukraine et en Russie Blanche les affaires militaires et maritimes, d'économie nationale, le commerce extérieur, les finances, le travail et les communications étaient dirigés par la République de Russie. Les commissaires du peuple de celle-ci avaient des plénipotentiaires auprès des commissaires des autres Républiques, qui par contre envoyaient des représentants au Congrès panrusse.

En Arménie et en Azerbéidjan il en était à peu près de même, mais ces Etats gardaient le droit d'entretenir des relations internationales.

Les conventions conclues avec les Républiques de Choresnie et de Boukhara engageaient les contractants à un accord politique et militaire et à une étroite collaboration économique et commerciale.

Quant à la Géorgie, elle se trouvait toujours, avant la formation de l'Union, sous le statut du traité du 7 mai 1920. En effet, depuis l'invasion des armées rouges, elle était soumise au régime soviétique mais elle n'en conservait pas moins théoriquement sa compétence internationale.

La situation juridique de la R. S. F. S. R. n'était en rien changée par les traités conclus par le gouvernement de Moscou avec celui des autres Républiques. L'Etat russe gardait toute sa liberté d'action et pouvait à son gré passer des conventions politiques ou commerciales avec les nations étrangères.

L'Ukraine, la Russie Blanche, la Géorgie, etc., avaient plus de compétence qu'un Etat fédéré, et moins qu'un pays de protectorat. Lorsqu'il n'y a que protectorat, l'Etat fort assure les relations extérieures de l'Etat faible. Il ne s'immisce que très peu dans les affaires intérieures du protégé. Cette ingérence se justifie, en général, par le souci pour le pays protecteur de donner, à ses propres nationaux et aux individus de même civilisation, des lois analogues à celles dont ils jouissent dans leur patrie. La R. S. F. S. R. avait sur les autres Républiques des droits beaucoup plus considérables : elle administrait leur

économie nationale, leurs voies et communications, leurs finances.

Toutefois, les Républiques sœurs, la Géorgie surtout, avaient conservé un droit théorique à la vie internationale. En 1921, l'Ukraine a signé en tant que membre autonome de la grande fédération soviétique une série d'accords avec les Etats capitalistes voisins. Elle était même partie contractante au traité de Riga. Elle a conclu des traités de commerce avec l'Italie et l'Autriche.

D'ailleurs, quand la R. S. F. S. R. s'interposait entre les Républiques sœurs et les nations étrangères, les représentants de l'Ukraine, de la Russie Blanche, de la Géorgie, etc., donnaient un mandat solennel à leur collègue de Moscou de négocier pour eux. C'est ainsi que *la Pravda* de Moscou, le 25 février 1921, publiait le procès-verbal de la séance au cours de laquelle les députés des Républiques sœurs confièrent à la R. S. F. S. R. le soin des négociations à la conférence de Gênes : « Agissant en vertu des pouvoirs qui nous ont été confiés par chaque représentant des Républiques sœurs... En vertu des liens indissolubles unissant les Républiques indépendantes, ci-dessus nommées, à la République de Russie, il a été convenu de confier à la République soviétique russe la défense des intérêts des Républiques précitées. »

Un mouvement général de fédération se dessine vers la fin de 1921 dans les diverses Républiques soviétiques. La fédération transcaucasienne s'organise : En novembre 1921, le bureau caucasien du parti communiste russe et les comités centraux des partis communistes de l'Azerbéidjan, de l'Arménie et de la Géorgie, avaient pris la résolution de constituer la République de Transcaucasie. Le 12 mars 1922, la conférence des représentants des trois Républiques avait élaboré la constitution fédérale et élu le conseil fédéral. En décembre 1922, le congrès des Soviets et la Transcaucasie avaient décidé d'entrer dans l'U. R. S. S. à titre d'unité fédérée.

En effet, l'Union commence à se former : une modification essentielle s'opérait au sein des organes de la R. S. F. S. R. Jusqu'au 9^e congrès, les questions concernant les affaires unifiées étaient traitées par la C. C. E. de la République russe. Les Républiques protégées y envoyaient sans doute des repré-

sentants, mais ceux-ci n'avaient pas voix délibérative. D'autre part, c'était souvent le conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., organe où les autres Républiques ne possédaient aucun délégué, qui se chargeait d'édicter le décret devant s'étendre sur les territoires des Etats protégés. Toutefois, pour être applicable en dehors de la R. S. F. S. R., les ordres émanant de celle-ci étaient enregistrés par les organes des Républiques. Les Ukrainiens jugeaient même que le C. C. E. et le C. C. P. d'Ukraine avaient sur les décrets de la République russe un pouvoir de contrôle.

Or, au 9^e congrès panrusse, les représentants des Républiques protégées obtinrent le droit de vote. Je considère qu'à partir de ce moment-là, l'Union fut réalisée. Car dès le jour où les délégués de chaque collectivité composant l'ancien Empire russe prenaient part à la confection des actes législatifs s'appliquant à l'ensemble de ces collectivités, de ce fait un Gouvernement fédéral était constitué. Il se substituait au Gouvernement de la R. S. F. S. R. agissant par voie unilatérale. Le C. C. E. et le C. C. P. de la République russe devenaient des organes distincts de ceux de l'Union. La République fédérative de Russie, d'Etat protecteur devenait simple membre fédéré de l'Union soviétique. Le 30 décembre 1922, se réunissaient les délégations de la R. S. F. S. R., de l'Ukraine, de la Russie Blanche et de la République de Transcaucasie. La composition du congrès était proportionnelle à la population respective des Républiques.

La R. S. F. S. R. avait 1.217 représentants, l'Ukraine 354, la Transcaucasie 73 et la Russie Blanche 23. Evidemment, la prépondérance de la République russe restait considérable et l'égalité n'existait qu'en principe au sein de la nouvelle Union.

Le Congrès proclama quatre déclarations importantes :

I. L'Union était approuvée ;

II. Le projet devait être examiné par les Comités centraux exécutifs des Républiques qui communiqueraient leurs opérations au C. C. E. de l'Union ;

III. Celui-ci les examinerait et mettrait en vigueur le texte définitif adopté par lui.

Le projet devait subir une modification particulièrement intéressante. L'idée en vint d'Ukraine et fut soutenue spéciale-

ment par le général Frunze, commandant général des armées d'Ukraine et de Crimée. Pour contre-balancer la force de la République de Russie, il fallait qu'un organisme représentât également chacun des Etats fédérés, qu'il y eut à côté d'une Chambre élue au prorata de la population, une assemblée analogue au Bundesrath en Allemagne, et au Sénat aux Etats-Unis.

Le Soviet des nationalités eut de nombreux adversaires : beaucoup de politiciens voulaient en U. R. S. S. le renforcement du pouvoir central. Cette tendance s'explique, parce qu'elle est très conforme à l'organisation même du parti communiste. Celui-ci est uniquement basé sur l'obéissance passive aux impulsions venues du centre. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que de nombreuses voix se soient élevées au sein du parti en faveur de la prédominance du pouvoir central. Mais les dirigeants communistes ont su voir l'avantage qu'il y avait à faire de larges concessions à un fédéralisme officiel qui leur vaudrait les sympathies de bien des nationalistes des diverses Républiques. Le Soviet des nationalités a donc été admis.

Bien plus, un autre texte donne à l'U. R. S. S. des allures de simple Confédération d'Etats : les Républiques fédérées ont le droit de sortir à leur volonté de l'Union. Ce droit de sécession est peut-être plus apparent que réel en vertu même des textes. En principe il existe, ce qui est une concession énorme au principe des nationalités.

Le 6 juillet 1923, la constitution de l'U. R. S. S. entrait en vigueur. Elle soumet l'Union à un système pyramidal de Soviets. Symétriquement à celui-ci se dresse l'appareil du parti communiste. Le parti est le véritable maître de l'Union. L'action des agents bolcheviks se fait sentir à chaque échelon de la pyramide soviétique.

Le parti communiste russe est né dans l'exil. Lénine avait fondé à Genève l'*Iskra*, qui devint l'organe de la social-démocratie russe. Les dirigeants social-démocrates eurent bientôt d'ailleurs dans le futur maître de la Russie un rival impitoyable. Au 2^e Congrès une querelle éclata entre Lénine et les « Doux » Martof et Lounatcharsky. Les « Doux » s'opposaient à l'exclusion d'un certain nombre d'anciens rédacteurs de l'*Iskra*, réclamée par Lénine.

« Le centralisme révolutionnaire est un principe dur, autoritaire, exigeant », écrivait à ce propos Trotsky (Voir *Vie de Trotsky*, t. I, p. 252). « Souvent à l'égard de personnes ou de groupes qui partageaient hier vos idées, il prend des formes impitoyables. Ce n'est pas par hasard que dans le vocabulaire de Lénine se rencontrent si souvent les mots « irrécusable » et « implacable ». C'est seulement la plus haute tension vers le but indépendant de toutes les questions basses personnelles qui peut justifier une pareille inclémence. »

Or, Lénine a inspiré toute l'organisation actuelle russe. Il est assez étonnant qu'une simple Confédération d'Etats ait pu être construite par un homme qui, pour des questions de discipline, chassait de son parti des révolutionnaires convaincus. L'œuvre de Lénine aurait dû être une République puissamment centralisée. Peut-être en examinant de près la constitution de l'U. R. S. S., trouverons-nous sous les apparences d'une Confédération d'Etats un pouvoir central très fort.

Une scission se produisit donc au sein du parti social-démocrate. Lénine est le seul grand homme du parti bolchevik (ou majoritaire) à ses débuts. Trotsky, après beaucoup d'hésitation, avait opté pour les « Doux », qui furent appelés « minoritaires ».

En 1917, après la révolution de février, Lénine et ses adeptes traversaient l'Allemagne dans le fameux wagon plombé. En Russie, tous les révolutionnaires appartenaient à cette époque au vieux parti social-démocrate. Et les habitants de Pétrograd furent bien étonnés lorsqu'ils virent se promener dans les rues de la ville deux matelots insurgés avec des pancartes portant ces mots : « Nous sommes bolcheviks (1) ».

Mais à partir de cette époque le recrutement des Bolcheviks se fit très rapidement. Trotsky adhéra au parti ainsi que Staline, qui était resté neutre entre les Mencheviks et Lénine. Les membres du Bund israélite fournirent au nouveau parti communiste des cadres nombreux. Il y avait 6.000 Bolcheviks en 1918 ; il y en avait 600.000 en 1921. Après la révolution de novembre, les grands chefs communistes occupèrent les postes

(1) Voir *Revue de Paris*, du 1^{er} février 1928, article de M. de Salluste.

les plus élevés de la nouvelle République russe. Lénine présidait le congrès général des Soviets ; Trotsky était commissaire du peuple à la guerre. Puis les Bolcheviks préférèrent le pouvoir effectif à l'autorité nominale du Gouvernement officiel. Comme ils dirigent le Komintern, c'est-à-dire le plus haut organe de la 3^e Internationale, leurs relations diplomatiques avec les puissances étrangères au sein desquelles ils préparent la révolution, seraient particulièrement difficiles. C'est pourquoi ils aiment mieux rester dans l'ombre tout en gardant la main sur l'appareil des Soviets.

Staline est le maître actuel du parti communiste. Il manifesta vis-à-vis de Lénine un attachement inébranlable. Après avoir été membre du conseil de guerre révolutionnaire, il fut commissaire au Conseil des nationalités de la République de Russie et enfin secrétaire général du parti communiste. Il a su faire de ce poste le plus important du parti. Il a réussi à faire prononcer l'exclusion de tous les hommes qui pouvaient lui porter ombrage et il les a remplacés par ses créatures. La gauche du parti représentée par Trotsky fut abattue en 1925. Trotsky voulait faire de l'Etat révolutionnaire une situation permanente. Dès qu'une classe aisée se formait, il en réclamait la destruction. Il estimait qu'à l'extérieur la 3^e Internationale ne devait jamais s'arrêter dans ses conquêtes.

Zinovief et Kamenev, les hommes de droite, fervents partisans de la Nep, furent éliminés en 1927. Ainsi Robespierre envoya à la guillotine d'abord Hébert et les enragés, puis Danton et Dumoulin, accusés de tiédeur républicaine.

Le parti est organisé de la façon suivante : « Le secrétariat « choisit lui-même les délégués au Congrès du parti et leur fait « désigner au sein du Congrès une commission spéciale sélectionnée ; qui dresse la liste des membres de la commission de « contrôle et du comité central. » (Panait Istrati, *La Russie nue*, p. 236.)

Le secrétariat a ainsi la disposition absolue des organes directeur du parti. Le comité central désigne son bureau politique (polit bureau) et son bureau d'organisation (org. bureau). La commission centrale de contrôle choisit également son Bureau. Ces bureaux se substituent aux organes qui les ont

nommés. En fait tout le pouvoir au sein du parti leur appartient sous l'autorité, bien entendu, du secrétariat.

Sous ces organes sont placés un ensemble de commissions et de comités dans les Républiques fédérées et les circonscriptions autonomes et chaque division administrative. Alors que dans la pyramide soviétique le système de l'élection est admis, dans l'appareil communiste, c'est par des nominations que se recrutent les fonctionnaires.

La puissance du parti communiste sur les Soviets est incontestable. Staline est le véritable maître de la Russie et de l'U. R. S. S. Il vient même de signer un décret, bien qu'il n'occupe aucun poste officiel dans l'Union soviétique. Cette situation est exorbitante. On imagine l'émotion qui s'emparerait de la France si le chef d'un parti qui ne serait rien dans l'Etat promulguait un décret ou une loi.

Les troubles qui ont eu lieu au début de l'hiver 1930-31 ont été dus surtout à la révolte du Gouvernement des Soviets contre la dictature du parti. Rykov, président du C. C. P., s'est soulevé contre Staline. C'est ce dernier qui a été victorieux.

Dans la suite de cet ouvrage, nous serons obligés de tenir compte du pouvoir de fait détenu par le parti communiste dont l'influence se fait sentir aussi bien sur le C. C. E. de l'Union que sur le moindre Soviet de village. Nous rechercherons en outre, si, abstraction faite de la tutelle du parti, l'Union des Républiques soviétiques forme une Confédération d'Etats, un Etat fédéral ou même un Etat unitaire d'une nature particulière.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE L'UNION ET DES RÉPUBLIQUES MEMBRES

CHAPITRE IV

VUE SCHÉMATIQUE DE L'U. R. S. S. RÉGIME ÉLECTORAL DE L'UNION

Nous venons de voir comment l'ancienne Russie s'est regroupée autour du noyau central de la R. S. F. S. R. et comment les dirigeants de celle-ci ont eu la diplomatie de leur laisser, en apparence tout au moins, une assez large indépendance. En effet, après la victoire des troupes rouges, la R. S. F. S. R. aurait pu s'annexer purement et simplement les territoires de l'Ukraine, de la Russie Blanche, des Républiques du Caucase et du Turkestan.

Lénine a eu l'intelligence de les élever à la dignité de Républiques membres d'une Union, la R. S. F. S. R. étant considérée comme la sœur aînée des autres. Ainsi la phrase qu'Elysée Reclus prononçait en février 1905 paraissait contenir la vérité de l'avenir : « Nous prophétisons à la révolution slave d'accomplir la plus grande chose de l'histoire : La conciliation des « races en fédération d'équité ».

Avant d'étudier la structure des organes de l'Union et des

Républiques fédérées, et de nous demander quels liens unissent l'Union et ses membres, il est indispensable d'avoir une vue générale sur le système suivant lequel les diverses collectivités soviétiques désignent leurs gouvernements.

L'U. R. S. S. est gouvernée par une série de congrès issus les uns des autres. L'Union est formée actuellement de sept Républiques. Chacune de ces Républiques fédérées est subdivisée en Républiques autonomes, en Territoires autonomes ou en Territoires. Les circonscriptions au-dessous des Territoires s'appellent arrondissement, qui sont eux-mêmes composés de rayons. L'appareil administratif actuel — Territoire, arrondissement, rayon — n'a été mis en vigueur que depuis quelques années, après le quatorzième congrès de la R. S. F. S. R. Il est en voie d'être étendu à toute l'U. R. S. S.

Auparavant, les Républiques fédérées comprenaient les provinces formées de gouvernements, lesquels se subdivisaient en districts. La base était le volost ou canton. Ces circonscriptions rappelaient par trop celles de l'ancien régime, et, d'autre part, la complexité de ces rouages était extrême. C'est pourquoi le quatorzième congrès a changé les noms, supprimé les districts et les cantons, et les a remplacés par les rayons. Il faut certainement voir dans cette organisation l'influence du parti communiste dont la cellule de base est également le rayon. Les deux pyramides, celle des Soviets et celle du parti, sont maintenant rigoureusement identiques et parallèles, ce qui facilite encore l'action de la deuxième sur la première.

Quelle est la place dans cette pyramide de circonscriptions des Républiques et des territoires autonomes ? Les Républiques et les Territoires autonomes sont constitués géographiquement par les contrées occupées par les peuples assez homogènes pour former une nation. Cette organisation se juxtapose à celle des Territoires, des arrondissements et des rayons. La République et le territoire autonome sont, en général, équivalents dans la hiérarchie soviétique à l'échelon du Territoire non autonome, c'est-à-dire qu'ils dépendent directement de la République fédérée. Ils ont donc les attributions électorales et administratives du Territoire.

Mais ils constituent également un ordre à part qui est couronné par le Soviet des nationalités, alors qu'en haut de

l'appareil administratif dont ils font également partie se trouve le Soviet fédéral.

Quant à la République fédérée, elle appartient plutôt à l'ordre national qu'à l'ordre soviétique. En effet, pour les élections au congrès général des Soviets, on tient compte de l'arrondissement et des Territoires, mais nullement de la République fédérée. Au contraire, les membres de l'Union sont largement représentés au Congrès des nationalités. Toutefois la République fédérée possède le pouvoir suprême sur l'ensemble des contrées qu'elle embrasse. Elle domine donc au point de vue administratif les Républiques autonomes, les Territoires autonomes ou non, les arrondissements, etc.

Toute l'organisation politique de l'U. R. S. S. découle de deux principes : le premier est celui de l'égalité des races ; le 2 novembre, le conseil des commissaires du peuple l'avait proclamé. Il est consacré par la constitution même de l'Union : « Ce n'est que dans le camp des Soviets, ce n'est que grâce à « la dictature du prolétariat qui a groupé avec elle la majorité « de la population, qu'il a été possible de supprimer radicale- « ment l'oppression des nationalités, de créer une atmosphère « de confiance mutuelle et de fixer les bases d'une collaboration « fraternelle des peuples. (La Constitution de l'U. R. S. S., « 1^{re} partie, alinéa 5.)

Le deuxième principe est celui de la dictature du prolétariat : c'est le peuple des ouvriers et des paysans qui se gouverne lui-même. Tout pouvoir émane de lui. Il élit les Soviets de députés qui eux-mêmes nomment par un jeu d'élections indirectes les congrès des différentes circonscriptions de la République fédérée et de l'Union. A chaque échelon, les Assemblées délèguent leurs pouvoirs à des organes permanents, les congrès contrôlant les autres rouages administratifs. Ainsi les ouvriers et paysans sont l'origine et la fin de tout pouvoir en U. R. S. S.

L'organisation des Républiques fédérées et autonomes et celle des Territoires autonomes, incarnent le principe des nationalités. La pyramide des Soviets de députés, de rayon, d'arrondissement, de Territoire aboutissant au congrès général des Soviets est la consécration du principe de la dictature des travailleurs. L'aigle rouge du prolétariat est bicéphale, mais

l'une des têtes le congrès des Soviets, dirige tout ; l'autre, le Conseil des nationalités, n'est qu'une conseillère.

Le système soviétique trouve ses origines en de persistantes traditions du peuple russe (1). Dès le XVI^e siècle, des représentants des villages s'assemblaient en congrès de volost (canton) pour nommer l'autorité exécutive, le starosta de volost. Les représentants des volosts et des bourgs formaient le congrès de Quiedsd. Dans le projet de Constitution élaboré en 1811 par Spérensky, favori d'Alexandre I^{er}, on trouve le même échafaudage de congrès avec des conseils permanents nommés par ces organismes superposés.

Au XX^e siècle, les zemstvos, qui régularisaient l'activité économique des différentes provinces, étaient constitués d'après le même principe. Ils formaient une Union qui, au cours de la guerre, s'étendit au point que le régime tzariste en prit ombrage. Les congrès de zemstvos furent interdits au printemps de 1915.

Donc les peuples russes avaient depuis longtemps l'idée de ces assemblées. Le peuple russe possède plus que tout autre, l'instinct grégaire. Ce n'est pas l'homme qui compte dans l'immensité des steppes, c'est la tribu, la communauté. Celle-ci est véritablement un être vivant devant les intérêts duquel ceux de l'individu doivent s'effacer. C'est pourquoi au moment où fut constitué le Gouvernement provisoire, lorsqu'on sentit que le Tchinn allait être balayé et que le règne de l'anarchie commençait, de nouveaux organismes locaux furent créés sur tous les coins du territoire à l'imitation du Soviet de Pétrograd qui surveillait le Gouvernement de Kerinsky.

Pour les paysans russes, ces Assemblées devaient être une arme à la fois contre la centralisation du tzarisme et contre le désordre général : les Soviets combattaient à la fois les boyards et les brigands. Mais le parti bolchevik qui étendit rapidement à travers tout le pays ses tentacules, mit très vite la main sur les Soviets locaux et leur donna l'organisation qu'ils ont actuellement.

Donc, ce qui caractérise le système électoral de l'U. R. S. S.,

(1) **La Révolution russe**, tome I, p. 278 et suivantes, M. Henri Rollin.

c'est que l'individu n'est pas représenté en tant qu'individu mais en tant que membre de communauté.

Quelles sont, en Russie, les communautés qui ont le droit de vote ? Ce sont : d'abord les villes, les villages et les diverses circonscriptions administratives. En second lieu, chaque échelon du parti communiste envoie des délégués de l'échelon correspondant de la pyramide des Soviets. En outre, toutes les institutions gouvernementales, — syndicats, unions, coopératives, — sont représentés à l'un ou l'autre des congrès, suivant que l'organisation s'étend sur un territoire plus ou moins grand. Enfin, les usines et fabriques qui ne font pas partie de l'agglomération sont considérées comme des personnes morales elles aussi et ont des mandataires aux différents congrès. Ainsi, les fonctionnaires sont-ils représentés plusieurs fois : une fois, quand ils votent à titre de délégué à l'un des congrès, une autre fois quand ils agissent comme membre d'un syndicat de fonctionnaires ; ils peuvent participer encore à l'élection des députés s'ils sont du parti communiste. S'ils ont un emploi dans une usine en dehors d'une agglomération ou dans une coopérative d'Etat, ils sont de nouveau électeurs.

La représentation des nommés prévaut donc sur celle des élus. On pourrait formuler une objection et dire : « mais les fonctionnaires ne sont-ils pas en U. R. S. S. tous élus ou du moins issus d'assemblées élues » ? Il est facile d'y répondre : sans doute en principe, en U. R. S. S., tous les organes depuis ceux des syndicats jusqu'à ceux des usines devraient être élus. Mais en réalité ce sont les membres du parti qui sont placés à tous les emplois importants, ce sont eux qui par leur influence disposent des élections selon les ordres du secrétariat. En outre, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, les fonctionnaires, presque tous du parti communiste, du moins dans les grades élevés, votent plusieurs fois et, de ce fait, leur importance s'accroît encore.

C'est ainsi que, sans sortir de la légalité, le parti communiste conserve et accroît de jour en jour son emprise sur l'U. R. S. S. Les chiffres que M. M. Guetzevitch cite dans sa *Théorie générale de l'Etat soviétique* (page 46), sont assez éloquents. Il y avait en 1925, époque où l'étude de M. Guetzevitch

a paru, 6,1 % de communistes dans les Soviets de village, et il y en avait 94,1 % dans l'Assemblée panrusse.

D'ailleurs les théoriciens du droit soviétique ne cachent pas qu'ils considèrent le système de l'élection comme devant céder le pas à celui de la nomination dans un avenir rapproché et ils s'en réjouissent. Reisner écrivait en 1923 dans *l'Etat, la Bourgeoisie et la R. S. F. S. R.* (page 343) : « Si, dans la République ouvrière, nous rencontrons dans une série de cas l'application du système électif quand il s'agit du remplacement de certaines situations, cela n'a lieu que parce qu'en ce cas, l'éligibilité assure mieux qu'autre chose le travail des organes de la République. Mais l'éligibilité cède à la nomination que l'on doit considérer sans préjugés ».

On ne peut pas mieux laisser entendre que la nomination est le régime de droit commun, puisque « l'éligibilité cède à la « nomination et qu'on doit considérer cette dernière sans préjugés ». Mais alors pourquoi parle-t-on en U. R. S. S. de la dictature du prolétariat et pourquoi a-t-on organisé un système électoral qui semble s'étendre à toute activité gouvernementale ? Il vaudrait mieux avouer que l'U. R. S. S. est gouvernée par le parti communiste. Comme il y a en U. R. S. S. 800.000 communistes sur 165.000.000 d'habitants, on ne peut tout de même pas prétendre que le parti communiste représente les ouvriers et les paysans.

Les membres du parti sont nommés, comme nous l'avons vu, par les dirigeants du parti ; ils imposent leurs créatures à tous les échelons de l'administration soviétique. Ils représentent le comité central du parti, mais pas du tout le peuple russe. Alexeiev, dans le droit de la Russie soviétique, affirme : « Le « système de la nomination s'est en général substitué au « système d'élection en ce qui concerne le remplacement des « postes dans la République des Soviets », c'est dire avec plus de franchise encore que Reisner que ce ne sont pas les électeurs ouvriers et paysans qui gouvernent actuellement l'Union.

Quoi qu'il en soit, la Constitution de la R. S. F. S. R. (article 68, titre 4, chapitre 6) attribue le droit d'élire et d'être élu au Soviet à toutes les personnes gagnant leur vie par un travail productif et utile à la Société, ainsi qu'à celles qui, par des travaux domestiques, permettent aux premières de produire.

Enfin aux soldats et marins des armées et flottes rouges. Les travailleurs que les infirmités ou l'âge ont rendus impropres à leurs anciennes tâches, les soldats et marins qui ne peuvent plus servir conservent leurs droits de vote.

Ainsi tous les prolétaires sont électeurs en R. S. F. S. R. sans distinction, dit la Constitution, de sexe, de confession, de race, de nationalité ou de domicile.

Au contraire, la Constitution prive de tous droits électoraux les individus qui ont recours au travail d'autrui pour en tirer profit, les capitalistes et les propriétaires fonciers ne cultivant pas eux-mêmes leurs terres, les négociants privés, les prêtres de tous les cultes, les employés ou les chefs de l'Okrana et évidemment les membres de l'ex-dynastie régnante.

Des comités d'exclusion dressent la liste de ceux qui ne peuvent prendre part aux élections, à charge d'appel devant une commission supérieure qui siège à Moscou.

Il y a donc actuellement en U. R. S. S. un cens électoral : pour pouvoir voter il faut vivre de son travail. Mais qu'est-ce exactement qu'un travailleur ? La signification du mot varie suivant les Républiques. En Ukraine (article 12 du règlement des élections dans les Soviets municipaux), pour élire et être élu, il faut faire partie d'une Union professionnelle. Ainsi, en Ukraine, il ne suffit pas de répondre aux exigences du cens du travail, il faut être affilié à un syndicat. A l'Est de la R. S. F. S. R., dans le territoire d'Extrême-Orient, le Comité central privait en 1924 des droits électoraux les paysans ayant temporairement fait du commerce, à moins qu'ils ne démontrassent que leur commerce était temporaire et qu'ils y étaient obligés par une situation de famille difficile.

Mais le sens du mot « travailleur » a changé surtout avec les époques. Ceci nous amène à nous occuper d'une très grave question qui n'est pas encore résolue et d'où va dépendre peut-être l'avenir de l'Union.

On peut formuler ainsi le problème : A quel degré de richesse le paysan cesse-t-il d'être un prolétaire pour devenir un exploitant du travail d'autrui ? Dans les campagnes, le parti communiste s'est d'abord appuyé sur le batrak, ouvrier agricole, et le bedtriak, paysan pauvre. Les autres paysans étaient désignés sous le vocable injurieux de koulak. Puis

lorsqu'il fut devenu urgent de pallier à l'insuffisance de la production du blé, on distingua entre le seredniak et le koulak. Le seredniak était devenu l'une des sources les plus fécondes de la richesse de l'Union et naturellement était électeur. Le koulak continuait à être un rapace capitaliste privé de tous droits civiques. En 1925, selon l'expression d'Oustrialov (*Sous le signe de la Révolution. Kharbine 1925*, pp. 193, 194), le koulak s'était encore amaigri : « Tout paysan riche ne méritait plus ce qualificatif honteux ; encore quelque temps, ajoutait Oustrialov, et peut-être verrons-nous sur les poitrines puissantes des propriétaires paysans briller l'ordre du drapeau rouge, avec sa devise : « Aux héros du travail ». Chaque légume a sa saison !

En attendant que les koulaks soient célébrés comme les héros du jour, ces nouveaux capitalistes ont eu à subir ces derniers temps de terribles persécutions. Par le Nep, Lénine leur avait donné le droit à la vie, sinon le droit électoral. Lénine avait compris, après la révolte des marins de Cronstadt, qu'il était temps de donner un coup de barre à droite, que la richesse de la Russie ne serait reconstituée qu'à cette condition. Ainsi ceux qui avaient su conserver un peu de terre au milieu de la tourmente révolutionnaire avaient-ils amassé parfois une fortune assez importante. Sans doute n'étaient-ils pas électeurs, mais quelques brocs de vodka leur permettaient de se faire une clientèle considérable qui votait au mieux de leurs intérêts. (Henri Rollin, *la Révolution russe*, t. II, p. 287.)

En 1925 la question paysane fut un des prétextes du duel Staline-Trotsky : Trotsky était un extrémiste qui ne voyait dans les paysans riches que des capitalistes dangereux qu'il fallait détruire. Les ouvriers avaient fait seuls la Révolution ; ils en formaient l'avant-garde. Le chef de l'armée rouge préconisait donc la lutte non seulement contre les seredniaks, mais encore contre tous les petits propriétaires qui avaient su conserver leurs terres, ou même les accroître au cours de la Révolution, et parvenaient à en tirer les ressources nécessaires à leur subsistance. Seuls, les ouvriers agricoles étaient de vrais propriétaires.

Des détachements de troupes circulaient de ferme en ferme,

de village en village, et réquisitionnaient de force le blé des paysans ; ils en tuaient aussi quelques-uns.

Staline, d'origine paysanne, jugeant au contraire que l'agriculture était de très loin la ressource la plus importante de la Russie, favorisait les paysans.

Depuis la chute de Trotsky, les fonctionnaires les plus hauts placés ont manifesté leur sympathie pour la classe paysanne moyenne. On peut citer cette phrase de Kalinine, ancien paysan qui présida longtemps le Comité central exécutif de l'U. R. S. S. : « Pour que le village soit de plus en plus soviétisé, pour que dans les moments difficiles il demeure inébranlablement uni au prolétariat, il est indispensable de maintenir le contact étroit entre les Soviets et l'élément actif des seredniaks ». (V. Jacques Lyon, *la Russie soviétique*.)

Molotof, membre du polit-bureau, écrivait en 1925 : « Si en 1919 Lénine a posé la question des seredniaks, dans les conditions actuelles nous sommes obligés de nous poser la question non seulement du seredniak, mais encore du koulak. Nous donnons une plus grande liberté à l'extension capitaliste dans les campagnes... avec la politique actuelle nous admettons dans une certaine mesure même le développement du koulak ».

Mais en 1930, Staline, entraîné par les éléments de gauche, pour ne pas succomber sous les coups des révolutionnaires des plus avancés, lançait le mot d'ordre de la dékoulakisation du pays. Ce fut naturellement une ère de violences terribles contre les paysans riches. On alla bien entendu beaucoup plus loin que ne le voulait Staline, et bien des seredniaks furent, non seulement déchus de leurs droits électoraux, mais encore chassés de leurs propriétés et souvent déportés ou même mis à mort. Aussi le 15 mars 1930 Staline prescrivait-il la revision des listes des koulaks expropriés et privés du droit de vote. (Henri Rollin, *Histoire de la Révolution russe*, tome I, p. 292.)

Le 10 avril un décret du présidium du Comité exécutif de l'Union étendait encore ses restitutions de droits électoraux.

Quoi qu'il en soit, l'état que constatait Jacques Lyon en 1927, dans son livre *La Russie soviétique*, s'est modifié considérablement. M. J. Lyon citait un discours prononcé par Rykov, président du C. C. P. de l'Union, au 27^e congrès de l'U. R. S. S.

et d'après lequel les autorités n'auraient mentionné qu'un très petit nombre d'exclus. Le nombre des exclus se restreignait dans les zones rurales, entre 1922 et 1926, à la proportion infime de 1 %. Le rentier lui-même aurait eu le droit de vote lorsque ses revenus seraient dus à ses économies ou à des obligations émises par les pouvoirs publics. « Avec le temps, » disait M. J. Lyon, beaucoup de gens, avocats, ingénieurs, etc., « s'assureront de gros revenus. Mais ils ne se verront pas privés du fait de leur fortune du droit électoral. » Je crains que les récents événements n'aient démenti les prévisions du savant voyageur. Nous assistons en ce moment à une réaction d'extrême-gauche analogue à celle qui a troublé l'époque du Directoire après le coup d'Etat du 18 fructidor an V.

La procédure des élections favorise spécialement en U. R. S. S. les agissements du parti communiste et risque de transformer en une simple formalité la consultation des travailleurs. Voilà comment M. Panait Istrati, qui a mené durant près de dix ans la vie d'après la révolution, décrit une élection (*La Russie nue*, page 225) : « Les assemblées d'électeurs se « tiennent dans les entreprises et nul n'y peut participer ailleurs « que dans celle où il est inscrit ; seul le comité local du parti « soit directement, soit par l'intermédiaire d'une cellule commu- « niste, ou du comité d'entreprise à ses ordres, a le pouvoir et « les moyens effectifs de convoquer une réunion ; ainsi tout « participant est connu et facile à identifier par l'administration « de l'entreprise et le personnel communiste ; nul ne peut ouvrir « la bouche sans être immédiatement tenu à l'œil et la moindre « manifestation non conforme au mot d'ordre officiel entraîne « les conséquences voulues par les fonctionnaires du parti. Le « bureau de la réunion communiste choisi d'ailleurs par le parti « lui-même est ainsi élu à l'unanimité ; l'ordre du jour et les « résolutions, ou les listes de candidats dressées par le parti « sont nécessairement votées de même. Le pseudo vote a lieu « à main levée, sur formulation par le président suivi de la « question sacramentelle : qui est contre ? Si le sujet est impor- « tant il est impossible de voter contre sans risquer sa place, « donc son pain et par suite très souvent son logis, car les « maisons dépendent de l'entreprise ».

Il est évident que ces élections faites sous l'empire d'une

pareille contrainte sont de véritables comédies. Elles rappellent celles du second Empire, où les électeurs qu'on savait opposés à la liste du Gouvernement étaient écartés des urnes à coups de bâton. Mais en U. R. S. S. les moyens de pression sont particulièrement bien organisés : les élections ont lieu par entreprise, donc les électeurs sont tous connus du bureau. Les votes sont publics ; il est impossible d'aller à l'encontre du bureau sans être immédiatement mis à la porte de l'usine, de la fabrique ou de la coopérative qui vous emploie. Refuser la liste officielle, c'est risquer de mourir de faim car le parti communiste est fort bien renseigné, et où que s'en aille l'électeur récalcitrant il l'empêchera de trouver un emploi.

M. J. Lyon, qui a pu constater tous ces abus, exprime une opinion optimiste sur l'avenir : « Cependant il importe de
« constater, dit-il, qu'en ce domaine électoral comme en maint
« autre, sous la lente pression des opinions publiques locales,
« une évolution se produit vers la loyauté des élections. Staline,
« ajoute-t-il, rappelait en 1925 à l'Université de Sverlov le péril
« où conduisait la séparation menaçante entre les organisations
« communistes et syndicales et les masses ouvrières de
« paysans : le formalisme bureaucratique des premières néglige
« le fait, les ouvriers ont maintenant davantage le sentiment de
« leur dignité ; ils ne comprennent pas et ne souffriront pas le
« procédé bureaucratique des organisations communistes et
« syndicales ».

Mais alors pourquoi Staline qui est le maître absolu du parti communiste et qui a su placer à chaque échelon important ses créatures, ne réagit-il pas ? Je serais plutôt porté à croire que ces paroles ont été prononcées par Staline dans le but d'accroître sa popularité. Sans suspecter la bonne foi qu'a le Tzar rouge dans l'excellence de sa cause, on peut penser qu'il juge certainement plus facile de mener le prolétariat vers la prospérité si le pays tout entier obéit servilement aux directives d'un parti dont il est le maître absolu.

Les électeurs nomment donc ainsi que nous venons de le déterminer les Soviets de députés. Le mandat des députés est de trois mois. La représentation des villes est différente de celle des campagnes : il y a dans les villes un député pour 1.000 habitants et dans les campagnes un pour 100. Les Soviets

des villes désignent un organe exécutif sur les bases déterminées par le Comité central exécutif panrusse ou par son bureau. Il peut être constitué auprès du Soviet rural, toujours selon les directives du C. C. E. de la R. S. F. S. R. ou par son bureau. Ces organes ont pour tâche l'accomplissement des travaux suivants : les Soviets des députés sont chargés de l'administration des intérêts de la ville ou du village et du maintien de l'ordre dans les territoires qu'ils gouvernent.

Les Soviets des députés sont convoqués par leurs comités exécutifs ou par les présidents des Soviets. Dans cette seconde alternative, cela peut être soit sur l'initiative des présidents eux-mêmes, soit à la demande d'un tiers au moins des membres. Les Soviets des députés doivent être convoqués au moins une fois par semaine.

Dans les localités de campagne où la chose est réalisable, les questions d'administration sont tranchées directement par l'Assemblée générale des électeurs du village intéressé. Ce cas ne se réalise pas bien souvent. Lorsque les habitants du village doivent se faire représenter pour l'administration de leurs intérêts par le Soviet, celui-ci est responsable devant eux comme tout mandataire, et à son tour le comité exécutif doit rendre compte au Soviet qui l'a nommé.

Voilà comment fonctionnent les Soviets de députés, ainsi que le prescrivent les articles 59 à 63 inclus de la Constitution de la R. S. F. S. R. Leur compétence consiste surtout dans l'expédition des affaires d'intérêt local, l'exécution des décisions prises par les autorités supérieures et la préparation des budgets locaux.

Au-dessus des Soviets de députés, se trouve le congrès des Soviets de rayon. Celui-ci est formé suivant l'article 51 modifié par le 14^e congrès panrusse, de représentants des Soviets de ville, de fabriques et d'usines situées à l'extérieur d'agglomérations urbaines et des Soviets de villages ; le congrès de rayon a sur le rayon les pouvoirs universels qu'ont sur le village les Soviets de village. Entre les sessions, c'est un comité exécutif qui gouverne.

Dans quelles proportions sont représentées les populations aux Soviets de rayon ? C'est ici que va apparaître la différence politique essentielle existant en U. R. S. S. entre les ouvriers

et les paysans. La prépondérance des habitants des villes ou des employés des fabriques et des usines isolées, sur la population des campagnes, est considérable. Les premiers forment l'avant-garde du prolétariat et assument presque seuls la direction de l'Etat.

Avant d'exposer le mécanisme grâce auquel les paysans sont automatiquement évincés des hautes fonctions de l'Etat soviétique, indiquons les règles générales des élections indirectes en U. R. S. S. et comment le congrès de l'Union est issu des autres assemblées : le peuple des travailleurs transmet ses volontés aux organes directeurs de l'Union ainsi qu'un mouvement ondulatoire né à la périphérie d'un bassin circulaire se répercute jusqu'au centre.

Au Soviet de rayon, il y a un député par 60 électeurs, pour les Soviets de villes, de fabriques et d'usines situées à l'extérieur d'agglomérations ; il y a un député par 300 habitants pour les Soviets de villages. Les villes de plus de 10.000 habitants ne sont pas représentées au Soviet de rayon parce qu'elles sont considérées comme formant à elles seules des rayons : elles envoient directement leurs représentants au congrès des Soviets de l'arrondissement.

Le congrès d'arrondissement est composé de délégations des Soviets urbains, et de représentants des fabriques ou usines situées en dehors des agglomérations, ainsi que des délégués des congrès de rayons. Les congrès de la région, ceux des Républiques fédérées et celui de l'Union se constituent à leur tour d'une façon identique, les congrès urbains et ceux des fabriques envoyant des représentants directement à chacun d'eux.

La représentation des villes, usines et fabriques est établie sur la base suivante : au congrès d'arrondissement, les ouvriers et employés ont un député pour 1.000 électeurs ; au congrès de la région, un pour 5.000 ; un pour 25.000 à celui de la République, ainsi qu'à celui de l'Union.

En outre, le congrès de l'arrondissement est représenté à la région, à la République fédérée et à l'Union. Le congrès de la région est représenté à l'Union.

Chacune de ces assemblées envoie au congrès supérieur un nombre de députés proportionnel à la population qu'elle repré-

sente : le rayon possède à l'arrondissement un député pour 5.000 habitants, l'arrondissement en délègue à la région un pour 25.000 âmes ; de plus, il en nomme au congrès de la République et à celui de l'Union un pour 125.000 individus.

Ceci posé, nous allons essayer de déterminer quelle est, pour un rayon quelconque, la représentation des ouvriers et employés d'une part, et d'autre part celle des paysans. Mais il importe tout d'abord de remarquer que la proportion suivant laquelle la population urbaine est représentée au congrès du rayon, de l'arrondissement, etc., est établie sur le nombre des électeurs. Au contraire, chaque congrès élit ses députés d'après la totalité des habitants qu'il représente. Cette différence est évidemment en faveur des éléments campagnards qui n'ont de délégations à la République et à l'Union que par la filière des assemblées successives. D'autre part, il y a en U. R. S. S. environ 120 millions de paysans sur 150 millions d'habitants ; la proportion du nombre des ouvriers à celui des paysans est définie par le rapport $1/5$.

Mais il y a un autre fait qui donne, lui, une importance particulièrement prépondérante aux ouvriers et aux employés. Les Soviets urbains et ceux des usines isolées envoient directement des délégués à chaque congrès, y compris ceux de l'Union et des Républiques. Les paysans ne votent qu'une fois. Les ouvriers exercent leurs droits électoraux pour la formation des congrès de rayons, d'arrondissements, de régions de la République et de l'Union. Par conséquent dans chaque assemblée leur influence s'accroît, alors que celle des paysans diminue.

Prenons par hypothèse un rayon dont la population est de 250.000 habitants se répartissant entre la ville et la campagne suivant le rapport $1/5$. Supposons qu'il y a environ un électeur pour 4 habitants. Voici à chaque échelon de la pyramide soviétique quelle sera la proportion de la représentation des éléments urbains à celle des paysans pour la population du rayon envisagé :

Sur 250.000 habitants, le chiffre de la population urbaine sera $250.000 : 5 = 50.000$ habitants.

Sur 50.000 individus, il y a $50.000 : 4 = 12.000$ électeurs,

SOVIET DE RAYON

Population des villes (1 député pour 60 électeurs) :
 $12.000 : 60 = 200$ députés.

Population des campagnes (1 député pour 1.000 habitants) :
 $125.000 : 1.000 = 125$ députés.

Au congrès de rayon les ouvriers ont malgré leur infériorité numérique totale une majorité déjà importante. Le rapport des délégués urbains aux délégués ruraux est de : $125 : 200 = 5/8$.

SOVIET D'ARRONDISSEMENT

Représentation du rayon considéré : villes (1 député pour 1.000 électeurs), soit : $12.000 : 1.000 = 12$ députés.

Le congrès d'arrondissement a 1 député pour 5.000 habitants. Il faut ici tenir compte tant de la population urbaine que de la population rurale. Le congrès d'arrondissement aura donc : $250.000 : 5.000 = 50$ députés.

Comme le nombre des paysans est au congrès de rayon les $5/8$ de celui des ouvriers et employés, le congrès d'arrondissement aura pour le rayon considéré 29 ouvriers pour 21 paysans.

Il y aura donc au congrès d'arrondissement $29 + 12 = 41$, ouvriers qui y seront environ deux fois plus nombreux que les paysans.

SOVIET DE RÉGION

Au Soviet de la région la population du rayon considéré sera ainsi représentée : villes (1 député pour 5.000 électeurs), soit : $12.000 : 5.000 = 2$ députés environ.

Le congrès d'arrondissement aura pour le rayon considéré (1 député pour 25.000 habitants), soit : $250.000 : 25.000 = 10$ députés.

Comme les ouvriers sont deux fois plus nombreux au Soviet d'arrondissement que les paysans, cette assemblée élira au congrès régional 7 ouvriers pour 3 paysans.

Le rapport des ouvriers à celui des paysans sera de $7 : 3 = 2,33$ approximativement.

A la République, en raison de 1 délégué par 125.000 habi-

tants, l'arrondissement enverrait pour le rayon considéré 2 députés qui, étant donné la majorité des ouvriers et des employés au congrès d'arrondissement, seront vraisemblablement élus parmi la délégation urbaine.

Les chiffres indiqués dans ces calculs représentent à chaque assemblée le maximum de délégués auxquels les paysans peuvent prétendre. En effet, généralement les populations urbaines ont une culture plus étendue que les éléments ruraux. Ils ont habituellement plus de cohésion. Les députés des villes dominent donc déjà sur ceux des campagnes, abstraction faite de toute question de nombre, par la discipline et l'influence personnelle de chaque délégué.

En second lieu, pour que les chiffres que nous avons indiqués soient exacts, il faudrait que chaque congrès, au moment de l'élection à l'Assemblée supérieure, veuille faire de la représentation proportionnelle. Or, il est à présumer qu'il n'en sera jamais ainsi : au Soviet d'arrondissement le groupe d'ouvriers et d'employés est deux fois plus nombreux que le groupe paysan. Le premier usera de sa majorité pour éliminer à peu près complètement le second.

Il ne faudrait d'ailleurs pas conclure des développements qui précèdent que les paysans ont tous été exclus des emplois importants d'U. R. S. S. Kalinine, qui est un paysan, est président du C. C. E. de l'Union. Il est de bonne politique de permettre parfois à des paysans d'accéder aux plus hautes dignités. Il suffit que le mécanisme des élections leur enlève toute influence effective, mais il est très utile à la propagande communiste parmi les paysans étrangers de pouvoir proclamer que Kalinine est président du comité central d'U. R. S. S.

En résumé, le système électoral de l'U. R. S. S. aboutit à deux résultats qui ont certainement été recherchés par les chefs bolcheviks : les fonctionnaires, c'est-à-dire tous ceux qui à un titre quelconque collaborent à la direction des syndicats, des coopératives, des trusts d'Etat et du parti communiste dominant au sein des Assemblées soviétiques par le seul jeu des élections, abstraction faite de leur influence personnelle. En second lieu, les paysans qui forment les quatre cinquièmes des habitants de l'Union ne sont presque pas représentés dans les congrès les plus élevés de la pyramide soviétique. Ce sont

les députés urbains qui pratiquement ont la direction des organes officiels de l'Union.

Remarquons d'ailleurs que les fonctionnaires font en général partie des agglomérations urbaines ; leur autorité se fait sentir beaucoup plus sur les populations ouvrières que sur les éléments ruraux. En donnant une prépondérance politique considérable à la ville au détriment du village, les dirigeants communistes accroissent le nombre des fonctionnaires dans les assemblées soviétiques. Or les fonctionnaires, en U. R. S. S., sont à peu près tous communistes. Ainsi de jour en jour le parti accroît son omnipotence.

CHAPITRE V

ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRÉE

Tout en étant en réalité concentré entre les mains du secrétariat du parti, le pouvoir en U. R. S. S. appartient en apparence aux Républiques fédérées et à l'Union. Et même s'il est fait abstraction des conditions dans lesquelles l'Union s'est formée et du protectorat que la R. S. F. S. R. exerçait sur les Républiques sœurs, l'Union peut être considérée comme ayant été formée par la volonté des Républiques soviétiques abandonnant aux organes fédéraux un certain nombre de leurs prérogatives.

La Constitution de la R. S. F. S. R. a servi de modèle aux autres unités de l'Union. C'est de la République de Russie qu'est parti en effet le mouvement communiste : c'est elle qui a été la première soviétisée, elle qui a imposé la ligue de tous les Etats prolétariens pour la lutte contre le capitalisme. Il ne peut être étonnant que les Républiques socialistes qui se sont peu à peu agglomérées autour de la République de Russie pour former le 6 juillet 1923 l'U. R. S. S., n'aient emprunté à la R. S. F. S. R. presque mot à mot sa constitution.

Celle-ci a été proclamée le 10 juillet 1918 ; elle a été révisée le 11 mai 1925. Elle débute par une proclamation des résultats à atteindre par le nouveau régime : « La présente Constitution se propose de garantir la dictature du prolétariat dans le but d'écraser la bourgeoisie, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme... » (*Constitution de l'Europe nouvelle*, Mirkine Guetzevitch, p. 381.)

Ainsi la Constitution de la R. S. F. S. R. est destinée uni-

quement à servir les intérêts d'une classe et à amener son triomphe. Le prolétariat se forge une arme pour lutter contre la bourgeoisie. Fatalement, les circonstances amèneront la classe ouvrière à modifier les textes au mieux des contingences du moment. La nouvelle constitution ne reconnaît pas au-dessus d'elle un droit objectif qu'elle se contenterait d'appliquer. Elle est faite dans un but pratique et n'admet qu'un seul principe : la dictature du prolétariat.

Toutefois, la Constitution (art. 13) proclame en même temps l'égalité des nationalités. Elle donne à celle-ci la faculté de se diviser en vertu d'une décision de leurs congrès ratifiée par les organes suprêmes de la République. Les peuples qui vivent au sein de la R. S. F. S. R. pourront donc devenir des Républiques autonomes : « Les citoyens de la R. S. F. S. R., ajoute le dernier alinéa de l'article 13, ont le droit de se servir librement de leur langue dans la vie privée comme dans la vie publique ».

Cette autonomie que la Constitution reconnaît aux peuples allogènes leur sera donc accordée, surtout au point de vue culturel. Les Républiques autonomes ont des commissariats de l'instruction publique. Dans les territoires habités par un peuple formant une collectivité autonome, la langue nationale est employée par l'administration et enseignée dans les écoles.

Les chapitres II et III de la Constitution de la R. S. F. S. R. traitent de l'organisation du pouvoir central. Celui-ci appartient au congrès des Soviets de la République, lequel délègue ses pouvoirs au Comité central exécutif (C. C. E.) Le comité nomme un bureau qui pendant l'intervalle des sessions gouverne la République. Le congrès des Soviets de la République dont nous avons étudié la composition dans le chapitre précédent se réunissait une fois par an, avant la quatorzième assemblée panrusse qui s'est tenue en 1925. Aujourd'hui les sessions de ce congrès, en ce qui concerne du moins la République de Russie, sont séparées par un intervalle de deux ans. La réforme adoptée en Russie est en train de s'étendre à tout le territoire de l'Union soviétique.

L'omnipotence des C. C. E. et de leurs bureaux s'est donc accrue encore puisque ces organes rendent moins souvent des comptes aux congrès qui les ont élus ; ainsi la tendance à faire

prédominer le système de la nomination sur celui de l'élection s'accroît-elle de jour en jour en Russie et dans toute l'U. R. S. S. En effet, d'une part l'influence des fonctionnaires augmente au sein des Soviets ; d'autre part ces mêmes Soviets surveillent de plus en plus loin les mandataires chargés d'exécuter leurs ordres. Il est naturel que les hommes auxquels incombe en fait la direction de l'Union prennent un pouvoir de plus en plus absolu.

Quelles sont les prérogatives du C. C. E. panrusse ? Article 24 : le Comité central exécutif des Soviets est l'organe législatif, exécutif, administratif et de contrôle suprême de la République socialiste fédérative soviétique russe, dans les limites prévues aux articles 3, 17 et 18 de la présente Constitution.

Voilà un texte qui bouleverse toutes les idées admises en France et en Amérique depuis la fin du XVIII^e et qui se sont peu à peu répandues à travers le monde au cours des XIX^e et XX^e siècles.

En U. R. S. S. une confusion totale des pouvoirs règne. Le prolétariat, par l'intermédiaire de ses assemblées élues, est le plus absolu des souverains. Les monarchies de droit divin mêmes n'étendaient pas si loin leur omnipotence. L'Etat socialiste tend à concentrer en lui seul toutes les activités, ce que jamais les autres gouvernements n'avaient osé faire. D'autres puissances s'élevaient en face d'eux : religion, féodalité, magnats de la banque ou de l'industrie ont pu leur résister. En U. R. S. S. il n'y a qu'une source d'autorité, l'Etat.

M. M. Guetzevitch tire de cette confusion des pouvoirs la conclusion qu'il ne peut être question en U. R. S. S. de fédéralisme au sens habituel du terme. M. M. Guetzevitch, dans la *Revue de Droit public* (année 1925, p. 119) tient le raisonnement suivant : « Le régime soviétique étant un régime de force, non pas de droit, la conception de la loi au sens habituel du mot lui est étrangère. Or, la délimitation des compétences du pouvoir central et celle des pouvoirs fédérés est déterminée en droit public contemporain par la compétence législative. Mais ceci ne peut pas servir de critérium du fédéralisme soviétique. Il n'existe sous ce régime aucune classification possible des symptômes

fédératifs, car sans le principe juridique de compétence législative le terme de fédération n'est qu'un vain mot.

Donc pour M. Guetzevitch, il ne peut y avoir fédéralisme sans séparation des pouvoirs. En effet, le fédéralisme existe dès qu'une collectivité faisant partie de l'Etat se partage avec celui-ci le pouvoir de faire la loi, c'est-à-dire d'édicter des règles suivant les principes du droit objectif. Comme en U. R. S. S. il n'existe pas de loi à proprement parler, il n'y a pas de fédéralisme.

J'estime au contraire que le fédéralisme existe dès lors que la Constitution garantit une répartition des compétences entre le pouvoir central d'un Etat et les organes élus par certaines collectivités qui en font partie. Si réellement la R. S. F. S. R. ainsi que les autres Républiques de l'U. R. S. S. ont une compétence que les organes de l'Union ne peuvent modifier, l'Union rentre dans le cadre des Etats généraux. Nous aborderons le problème plus loin, pour le moment contentons-nous de le poser.

Les prérogatives des comités exécutifs des Républiques sont donc des plus étendues. L'article 24 établit l'omnipotence du C. C. E. sous trois réserves apparentes : par l'article 3 le pouvoir suprême dans la République a été confié au congrès des Soviets. Mais celui-ci se réunissant de plus en plus rarement, le pouvoir de fait appartient de plus en plus au C. C. E.

Quant aux articles 17 et 18, ils énumèrent simplement les compétences générales du Soviet panrusse : entre les sessions du Congrès, le mandataire de cette assemblée, le C. C. E., a tous les pouvoirs énumérés aux articles 17 et 18. Les C. C. E. des Républiques possèdent ainsi toutes les prérogatives des congrès des Soviets puisqu'ils remplacent les Assemblées par lesquelles ils sont nommés et auxquelles ils rendent théoriquement compte.

Les limites formulées par l'article 24 à l'autorité absolue du C. C. E. sont donc de peu d'étendue. L'article 3 n'apporte qu'une restriction de droit et non de fait au pouvoir du C. C. E. Quant à l'allusion aux articles 17 et 18, elle précise simplement les prérogatives du C. C. E. plutôt qu'elle ne les diminue.

Le C. C. E. des Républiques fédérées ont la direction géné-

rale de la politique et de l'économie nationale des Etats soviétiques.

Les C. C. E. des Républiques fédérées approuvent les budgets des Etats soviétiques. Les C. C. E. des Républiques fédérées dirigent l'activité des Républiques autonomes. Nous allons examiner en détail les deux derniers pouvoirs des C. C. E. des membres de l'Union et nous verrons qu'il y a un parallélisme rigoureux entre la subordination des Républiques fédérées à l'Union et celle des Républiques autonomes aux Républiques fédérées.

L'article 16, alinéa 2 (p. 384, *Constitution de l'Europe Nouvelle*) de la Constitution russe s'exprime ainsi : « L'approbation du budget de la République socialiste fédérative russe, en tant que partie du budget d'Etat unique de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, est faite par le C. C. E. panrusse.

Le C. C. E. panrusse a donc un pouvoir absolu sur les budgets des Républiques et des Régions autonomes. Mais puisque le budget de la République russe n'existe qu'en tant que partie du budget d'Etat unique de l'Union, ce sont en définitive les organes de l'U. R. S. S. qui manient les fonds destinés à l'ensemble des Républiques. Le Comité central exécutif panrusse et les autres comités centraux ne peuvent excéder dans leurs dépenses le montant de ce qui leur a été fixé par l'Union : ils n'ont d'autres recettes que le produit des impôts qui leur ont été attribués par elle. Cette restriction de la compétence des Républiques en matière budgétaire a une importance considérable. Il est évident que le pouvoir effectif appartient à ceux qui ont le budget à leur disposition. Et c'est ici qu'apparaît la rigoureuse hiérarchie de l'Union : les Républiques autonomes voient leur budget approuvé par la République fédérée, qui elle-même sur ce point essentiel dépend exclusivement de l'Union. Or, la politique financière des Républiques exerce une influence énorme sur leur vie économique puisqu'en U. R. S. S. l'Etat a tout absorbé et s'occupe de tout. Les usines, fabriques et coopératives, fonctionnant sur le territoire de chaque République, n'ont pas d'autres ressources que celles qui leur ont été attribuées par les Comités centraux exécutifs. Ce sont les organes de l'Union qui

mettent à la disposition des Républiques les fonds nécessaires.

C'est pourquoi il est surprenant de voir M. René Martel, dans son livre *Les Blancs Russes* (p. 45 et suivantes), diviser les revenus de la Russie Blanche en trois catégories : celles faisant partie du budget général de l'Union, celles qui sont spécialement réservées à la République Blanc Russe, enfin les ressources purement locales.

La Russie Blanche ne peut avoir, d'après les textes cités plus haut, que les revenus qui lui sont attribués par les organes de l'Union. Ceux-ci ont pu destiner plus spécialement le produit de certains impôts, — tels que l'impôt sur les salaires et l'impôt sur le revenu, — perçus sur le territoire de la République, au budget de la Russie Blanche. Mais ces ressources ne lui appartiennent pas en propre.

Enfin les ressources locales proviendraient de l'exploitation des forêts et banques et de toutes les exploitations de l'Etat Blanc Russe. Ici encore il est permis de se demander si l'ensemble des biens existant en U. R. S. S. n'appartient pas à l'Union plutôt qu'à la République. Ce sont les organes de l'Union qui posent les principes généraux de l'exploitation et de l'usufruit de la terre, ainsi que ceux de l'usufruit du sous-sol, des forêts et des eaux sur le territoire de l'U. R. S. S. (alinéa M, article 1). Or, le régime communiste confond deux notions que les peuples capitalistes distinguent soigneusement : le *dominium*, la propriété et l'*imperium*, la souveraineté. Toute richesse est la chose de la collectivité et plus particulièrement à la collectivité chargée d'organiser la production. Comme c'est l'Union des Républiques soviétiques qui a cette compétence, c'est à elle qu'appartiennent les biens du territoire qu'elle dirige et non pas à telle ou telle République. Les forêts, les terres, les banques de la Russie Blanche sont en réalité la propriété de l'Union qui en abandonne le produit à la République.

Les organes de l'Union peuvent même répartir les dépenses et les recettes locales.

Article 83 : Toutes les recettes et dépenses locales sont comprises dans les budgets locaux, conformément à la législation générale de l'Union et à celle de la République.

Ceci constitue l'ingérence la plus considérable de l'Union dans les affaires de la République. En France, pays unitaire,

ce sont les conseils d'arrondissement qui se chargent de la répartition des impôts entre les communes. Sans doute, rien ne garantit dans la Constitution qu'il en sera toujours ainsi. Mais les choses ne paraissent pas devoir se modifier à ce point de vue. En U. R. S. S., Etat d'apparence fédérale, la Constitution elle-même prévoit l'immixtion possible du pouvoir central dans les budgets des localités.

Il faut d'ailleurs remarquer que la compétence des Républiques en matière budgétaire tend à s'élargir. Jusqu'en 1923-24, les dépenses des Républiques étaient couvertes par l'Union. Les membres fédérés n'avaient pas de budget propre. C'est seulement le 29 octobre 1924 que le Comité central exécutif de l'Union vota une loi concernant l'organisation budgétaire des Républiques fédérées. Même depuis celle-ci d'ailleurs, les Républiques n'ont pas d'autre budget que celui à elle consenti par l'Union. Le budget de l'Union est unique : il se subdivise en huit parties.

La première se compose du budget général de l'Union, lequel comprend 25 % de toutes les recettes et dépenses de l'Etat soviétique.

Les sept dernières parties sont formées des budgets des sept Républiques (*Prométhée*, août 1928, p. 21 à 23).

M. Sologoub, juriste soviétique, constate lui-même la tutelle que l'Union exerce sur les Républiques en matière budgétaire. « Sans l'approbation définitive des Soviets centraux, le droit budgétaire n'existe pas. La seule prérogative des collectivités fédérées consiste à préparer les comptes servant de base à l'établissement du budget unique de l'Union : ainsi chaque République est réduite à l'état d'une simple filiale de l'organisation centrale, tel un service local instauré par une entreprise quelconque. »

Parmi ces autres prérogatives essentielles, le C. C. E. panrusse a toute compétence pour régler les questions intéressant les Républiques autonomes, faisant partie de la République russe. Il approuve leur constitution, il règle les différends existant entre les Républiques autonomes, ou entre les Républiques autonomes et les autres membres de la Fédération. (Article 16, article 17 de la Constitution de la R. S. F. S. R.)

Ici encore la symétrie entre les pouvoirs de la République

russe et des autres membres de la Fédération sur les Républiques autonomes et d'autre part les pouvoirs de l'Union sur les Républiques fédérées est rigoureuse. Article 1^{er}, alinéa B de la Constitution de l'U. R. S. S. : Il appartient à l'Union de régler les questions relatives aux modifications de frontières entre les Républiques fédérées ; et plus loin alinéa X : Il appartient à l'Union de trancher les questions litigieuses entre les Républiques fédérées.

Le rapprochement de ces textes fait ressortir à quel point, si chaque République dispose de ses régions autonomes à sa fantaisie, le pouvoir de l'Union est absolu sur les membres fédérés. Chaque République est le juge suprême des litiges éclatant entre ses Républiques et Territoires autonomes. Elle règle à sa guise leurs frontières, détermine si tel peuple forme un tout assez homogène ayant des mœurs assez caractéristiques, une langue assez cristallisée et surtout un degré de civilisation suffisant pour mériter le nom de nation. L'Union a sur les Républiques fédérées des pouvoirs sensiblement identiques. La Constitution de l'Union reconnaît la souveraineté des Républiques en tenant compte des limitations établies par la présente Constitution. La limitation que nous étudions ici nous paraît particulièrement considérable : l'Union reconnaît la souveraineté des Républiques, mais elle peut à son gré augmenter le territoire de l'une, au détriment de l'autre. Elle peut même ériger une collectivité autonome d'une République aux membres fédérés : le Tadjikistan, après avoir été une région autonome, est devenu une République ; enfin il a été élevé à la dignité de République fédérée de l'U. R. S. S. L'Union n'a, il est vrai, usé que cette seule fois de son pouvoir magique de transformer une région autonome en République fédérée, mais cela suffit à créer un précédent et il n'est pas douteux que constitutionnellement rien ne s'oppose à ce que l'Union ait cette compétence.

Il existe une contradiction entre la Constitution de la R. S. F. S. R. et celle de l'U. R. S. S. D'après la première, c'est le C. C. E. panrusse qui règle les différends éclatant entre les membres de la Fédération même lorsque la République russe est partie au conflit. Or, il appartient à l'Union de régler les litiges entre les Républiques fédérées. Cette anomalie s'explique

historiquement : depuis 1918 jusqu'en 1923, la R. S. F. S. R. a exercé une sorte de protectorat sur les autres Républiques soviétiques. Or, la Constitution de la République russe date de 1918, il n'est donc pas étonnant que d'après ce texte, l'Etat protecteur soit le seul juge des litiges éclatant ou bien entre lui-même et les Etats protégés, ou bien entre les Etats protégés. L'Union s'est à cet égard substitué à la R. S. F. S. R.

Le pouvoir des Républiques sur les collectivités autonomes qui en font partie s'est accru depuis le quatorzième congrès panrusse. La résolution prise à la fin de celui-ci affirmait au contraire qu'une ère de décentralisation allait s'ouvrir. La nouvelle répartition administrative qui supprimait les anciens gouvernements et les remplaçait par des circonscriptions plus larges, les Territoires, était interprétée comme une extension des droits d'organes locaux de l'administration soviétique. Cette interprétation de modification constitutionnelle apparaît bien dans la nouvelle rédaction de l'article 13 : alors qu'auparavant l'article 13 se bornait à constater le principe des nationalités, en autorisant ces nationalités à se diviser, en vertu d'une décision de leurs congrès des Soviets ratifiée par les organes suprêmes de la République russe, depuis le quatorzième congrès panrusse un alinéa ajouté au début de l'article reconnaît le droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes jusqu'à la sécession : il proclame que la République russe s'unit aux peuples allogènes par la formation à l'intérieur de la République de Républiques et de régions autonomes.

Le deuxième alinéa de l'article 13 était rédigé de la façon suivante : « La R. S. F. S. R. reconnaît à ses nationalités le « droit de se diviser, en vertu d'une décision de leurs congrès « de Soviets, ratifiée par les organes suprêmes de la République « russe en Républiques et régions autonomes ».

D'après le nouvel article 13, cette ratification des organes de la République de Russie ne semble plus exigée. Ainsi le droit des neunes à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la sécession est proclamé par le premier alinéa du nouvel article 13 et la rédaction ambiguë du deuxième alinéa : « La République russe s'unit à ces nationalités », permettrait de supposer que les peuples de la R. S. F. S. R. peuvent librement s'en détacher et même sortir de l'Union. Il n'est pas difficile de démontrer, non

seulement qu'il n'en est pas ainsi, mais encore que la République russe est plus centralisée depuis 1927.

Remarquons d'abord que le nouvel article 17 de la Constitution de la R. S. F. S. R. donne au C. C. E. panrusse les pouvoirs les plus étendus. Il ne fait d'ailleurs que développer ce qui était contenu dans l'ancien texte : sont de la compétence du C. C. E. panrusse la ratification des décisions des congrès des Soviets des diverses nationalités touchant leurs divisions en Républiques et régions soviétiques autonomes, et l'approbation de leur Constitution, celle des modifications et des compléments de ces Constitutions et le règlement des différends entre les Républiques autonomes. L'organe central des Républiques conserve donc bien la possibilité de distribuer à son gré l'autonomie aux peuples allogènes.

D'autre part, d'après l'alinéa B du même article 17, c'est le C. C. E. panrusse qui règle les frontières entre les Républiques autonomes.

Au chapitre 4 de la Constitution nous trouvons l'article 45 également modifié par le quatorzième congrès. Il est intéressant d'en comparer les deux rédactions.

Ancien article 45 : « Le pouvoir suprême est exercé dans les limites du territoire de chaque République autonome par le congrès des Soviets de la République et dans l'intervalle entre les congrès par le Comité exécutif central élu par ses Assemblées. »

Article 45 nouveau : A l'unique paragraphe de l'ancienne rédaction un deuxième a été ajouté, il s'exprime ainsi : « Les décisions des congrès des Soviets et des C. C. E. des Républiques autonomes peuvent être annulées et modifiées par le C. C. E. panrusse ».

On voit quelle est devenue l'emprise des organes de la R. S. F. S. R. sur les organes de la République autonome.

On peut se demander alors en quoi consiste l'autonomie des communautés nationales, dont les organes voient leurs décisions modifiées ou annulées par un organe central qui a toutes les compétences. J'estime en réalité que cette autonomie n'existe pas. Telle contrée de l'U. R. S. S. peuplée d'individus de même race, parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs, élisent des représentants à un congrès dont la tâche

principale, pour ne pas dire unique, est le développement de la civilisation particulière à la communauté. La République autonome est organisée à l'image des Républiques fédérées, elle possède un commissariat de l'instruction publique. Celui-ci, sous la direction du commissariat de l'Union, cherche à étendre la culture nationale, crée des écoles et des universités. Lorsque la nation ne forme qu'un Territoire autonome, elle est dirigée par les mêmes organes que les circonscriptions administratives ordinaires, c'est-à-dire qu'elle nomme un congrès des Soviets lequel délègue ses pouvoirs à un comité exécutif. Combien la politique des nouveaux dirigeants de l'Union s'est montrée à cet égard plus adroite que celle des Tzars ! Alors que ces derniers russifiaient leur Empire, les chefs bolcheviks font de réels efforts pour que renaissent les civilisations nationales. Mais d'autonomie administrative proprement dite, on n'en voit nulle part.

Un institut des représentants des Républiques autonomes chargé de coordonner leur activité et de guider la politique nationale sur place a été créé auprès du Comité central exécutif panrusse, au sein duquel existe une section des nationalités. Le Comité exécutif de la R. S. F. S. R. provoque périodiquement les conférences de ces représentants nommés par les Comités exécutifs des Républiques et des régions autonomes (p. 71, Guide du commerçant et de l'industriel en U. R. S. S.).

Mais si les chefs bolcheviks ont incontestablement développé la politique nationale des peuples allogènes, ils entendent bien diriger celle-ci à leur guise. Le titre de République donné à une contrée est décoratif et flatte le peuple qui l'habite. De plus, c'est une occasion de distribuer des fonctions honorifiques à un certain nombre de personnages influents.

Arkhipov, théoricien bolchevik, a construit tout un système à propos des droits comparés des Républiques fédérées et des Républiques autonomes : « La plénitude des droits des membres « de l'Union appartient, dit-il, aux Républiques fédérées. Les « Républiques autonomes sont des membres du deuxième degré « et les régions autonomes du troisième. En effet, ces unités « participent à l'élection du congrès de l'Union aussi bien qu'à « l'élection du congrès de leurs propres fédérations. En outre, « les représentants des unités autonomes peuvent assister aux

« séances du C. C. P. de l'Union et participent à la formation « du conseil des nationalités ». (P. 88, 90, op. cit., par M^{me} Zasztovt Sukiennicka, dans sa thèse *Le Fédéralisme en Europe Orientale*, p. 206.)

En étudiant la Constitution de l'Union, nous verrons que les unités nationales autonomes envoient en effet des représentants à un organe de l'Union présentant une physionomie toute particulière : le Conseil des nationalités. C'est même en cela que consiste la principale supériorité des collectivités dites autonomes sur les circonscriptions administratives ordinaires. Mais, à mon avis, Arkhipov commet une erreur en prétendant que les communautés nationales participent à la formation du congrès national des Soviets. D'après l'article 9 de la Constitution de l'U. R. S. S., le congrès des Soviets se compose des représentants des congrès des Soviets des Territoires, des Républiques et des régions autonomes (1) à raison d'un député par 125.000 habitants.

Les Républiques autonomes ne sont donc pas représentées aux Soviets de l'Union en tant que Républiques mais parce qu'elles constituent une circonscription administrative. D'ailleurs Arkhipov lui-même admet que l'unité fondamentale de l'U. R. S. S. est la région, abstraction faite de l'organisation des unités nationales.

Je me refuse, en outre, à me ranger à l'avis d'Arkhipov lorsque celui-ci affirme que les Régions autonomes ne sont pas du même degré que les Républiques autonomes. Les Républiques ne sont pas forcément constituées de Régions plus vastes que les Territoires ; nous verrons que leur constitution administratives est la même. Les unes comme les autres envoient des représentants au congrès général des Soviets de l'Union. Les unes comme les autres sont au même échelon de la hiérarchie administrative. Sans doute la représentation des Républiques autonomes n'est pas exactement la même au conseil des nationalités que celle des Territoires autonomes. Mais il ne s'ensuit pas que le Territoire autonome ne soit pas

(1) Il faut considérer comme absolument synonymes les termes « régions » et « territoires ». Ils désignent les mêmes circonscriptions administratives dotées ou non d'autonomie.

du même degré que la République. Il y a là une différence d'importance mais non de nature.

Les Républiques auraient, d'après les théoriciens soviétiques, une compétence législative alors qu'il faudrait refuser celle-ci aux Territoires autonomes ; or, avec la confusion absolue du pouvoir qui règne en U. R. S. S., comment admettre une pareille doctrine. Les Républiques autonomes ont des organes plus perfectionnés certes que ceux des Territoires autonomes, mais leur compétence est exactement la même. Quant aux Républiques fédérées, elles sont certainement d'un degré supérieur à celui des collectivités que nous venons d'examiner ; mais y a-t-il un abîme entre les droits du membre de l'Union et ceux de la nation dotée de droits politiques à l'intérieur des Républiques fédérées ? Celles-ci ont-elles la souveraineté ? C'est une question qui ne pourra être résolue qu'à la fin de cet ouvrage.

Les C. C. E. ne gouvernent pas seuls les Républiques fédérées. Ils sont aidés dans cette tâche par les commissaires du peuple ; ceux-ci se réunissent sous la présidence de l'un d'eux pour former le conseil des commissaires du peuple (C. C. P.).

Si l'on peut se permettre une comparaison entre les Constitutions soviétiques et les autres Constitutions, un commissaire du peuple est en U. R. S. S. à peu près ce qu'un ministre est dans n'importe quel autre Etat. Mais il ne faudrait pas pousser trop loin ce rapprochement. A cause de la confusion absolue des pouvoirs en U. R. S. S., chaque commissaire, dans la limite de son département et en suivant les instructions générales du C. C. E., a certainement la compétence nécessaire pour faire des actes qui paraîtraient être des lois à nos esprits occidentaux. D'autre part, les commissaires du peuple sont soumis beaucoup plus au C. C. E. que nos ministres ne le sont aux Chambres. Sans doute nos ministres sont-ils responsables devant le Parlement ; sans doute doivent-ils répondre de la façon dont ils ont géré les intérêts de l'Etat. Mais les Chambres ne leur donnent que très rarement des mandats impératifs. Elles se contentent en général d'approuver ou de désapprouver ce qui a été fait par les ministres.

En U. R. S. S. il n'en va pas de même : les commissaires

du peuple n'ont d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont donnés par le C. C. E.

Enfin et surtout les ministres en France et dans tous les pays à Constitution libérale, sont les subordonnés d'un homme auquel appartient le pouvoir exécutif, qu'il s'appelle roi ou président de la République. La loi est faite par les Chambres, elle est promulguée par ce chef du pouvoir exécutif assisté de ses ministres. En U. R. S. S. les lois générales sont faites par le C. C. E. ; il confie habituellement leur promulgation au conseil des commissaires du peuple. S'il entend se charger lui-même de ce coin, rien dans la Constitution ne l'en empêche.

Par contre, sur les points qui n'ont pas été réglementés par le C. C. E., les commissaires du peuple peuvent faire des actes de réglementation générale sans être, comme le président de la République en France, astreint à de certaines limites. Le chef du pouvoir exécutif ne rend des décrets portant règlement d'administration publique qu'en vertu d'une disposition spéciale d'une loi. Il ne peut édicter la deuxième catégorie de décrets généraux, les décrets réglementaires, qu'à la condition de rester dans le cadre général de la législation ; il ne peut imposer aucune limitation à la propriété privée et aux droits individuels.

Il n'y a pas de restriction de cette sorte à l'activité des commissaires du peuple en U. R. S. S. Les commissaires du peuple peuvent prendre dans la mesure des droits qui leur sont donnés par le C. C. E. toutes les dispositions législatives ou administratives qu'ils veulent. Le C. C. E. naturellement aura le pouvoir d'annuler ou de réformer celles-ci, mais *a priori* elles sont valables.

Ainsi donc, le C. C. P. joue dans une certaine mesure le rôle du président de la République française. Mais alors que celui-ci est pleinement indépendant du pouvoir législatif, le C. C. P. est étroitement subordonné au C. C. E. Par contre, le C. C. P. a plus de pouvoirs que le président de la République française, en ce sens qu'il peut faire des actes législatifs proprement dits, alors que pareille chose est impossible à notre pouvoir exécutif.

Les membres fédérés de l'Union ne possèdent des commissariats que pour les affaires n'ayant aucun caractère

international ou ne présentant pas un intérêt général de premier plan.

L'Union est seule à avoir des commissariats des affaires étrangères de la guerre et la marine, du commerce extérieur, des voies et communications, des postes et télégraphes.

Parmi les commissariats dont sont dotées les Républiques fédérées, il en est qui correspondent aux commissariats dits unifiés de l'Union. Ceux-ci touchent à des questions s'étendant à toute l'U. R. S. S. L'Union doit donc, au moins dans leurs grandes lignes, les administrer.

Les commissariats unifiés sont : le conseil supérieur de l'économie nationale, du ravitaillement, du travail, des finances, de l'inspection ouvrière et paysanne et du commerce intérieur. Les commissariats correspondants des Républiques membres sont les subordonnés des commissariats unifiés de l'Union et exécutent leurs ordres sur le Territoire de la République.

Les commissariats uniques sont également représentés au sein des Républiques ; des organes nommés par les commissariats de la guerre, des voies et communications, etc., sont placés auprès des Gouvernements des Républiques fédérées ; ils ont des agents dans les Républiques autonomes qui assurent l'exécution des ordres venus de l'Union. Ainsi par exemple l'article 5 de la Constitution bouriate-mongole s'exprime en ces termes : « La direction des affaires militaires est confiée à un commissariat de la guerre bouriate-mongole, relevant du commissariat régional le plus rapproché ».

Quant aux commissariats des affaires étrangères et du commerce extérieur, leur caractère purement international fait qu'ils n'ont aucun besoin d'avoir des sous-ordres à l'intérieur de l'Union.

Les Républiques possèdent en outre des commissariats autonomes. Ceux-ci sont purement d'intérêt local. Ils comprennent les commissariats de l'intérieur, de la justice, de l'agriculture, de la prévoyance sociale et de l'hygiène publique.

De même pour les commissariats de l'intérieur, de l'agriculture, etc., les Républiques autonomes ne relèvent pas des commissariats correspondants de la République fédérée. Au contraire, sont soumis aux commissariats des membres de l'Union les commissariats suivants des Républiques auto-

nomes : travail, conseil supérieur d'économie nationale, finances, commerce, inspections ouvrière et paysanne.

On retrouve donc encore ici un parallélisme rigoureux entre la subordination des Républiques membres à l'Union et des Républiques autonomes aux Républiques membres. Les commissariats uniques de l'Union ont auprès des Républiques fédérées des délégués qui relèvent d'eux directement (art. 53). Les commissariats unifiés de l'Union ont comme agents d'exécution sur le territoire des Républiques fédérées les commissariats correspondants de ces Républiques (article 54).

De même les commissariats des Républiques fédérées ont la direction des commissariats des Républiques autonomes qui dépendent d'eux et sont en somme les exécuteurs serviles de leurs ordres. Toutefois les commissariats unifiés des Républiques autonomes peuvent faire suspendre les décisions illégales de ces derniers en en appelant au Comité exécutif central de la République fédérée.

Les instructions des commissariats unifiés de l'Union arrivent donc jusqu'aux commissariats des Républiques autonomes par l'intermédiaire des commissariats des Républiques fédérées. Les commissariats unifiés d'une République fédérée sont soumis, en même temps qu'aux commissariats correspondants de l'Union, au C. C. E. de la République. Et, fait assez curieux, ce dernier prédomine même sur le commissariat de l'Union. En effet, lorsqu'une décision du commissariat unifié d'une République est fondée sur les instructions précises du C. C. E. de la République, le commissariat unifié correspondant de l'Union ne peut pas l'annuler (article 43 de la Constitution de la R. S. F. S. R. *a contrario*).

Les Républiques autonomes ont exactement les mêmes commissariats autonomes que les Républiques fédérées. En ce qui concerne les affaires purement locales, les commissariats des Républiques fédérées ne relèvent pas de ceux de l'Union, pas plus que les commissariats des Républiques autonomes ne dépendent de ceux des Républiques fédérées. Mais il ne faudrait pas en conclure que pour les affaires intéressant ces commissariats, les Républiques fédérées sont indépendantes de l'Union, et les Républiques autonomes des Républiques fédérées. Les commissariats autonomes des membres de l'Union

relèvent du C. C. E. de la République. Or, celui-ci est étroitement subordonné au C. C. E. et au C. C. P. de l'Union, qui ont toutes les compétences, y compris celles qui concernent les Républiques autonomes. Par le C. C. E. de la République les organes de l'Union agissent donc sur les commissariats autonomes de la République.

Pour la même raison, l'impossibilité pour un commissariat unifié de l'Union d'annuler une décision conforme aux directives du C. C. E. de la République n'a pas une grande importance au point de vue de la cohésion de l'U. R. S. S. Il suffit au C. C. E. ou au C. C. P. de l'Union d'agir auprès du C. C. E. de la République pour qu'il annule les ordres qu'il a donnés à son commissariat.

Si par les C. C. E. des Républiques fédérées les organes de l'Union ont des moyens d'action sur les commissariats autonomes des Républiques, le C. C. E. d'une République fédérée peut de même diriger les commissariats autonomes des Républiques autonomes par l'intermédiaire du C. C. E. de la République autonome.

Pour rendre plus étroite la liaison entre les différents commissariats de l'Union et ceux de la République, deux décrets du C. C. E. de l'U. R. S. S. des 4 et 13 février 1931 ont créé une triple série de commissions : les C. C. P. des Républiques fédérées nomment leurs représentants auprès du C. C. P. de l'Union. Ceux-ci prennent part aux séances du C. C. P. de l'Union avec voix délibératives.

Les C. C. E. des Républiques membres envoient les représentants auprès des comités centraux des autres Républiques.

D'autre part, le comité central des Républiques sera représenté également auprès des organes des Républiques autonomes.

Les commissions nommées par les Républiques auprès du C. C. P. de l'Union renforcent assurément le pouvoir des Républiques vis-à-vis de celui de l'Union, puisque les membres de ces commissions ont voix délibératives. Toutefois il ne faut pas oublier que le C. C. P. de l'Union est subordonné à son C. C. E. où les Républiques n'ont aucun représentant.

La deuxième série de commissions est sans doute destinée à assurer une collaboration plus complète entre les organes des

Républiques. Mais le rôle de ces commissions n'est-il pas également de faire surveiller l'activité révolutionnaire de chacun des membres de l'Union par les autres membres ? En effet, ces commissions, dites commissions d'exécution, « ont pour but, dit le décret, de vérifier l'exécution des directives du gouvernement ». Ainsi les Républiques se contrôlent les unes les autres ; on est même tenté de dire qu'elles s'espionnent.

Quant à la troisième série de commissions, celles que nomment les Républiques fédérées auprès des Républiques autonomes, elles assurent une subordination plus absolue des Républiques autonomes aux Républiques fédérées.

CHAPITRE VI

ORGANISATION JURIDIQUE DES COMMUNAUTÉS NATIONALES

Les sept Républiques de l'U. R. S. S., bien qu'ayant la même organisation générale, ont chacune leur physionomie particulière : l'Empire russe était centralisé et unitaire, nous pouvons affirmer dès maintenant que l'U. R. S. S. présente à beaucoup de points de vue une grande concentration de pouvoirs au profit des organes fédéraux. Mais l'autre caractéristique de l'Empire russe, l'unification, a complètement disparu de l'Union soviétique.

La République fédérative russe domine les autres membres de l'Union d'une façon écrasante. Avec ses 101 millions d'habitants, elle est assurée d'avoir une grosse majorité au congrès général des Soviets. L'hégémonie de la R. S. F. S. R. s'accroît encore du fait que les ouvriers sont plus nombreux en Russie que dans les autres Républiques, sauf toutefois en Ukraine. Or, les congrès de rayon, d'arrondissement, de région sont autant de filtres qui arrêtent les éléments paysans pour laisser passer de plus en plus abondamment les éléments ouvriers. L'Ukraine seule a une population ouvrière plus nombreuse proportionnellement que celle de la République de Russie. Les citoyens forment environ deux dixièmes du peuple ukrainien, alors qu'en Russie les ouvriers ne sont que le 1,6 dixième de la population totale. Mais les ouvriers russes sont encore 16.000.000, alors que les ouvriers ukrainiens sont au nombre de 6.000.000 environ.

Les villes sont très disséminées dans la Fédération transcau-

casienne et les Républiques du Turkestan. Les délégations de ces membres de l'Union sont donc réduites non seulement à cause de la faiblesse numérique de leur population, mais encore à cause de sa composition.

Le même raisonnement s'applique d'ailleurs à la République fédérative russe, les Grands-Russes ayant tous les pouvoirs politiques, d'abord parce qu'ils sont 70.000.000 et ensuite parce que sur ces 70.000.000 il y a plus de 10.000.000 d'ouvriers. Si l'on regarde une carte de la R. S. F. S. R., on s'aperçoit en effet que l'Ouest de celle-ci, c'est-à-dire la région principalement occupée par les Grands-Russes, est constellée de villes, alors que dans toute la Sibérie celles-ci sont fort rares. Les Russes gouvernent donc la R. S. F. S. R. et la R. S. F. S. R. dirige l'Union. Comme au temps du Tzar, un peuple élu commande aux innombrables nations de l'Empire.

Tous les Territoires de la République de Russie où des Russes habitent en grande majorité sont soumis directement aux organes de la République par le seul intermédiaire des congrès de la région, de l'arrondissement et du canton, lesquels ne sont que de simples agents d'exécution. Lorsque la population d'une région forme une nation, elle constitue une communauté autonome, République ou Territoire. Nous avons vu qu'il n'y avait pas une grande différence d'auto-administration entre une simple région d'une part, et un Territoire autonome, voire même une République d'autre part. Toutefois les organes centraux des Républiques autonomes s'occupent activement du développement culturel du pays.

Le décret de janvier 1918 du conseil des commissaires du peuple proclama l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie et le libre développement des minorités nationales. De par cet acte, la République de Russie devenait de l'Etat unitaire qu'elle était un Etat fédératif, mais il restait encore à dire quels peuples formaient des nations assez civilisées et homogènes pour avoir droit à l'autonomie. Il fallait délimiter le territoire où allaient s'épanouir les civilisations que les Bolcheviks ressuscitaient.

La République tartaro-bachkire fut créée la première en 1918, le 30 mars, donc quelques mois après le décret de janvier. Les débuts de cette République furent particulièrement

pénibles, les troupes tchécoslovaques occupaient au moment de la formation de cette communauté autonome la majeure partie de son territoire. D'ardents combats se livrent sous les murs de Kasan. Trotsky, dont l'indomptable énergie est arrivée à discipliner les troupes indisciplinées et loqueteuses qui formaient l'armée rouge, s'empare de la ville. Les Tchécoslovaques se replient vers Samara, où ils ont établi un Gouvernement.

A Oufa, un congrès d'intellectuels musulmans s'était réuni au temps du règne éphémère de Kerensky. Les Bolcheviks le dispersèrent. Pourtant cette Assemblée avait pour but unique de favoriser le développement de la civilisation musulmane parmi les populations tartares et bachkires. Alors que le Gouvernement de Kerensky fit preuve d'une intransigeance notoire vis-à-vis des séparatistes d'Ukraine et de Russie Blanche, il avait montré un incontestable libéralisme vis-à-vis des peuples musulmans. Il suivait d'ailleurs l'exemple des Tzars qui non seulement n'avaient pas cherché à étouffer le particularisme des régions musulmanes de la Volga, mais l'avaient développé.

Si les Bolcheviks avaient l'intention de stimuler ou de réveiller les civilisations nationales des allogènes de l'Empire, ils avaient la ferme intention de détruire tous les éléments bourgeois de ses peuples. Mais ces deux buts sont bien souvent contradictoires, car en général les intellectuels d'une nation se recrutent parmi sa bourgeoisie. C'est pourquoi en supprimant l'Assemblée d'Oufa les Bolcheviks s'attaquèrent-ils au développement culturel de la région tartaro-bachkire. Une fois de plus le principe des nationalités a cédé le pas à celui de la dictature du prolétariat.

Moscou a cherché à stimuler les aspirations nationales des musulmans de la Volga en créant la République tartaro-bachkire, afin de trouver un appui parmi les Tartares et les Bachkires dans sa lutte contre les Tchécoslovaques et les troupes Blanches. Mais Lénine a détruit ensuite le groupement qui représentait le plus exactement ces aspirations.

Au cours des années 1918-1919 et 1920, un certain nombre de communautés autonomes sont créées par le Gouvernement bolchevik. Ce sont celles des Tchouvaches, des Allemands de

la Volga, des Kalmouks, des Kirghiz, la République des Montagnards, le Daghestan et la République des Yakoutes.

A cette époque d'ailleurs il y avait pratiquement encore moins de différence entre les communautés autonomes et les Républiques fédérées qu'à l'heure actuelle. Sans doute les Républiques fédérées jouissaient-elles, en théorie tout au moins, d'un statut international, à la condition que leur activité fut contrôlée par la R. S. F. S. R. Au contraire, les communautés nationales autonomes n'étaient encore que de simples circonscriptions administratives et se différenciaient très peu des anciennes provinces. Mais en réalité, les choses se passaient identiquement, par exemple en Ukraine, République alliée, et dans la République des Kalmouks, communauté autonome. Les territoires des deux Républiques étaient occupés en partie par les armées Blanches. Dans la région où combattaient les Bolcheviks le commandement militaire était tout puissant, et comme il était centralisé entre les mains des dirigeants de Moscou l'autonomie des Républiques alliées était aussi réduite que celle des Républiques autonomes.

A la fin de 1921, les armées rouges ont à peu près définitivement triomphé de leurs ennemis. Au début de l'été 1920 elles pénétrèrent sur le territoire de la Carélie orientale. Le traité de Youriew, entre la Finlande et la R. S. F. S. R., abandonne la Carélie orientale au Gouvernement soviétique et aussitôt les chefs bolcheviks en font une commune autonome ; entre régions autonomes et communes autonomes, il n'existe aucune différence : elles ont la même organisation, les mêmes organes locaux et jouissent de la même autonomie restreinte.

Par un décret du 22 juillet 1921, la République de Crimée est constituée.

Le 5 février 1921, les Votiaks forment une communauté autonome ; le 3 octobre 1921, la région des Zyrianes, par un décret du C. C. E. panrusse, devient autonome ; elle se compose de la majeure partie de l'ancien Gouvernement d'Arkhangel et du district de Petchersk.

Le 9 janvier 1922, le conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R. détache de la République d'Extrême-Orient, la province bouriatio-mongole. Le 16 janvier 1922 la province des Kabardins-Balkares cesse de faire partie de la République

des Montagnards pour devenir une unité autonome de la R. S. F. S. R. Le 12 janvier 1922, le comité exécutif de Russie a agi de même, vis-à-vis des provinces unies des Tcherquesses et des Karatchèves : Karatchèves, Tcherquesses, Nogaïs, Ossètes, Juifs des montagnes et Cosaques, malgré la diversité de leurs langues, ont des affinités de culture, qui assurent, disent les *Izvestia* (31 janvier 1922), leur prompt développement.

Une effroyable famine décime d'ailleurs à cette époque toutes les populations d'U. R. S. S. et fait, particulièrement chez les peuples allogènes, moins organisés que les Russes, des ravages considérables.

De 1921 à 1928 le gouvernement de Moscou découvre sur le territoire de Russie de multiples groupements ethniques présentant des caractéristiques assez nettes pour former des régions ou des Républiques autonomes. Ce sont : le 27 juillet 1922, la région des Adyenis, le 30 novembre 1922, le territoire des Tchetchenes, la République des Oïrato-Habkasses, en 1922, la région des Ossètes du Nord et celle des Ossètes du Sud, la même année. Le Territoire des Karokalpaks, détaché en 1924 de la République des Kazaks, forme également une communauté autonome. Enfin, en 1928, il était créé une Région dite des Tcherquesses.

D'ailleurs, sur tout le territoire de l'U. R. S. S. des essais ont été faits en vue de grouper les individus de même langue et de même culture autour d'un centre politique. D'innombrables nébuleuses de Républiques soviétiques en voie de formation s'agglomèrent ainsi au sein de l'Union. Après n'avoir été qu'un arrondissement doté d'une certaine autonomie en matière culturelle, la communauté à laquelle se réunissent d'autres populations de caractères ethniques identiques peut devenir une région et même une République. En septembre 1923, un territoire de Kouroukan en Sibérie Centrale a été ainsi constitué. Il comprenait des peuples qui, bien que de races différentes, avaient été amenés par l'identité de la vie et un voisinage constant à prendre les mêmes coutumes. Les Toungousses, les Ostiaks et les Tartares de cette région mènent tout le long de l'Iénisseï, l'existence de pasteurs et de chasseurs de fourrures.

Les Coréens vivant dans les contrées avoisinant le fleuve

Amour ont le 16 novembre 1924 également tenu un congrès. Les rapports présentés à celui-ci ont parlé de la nécessité de grouper tous les Coréens de la région de l'Amour, de créer des communes de travail, des collectives qui auront à s'occuper d'élever le niveau de culture des éléments coréens dispersés sur le territoire soviétique d'Extrême-Orient.

Les Mordviens qui habitent au nombre de plusieurs millions les bords de la Moyenne-Volga ne forment en général pas des groupements assez importants pour constituer des circonscriptions autonomes. Toutefois, un district de l'arrondissement de Penza portait leur nom. Le 9 décembre 1927, le C. C. E. panrusse élevait le territoire habité par les Mordviens à la dignité de région autonome.

Les groupements tartares des environs d'Astrakan, les Kalmouks de la frontière mongolo-russe, tous les groupements allogènes de l'U. R. S. S., possèdent ainsi des Soviets nationaux. L'autorité de ceux-ci ne s'étend parfois que sur un rayon ou sur un arrondissement, mais chaque peuple, si peu nombreux soit-il, possède, dès qu'il se différencie des populations qui l'avoisinent, un Territoire où l'on cherche à développer sa culture et où l'administration parle sa langue.

La circonscription administrative gouvernée par tel Soviet national peut donc être soit un Territoire, soit une subdivision inférieure au territoire. La R. S. F. S. R. comprend actuellement dix Territoires, onze Républiques et sept Régions autonomes du type supérieur, c'est-à-dire dépendant directement de la République fédérée. Les Territoires non autonomes englobent toutes les terres habitées par les populations grands-russes. Ce sont : le Territoire du Nord-Ouest, capitale Léninegrad ; le Territoire du Centre, capitale Moscou ; le Territoire de Basse-Volga, capitale Saratov ; le Territoire de Moyenne-Volga, capitale Samara ; le Territoire de Terre-Noire, capitale Voronège ; le Territoire du Caucase du Nord, capitale Rostov ; le Territoire de l'Oural, capitale Tobolsk ; le Territoire de Sibérie occidentale, capitale Omsk ; le Territoire de Sibérie orientale, capitale Irkoutsk ; le Territoire d'Extrême-Orient, capitale Vladivostock.

Les Républiques autonomes relèvent toutes directement, sauf celles des Kalmouks, du Gouvernement de la République fédérée. Elles sont dans la hiérarchie soviétique de l'échelon du

Territoire. La République des Kalmouks seule a été rattachée au territoire de Basse-Volga par le décret du C. C. E. panrusse du 8 mai 1928. Cette République, après avoir été complètement autonome après sa création, est maintenant soumise non plus à l'autorité de la République, sans intermédiaire, mais au Gouvernement d'un Territoire.

Les dix Républiques autonomes sont : la République de Carélie, celle des Tchouvaches, la Tartarie, la Bachkirie, la République des Allemands de la Volga, la République des Kalmouks, le Daghestan, la République de Yakoutes, la Bouriatie-Mongolie et le Kazakstan. Chaque République possède cinq représentants au Soviet des nationalités.

Les Gouvernements des territoires autonomes du type supérieur sont également les subordonnés immédiats du Soviet de la République alliée. Ils ont chacun un représentant au Soviet des nationalités. Ce sont pour la R. S. F. S. R. : le territoire des Komis, celui des Votiaks, le territoire des Maris, des Oirats, des Kirghiz.

A ceux-ci s'ajoutent les Territoires des Ingouches, des Ossètes du Nord, des Kabardins Balkars et des Tchetchenes qui, bien qu'ayant un représentant au Soviet des nationalités, relèvent du Territoire du Caucase du Nord. Enfin, les Karo-kalpaks qui participent également à la formation du Soviet des nationalités, dépendent de la République des Kazaks.

D'autres communautés moins importantes ont été formées d'un seul arrondissement. Tel est le cas des Coréens de l'Amour, dont le Soviet reçoit les ordres des organes du territoire d'Extrême-Orient.

Enfin la région des Mordviens, par exemple, occupe l'étendue d'un district qui relève de l'arrondissement de Penza.

Toutes les Républiques soviétiques fédérées n'ont pas la même structure que la R. S. F. S. R. Il en est une qui est unitaire : c'est la Russie Blanche ; celle-ci comprend huit arrondissements qui se subdivisent en 101 rayons. « L'échelon territoire », correspondant à l'ancienne province, n'existe donc pas en Russie Blanche à cause de la faible étendue de cette République.

La République d'Ukraine comprend deux Territoires divisés en quarante-trois arrondissements. En outre, la République

autonome de Crimée lui a été rattachée le 24 décembre 1925. La République de Moldavie a été enfin constituée en 1924 d'une partie des arrondissements de Podolie et d'Odessa.

La République d'Usbekistan comprend sept arrondissements : arrondissements de Ferghana, de Samarkande, de Tachkent, du Zerafchan, de Kachkar Daria, du Chourokhan et du Choresme. Le cercle autonome du Kannibadam a été constitué dans le territoire de Ferghana. Kannibadam, ville des amandes, située au Sud-Ouest de Khodjent, est depuis fort longtemps célèbre par ses fruits qu'elle exportait, du temps du sultan Baber, jusqu'aux Indes.

Le Turkmenistan et le Tadjikistan sont divisés administrativement comme l'Usbekistan. La région autonome de Gorni-Rabagson a été formée dans le Tadjikistan.

La Fédération transcaucasienne est l'unité composante de l'U. R. S. S. présentant le caractère le plus particulier. La Transcaucasie est un groupement très décentralisé de Républiques fédérées du même rang que l'Ukraine ou la R. S. F. S. R. Alors que les Républiques autonomes de la R. S. F. S. R. sont soumises très étroitement au Gouvernement de Moscou, la compétence du pouvoir central étant la règle, celle des organes locaux l'exception, la République de Transcaucasie est organisée sur des principes tout opposés. Le Gouvernement de Tiflis n'a que les prérogatives qui lui ont été spécialement accordées par les Républiques de Géorgie, d'Azerbéidjan et d'Arménie.

Si les Républiques autonomes de Russie ont été créées par décret du C. C. E. panrusse, au contraire ce sont les Républiques de Géorgie, d'Azerbéidjan et d'Arménie qui ont constitué à Tiflis en décembre 1922 un Gouvernement fédéral.

Il n'y a de commissariats du peuple en Transcaucasie que pour un certain nombre d'affaires unifiées, limitativement énumérées par la Constitution. Ces affaires sont administrées par les plénipotentiaires de la République du Caucase.

Une conférence réunie sur l'initiative du Comité central du parti communiste d'Azerbéidjan en septembre 1921 a été la première étape vers un groupement des Républiques de Transcaucasie. La *Pravda* du 16 octobre s'exprime ainsi : « La conférence économique qui vient d'avoir lieu à Tiflis a jeté

« les bases d'une Union économique des Républiques du
« Caucase ; à cette conférence prirent part les représentants
« des cinq Républiques du Caucase ; Azerbéidjan, Arménie,
« Géorgie, Daghestan et République des Montagnards. En
« attendant la réunion prochaine d'un congrès économique, un
« bureau a été créé. Ce bureau aura pour mission de grouper
« les organes des chemins de fer du Caucase, d'étudier la
« question du commerce extérieur, de préparer un plan général
« d'irrigation du pays, et de son électrification ».

Soulignons le caractère économique de ce congrès. La République transcaucasienne qui, un an après, en a été la conséquence, présente également l'aspect d'un organe chargé spécialement d'améliorer les conditions de la production et du commerce dans les régions comprises entre la Caspienne et la mer Noire.

La République de Transcaucasie ne comprend plus aujourd'hui que les Républiques de Géorgie, d'Azerbéidjan et d'Arménie. La République des Montagnards a été morcelée et les communautés autonomes qui en sont issues ont été rattachées à la R. S. F. S. R. Seule l'Ossétie méridionale dépend actuellement encore de la Géorgie. Quant au Daghestan, il est une République autonome de la République fédérative russe.

La première République de la Fédération transcaucasienne est donc la Géorgie, à laquelle l'Abkhasie est liée par un traité. L'Abkhasie serait donc un intermédiaire entre la République autonome et le membre fédéré.

En effet, le fait qu'elle ait contracté avec la Géorgie, unité composante au premier degré de l'U. R. S. S., la différencie nettement des autres communautés autonomes. L'Abkhasie voit sa constitution garantie par un pacte ; son autonomie ne dépend pas de la seule volonté du C. C. E. géorgien. Elle forme avec la République fédérée une sorte d'Union. La Géorgie domine encore les régions autonomes d'Adjarie et d'Ossétie méridionale.

L'Azerbéidjan forme la deuxième République de Transcaucasie ; la circonscription autonome de Nakhitchevan lui a été rattachée. Cette communauté est toutefois séparée de l'Azerbéidjan par une portion du territoire arménien.

L'Arménie est une République unitaire qui ne présente aucune caractéristique spéciale.

Ce sont les chefs du parti communiste qui de Moscou font surgir ainsi des nationalités de la masse des populations d'U. R. S. S. Il est déconcertant de voir avec quelle facilité les dirigeants bolcheviks se sont immiscés dans les affaires des Républiques alliées. L'attitude du Gouvernement de la R. S. F. S. R. vis-à-vis des Républiques du Turkestan a été à ce sujet très significative.

Après la révolution d'octobre, trois Républiques s'étaient constituées au Sud-Est de la mer d'Aral : celle de Boukhara, la plus importante, celle de Choresmie ayant pour capitale Khiva, celle enfin du Turkestan au Nord, comprenant une partie du Territoire Kirghize et celui des Kara-Kirghiz.

La République de Turkestan, laquelle comprenait principalement des tribus à peu près exclusivement nomades, avait été rapidement soviétisée. Mais les Républiques de Choresmie et de Boukhara étaient restées dans un état intermédiaire entre le régime capitaliste et le régime soviétique (1). Maguerovsky disait à cette époque : « Boukhara n'est pas une République socialiste, mais ce n'est plus une République bourgeoise, c'est une transition vers la transition, — car l'Etat soviétique n'est lui-même qu'une transition — c'est un régime qui caractérise toute une série d'Etats qui sont encore des colonies ».

C'est ainsi que tout en proclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Bolcheviks, par la voix de leur commentateur, ne considèrent que comme des colonies les Républiques où les principes démocratiques de l'Europe occidentale ont gardé encore une ombre de prestige. L'article 4 de la Constitution de la République de Boukhara (1) admettait, en effet, la « souveraineté du peuple » et non pas le « pouvoir des travailleurs », c'est-à-dire que les bourgeois y étaient encore traités comme des citoyens. L'article 6 sanctionnait le droit illimité à la propriété et à l'héritage.

Mais d'autre part le système pyramidal des Soviets était en vigueur dans la République de Boukhara. La confusion des

(1) Sur les Républiques de Boukhara et de Choresmie, voir **Revue de droit public et de la science politique**, 1925, n° 42, M. Guetznévitch.

pouvoirs inaugurés par le Gouvernement bolchevik de Moscou y régnait.

La Choresmie se rapprochait bien davantage de l'U. R. S. S. quant à sa constitution. Le « pouvoir des travailleurs » y avait été proclamé. Si la liberté de la presse y existait encore en principe, les travailleurs avaient confisqué tout l'outillage des imprimeries et les journaux étaient sans exception utilisés à la propagande communiste.

Maguerovsky insistait sur le fait que ces Républiques devaient chercher un soutien idéologique et matériel auprès du prolétariat russe, présentant plus de cohésion, et mieux organisé pour la lutte de classes. C'est cette théorie qui a permis au Gouvernement de Moscou de s'introduire constamment dans les affaires intérieures des Républiques de Choresmie et de Boukhara, d'en remanier à son gré les territoires et finalement de les faire disparaître.

La Choresmie et la Boukharie étaient dans une situation juridique à nulle autre comparable. Elles étaient plus que des Républiques autonomes. La République de Boukhara avait été proclamée indépendante par le Gouvernement de Moscou le 4 mars 1921. Cette indépendance était déclarée sans réserve, et le droit du peuple de Boukharie à disposer de lui-même aurait dû en découler. Or, par un contrat avec la nouvelle République, la R. S. F. S. R. s'empara le jour même de la création de la Boukharie, du commerce et de l'industrie de l'Etat qui venait d'être fondé.

D'ailleurs la Choresmie et la Boukharie n'étaient pas reconnues comme « Républiques soviétiques sœurs ». Les *Izvestia* du 31 juillet 1923 donnent un aperçu du congrès du parti communiste de Choresmie qui s'était tenu à Khiva dans le courant de juillet. Le congrès décidait de hâter l'union économique et technique avec la Russie. C'était à ce prix-là seulement que devait s'accomplir la reconnaissance de la République de Choresmie, c'est-à-dire son admission au rang de République sœur.

Cependant la Constitution de Boukharie évoluait d'une façon sensible vers celle de l'Union. Le 15 avril 1923, le droit de vote était retiré aux anciens fonctionnaires de l'Emir et aux marchands s'occupant actuellement de commerce. D'autre part,

la représentation des ouvriers dans le congrès était augmentée.

En 1924, la région autonome des Karokalpaks était créée au sein de la République de Choresmie. Puis cette communauté nationale était rattachée à la République kazake, donc à la R. S. F. S. R., par les soins des organes de l'Union.

Le 18 septembre 1924, le Comité central communiste de Turkestan lançait un pathétique appel aux populations de ce pays, leur conseillant de se regrouper sur des bases ethniques et de s'unir au prolétariat russe. Au mois de novembre de la même année, les Républiques d'Usbekistan et de Turkmenistan étaient créées : à l'Usbekistan était rattachée la région autonome des Tadjiks. Ces deux Républiques étaient annexées à la R. S. F. S. R., dont jusqu'à cette époque elles ne faisaient pas parties.

Par le douzième congrès des Soviets de la République de Russie, approuvé par le troisième congrès de l'Union du mois de mai 1925, les deux nouvelles Républiques, élevées au rang de Républiques fédérées, entraient au sein de l'Union. Le 17 octobre 1929, le Tadjikistan devenait membre direct de l'Union.

Cet historique des Républiques du Turkestan montre à quel point le Gouvernement de Moscou a disposé à son gré des territoires sur lesquels il n'avait pas la souveraineté, après avoir reconnu l'indépendance totale de toutes ces Républiques, les dirigeants du parti les regroupent sur des bases nouvelles par l'intermédiaire des organes de l'Union ; ils modèlent les frontières des communautés nationales du Turkestan comme de la cire molle.

De même la République de Russie s'arrogeait le droit de détacher de la République d'Extrême-Orient la communauté des Bouriates mongols. Il ne faut pas oublier en effet, que c'est le C. C. P. de la R. S. F. S. R. qui a proclamé l'autonomie de la Bouriatie. Ainsi la R. S. F. S. R. légiférait pour les territoires d'une République sœur sur lesquels le pouvoir des organes de la République russe ne s'étendait pas juridiquement.

Au Caucase, le Gouvernement de Moscou a agi nettement à l'encontre des vœux formulés par les populations. Les Montagnards, Tcherquesses, Kabardins, Ossètes paraissaient

très disposés au début de la révolution à former une vaste Confédération unie aux Etats transcauciens. Nous trouvons dans le *Caucase du Nord*, journal officiel du Gouvernement géorgien, des articles rendant compte de cet état d'esprit : « Une pressante nécessité dicte à l'heure actuelle aux dirigeants des Etats du Caucase de former une Confédération qui réunirait les Gouvernements des Républiques récemment constituées, pour les démarches entreprises auprès de la Conférence de la paix, en vue de défendre leurs droits à la liberté et à l'indépendance politique. Les avantages politiques et économiques qui résulteront de cette Confédération ne peuvent être mis en doute (26 janvier 1919) (1).

Les hommes politiques montagnards avaient les premiers eu l'idée d'un rapprochement intime des Etats cauciens. Dans le numéro du *Caucase du Nord* cité plus haut, nous relevons cette phrase : « Ces propositions des Montagnards en « vue d'une vaste Confédération des Républiques cauciennes « ont été accueillies avec sympathie par l'opinion publique « des autres peuples du Caucase ». Les partisans d'une République fédérale du Caucase avaient pour idéal politique la Confédération helvétique.

Or, pendant les années de la guerre civile, en 1919 et 1920, les Montagnards du Caucase combattirent rudement les troupes de Denikine dont les préjugés étroits repoussaient toute attitude conciliante vis-à-vis des nationalités allogènes. Les Montagnards accueillirent donc les Bolcheviks comme des libérateurs. Mais cet enthousiasme fut d'assez courte durée.

Moscou vit avec inquiétude l'union de ces peuples intrépides et guerriers qui s'étaient ligués autrefois sous les ordres de Schamyl contre les envahisseurs russes. L'ombre du prophète passait encore au milieu de ces montagnes et les populations du Caucase se souvenaient des combats héroïques livrés contre les conquérants.

C'est pourquoi, malgré les protestations des Montagnards, ceux-ci étaient divisés en sept communautés autonomes. Moscou suscitait ainsi des rivalités entre les comités exécutifs

(1) Documents sur cette question, voir **Prométhée**, avril 1928, « La Confédération des Républiques du Caucase et les Montagnards », Tsallikaty, pp. 8 et 9.

locaux et empêchait les Montagnards de se trouver un chef. D'autre part, les nouveaux territoires des Républiques autonomes étaient rattachés à la R. S. F. S. R. Et pourtant le Comité central du parti communiste d'Azerbédjan qui avait entrepris l'union économique des Républiques du Caucase y avait englobé les Montagnards et le Daghestan, et les représentants de ceux-ci avaient participé volontiers à la Conférence (*Pravda*, 6 octobre 1921). Il est donc étonnant que Moscou, au mépris du vœu formel des populations intéressées, vœu manifesté par des organes communistes, ait annexé le Nord du Caucase à la République de Russie. Bien plus, une seule région de Montagnards, l'Ossétie Méridionale, fait partie de la Fédération transcaucasienne, alors que l'Ossétie septentrionale est une communauté autonome de la R. S. F. S. R. Les Plenums des partis communistes des deux régions ainsi que les comités exécutifs des unités soviétiques ont voté une résolution unanime pour que les deux régions de l'Ossétie soient réunies et rattachées ensuite à la Fédération transcaucasienne. Moscou, malgré l'insistance du congrès géorgien qui avait pleinement approuvé le projet, a refusé son adhésion. (Voir *Prométhée*, janvier 1929 : Les Républiques du Caucase et le parti communiste Batraz, p. 11.)

Il est enfin assez curieux de remarquer que le centre administratif du Caucase du Nord se trouve à Rostov, ville qui ne fait ni économiquement, ni historiquement partie du Caucase. Il y a bien là la manifestation d'une certaine méfiance de Moscou vis-à-vis des Montagnards.

Quelle a été dans ces communautés nationales que le régime communiste a suscité un peu partout au sein de l'ancien Empire russe l'attitude des maîtres actuels de l'U. R. S. S. ? La doctrine de Lénine, commentée par Staline, sur ce sujet, est très clairement mise en lumière par un article de la *Krasnaia Tartaria* de Kasan, du 28 février 1931. Celui-ci a été rédigé par un groupe de Russes et de Tartares. Il s'élève contre une conférence de M. Dayan, professeur de matérialisme dialectique à l'Institut de Kasan. M. Dayan soutenait que la dictature du prolétariat ne devait développer la culture nationale des allogènes que dans le but de faire absorber les petites nationalités auparavant opprimées par la nation ayant une culture

supérieure, c'est-à-dire par la nation russe. A cela les auteurs de l'article répondent que le parti communiste est bien en faveur de la fusion éventuelle des cultures en une seule, avec une langue identique pour tous. Toutefois, d'après Staline, cette fusion des langues nationales en une seule doit être envisagée comme englobant non seulement les peuples faisant actuellement partie de l'U. R. S. S., mais encore toutes les nations du monde. Les civilisations de la terre entière devront s'amalgamer pour donner naissance à une langue et à une culture uniques sous l'égide du communisme. Il ne faut pas concevoir cette unification comme devant s'étendre par l'absorption des autres peuples dans la nation grand-russienne, bien que celle-ci soit la plus avancée dans la voie du communisme. Cette manière de voir est anti-Léniniste, car elle aboutit à un nationalisme chauvin. Au contraire, Staline enseigne que : « Les différentes cultures et langues nationales fusionneront inévitablement en une seule culture lorsque le socialisme aura triomphé sur une échelle mondiale, lorsqu'il ne subsistera aucune différence entre les nations auparavant opprimées et celles ayant une culture supérieure au point de vue économique et culturel, lorsque toutes ces nations seront définitivement mises sur un pied d'égalité ».

En attendant la réalisation de ces rêves de domination universelle, le parti communiste se sert de la politique des nationalités pour répandre ses idées. La religion du marxisme doit être mise à la portée de tous les peuples. L'A B C du communisme doit pouvoir être lu aussi bien par le Carélien que par le Tcherquesse ; il faut que les organismes chargés de la propagande socialiste parlent bachkir en Bachkirie et mongol en Mongolie.

« Ce qu'il faut obtenir, dit M. Tchoubar, c'est que, quand « un paysan vient dans une administration il lui soit répondu « dans la langue qu'il comprend. »

Tout le système suivi par les Bolcheviks vis-à-vis des peuples allogènes est dans cette phrase ; aussi les organes de l'Union et ceux des Républiques ont pris décret sur décret et résolution sur résolution pour « ukrainiser, bachkiriser, tartariser », etc... Ainsi la *Pravda* du 14 juin 1923 annonce que : « Dorénavant les organisations soviétiques, professionnelles et

« de parti, dans le Gouvernement de Kiev, n'utiliseront que la « langue ukrainienne ». L'application intégrale de cette mesure doit être terminée dans les villages après un délai de six mois à partir du 1^{er} juillet. En même temps des sanctions étaient prises contre les fonctionnaires qui n'avaient pas appris la langue du pays où ils exerçaient le pouvoir. La principale de ces sanctions était la révocation ; le conseil des commissaires du peuple d'Ukraine qui, en juillet 1925, promulguait un décret d'ukrainisation rapide, excluait du service tous les fonctionnaires qui après le 1^{er} janvier 1926 ne posséderaient pas les connaissances nécessaires d'ukrainien.

Dans toutes les parties de l'union soviétique, les dirigeants communistes ont agi de même. Les journaux russes notent avec optimisme le développement de la langue tartare dans les Soviets de villages (*Izvestia*, 16 novembre 1923) et l'introduction méthodique de la langue bachkire décrétée le 15 novembre 1924 par le Comité central de la République de Bachkirie.

La politique des nationalités des Gouvernements soviétiques ne se manifestait pas seulement par le fait que les rouages de l'Etat devenaient capables de parler la langue des allogènes. Moscou cherchait par tous les moyens à faire reflourir les littératures nationales. Ainsi il était organisé à Moscou, en février 1929, une grande semaine ukrainienne : une délégation de représentants de l'art et de la littérature ukrainienne se rendit en grande pompe dans la capitale de l'Union. A cette occasion le peuple de Moscou se livra à des manifestations chaleureuses pour recevoir ses hôtes. De nombreux discours furent prononcés et les librairies de la ville garnirent les devantures de leurs magasins de livres ukrainiens.

L'Ukraine est la nation de l'Union possédant la civilisation la plus homogène. Mais partout ailleurs un effort a été accompli pour ressusciter les chefs-d'œuvre nationaux ou pour provoquer de nouvelles créations ; ainsi la presse tartare de Kazan consacrait en février 1930 une série d'articles à l'histoire du théâtre tartare et à l'activité littéraire des écrivains contemporains de nationalité tartare.

Dans d'autres régions moins avancées au point de vue culturel, on fonde tout au moins des journaux dans la langue nationale ou bien on traduit dans celle-ci les écrits russes.

Ainsi au Turkestan les journaux paraissent en russe, en *uzbek* et en *kirghiz*. Les œuvres de Maxime Gorki, lequel s'est maintenant complètement rallié au bolchevisme et est devenu un de ses théoriciens, ont été traduites en langue tchouvache.

La création de communautés nationales autonomes et le développement à l'intérieur de chacune d'elles de la langue allogène s'est accompagnée de nombreuses migrations au sein de l'U. R. S. S. ou même venues des territoires limitrophes à l'Union. Les peuplades ne se trouvant pas dans la région où l'on parle leur langue ont voulu rejoindre les frères de leur race et goûter à l'autonomie. Il faut dire d'ailleurs que ces déplacements n'ont pas toujours été volontaires et que le Gouvernement de l'Union a souvent imposé à certaines populations la joie d'aller vivre dans la région, ou la République, portant leur nom. La *Pravda* du 29 août 1923 annonçait que **par ordre** du Comité fédéral du commissariat des nationalités, 15.000 Kalmouks du district de Salsk, province du Don, ont été *expulsés* de leur territoire et réinstallés dans le district de Derbett qui fait partie de la République des Kalmouks.

La réémigration en Crimée des Tartares partis autrefois pour la Turquie, la Roumanie ou la Bulgarie paraît avoir été désirée par ceux qui en ont été l'objet. La *Pravda* du 13 septembre 1924 annonce que le comité de la République de Crimée a reçu de ces Tartares la demande de rentrer dans leur pays d'origine. Des régions de steppes propres à la culture ont été mises à la disposition de ces 200.000 individus.

En juillet 1925, la horde des Taimines revenait de Mongolie et de Chine au Kazakstan avec ses immenses troupeaux de moutons ; les *Izvestia* du 27 juin 1925 estimaient que la production lainière du Kazakstan allait augmenter de ce fait de 20.000 pouds par an.

Ces migrations de populations vers l'U. R. S. S. montrent à quel point la constitution de communautés nationales autonomes sert la propagande révolutionnaire. Les peuples qui sont revenus dans l'Union soviétique s'y trouvent habituellement mieux que dans les régions qu'ils ont quittées. Le Gouvernement de Moscou a d'ailleurs fait de gros efforts pour qu'il en soit ainsi : Duchambé, village en torchis et capitale du Tadjikistan, a été doté d'un abattoir perfectionné et d'une usine

électrique, ceci afin de séduire la population de l'Afghanistan et du Turkestan chinois où le Gouvernement de l'Union entretient des bandes qui pillent les villages. Le contraste est donc grand qui oppose l'ordre et la richesse régnant à l'intérieur de l'Union soviétique et la misère existant à quelques kilomètres au delà de la frontière. (Sur ces divers points, voir *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1927 : La Nouvelle Russie en Asie Centrale.)

Les Bolcheviks savent jouer à merveille, pour les besoins de leur propagande, de la distribution des titres plus ou moins décoratifs décernés aux communautés nationales autonomes. En élevant une région à la dignité de République, les dirigeants communistes s'attirent la sympathie des présidents de congrès locaux dont l'importance devient aussitôt plus considérable. La création d'une République entraîne la nomination de nombreux fonctionnaires, car elle s'accompagne de la formation de commissariats.

La propagande communiste a trouvé dans le Tadjikistan un merveilleux point stratégique. Cette République s'enfonce en effet comme un coin, entre l'Afghanistan et le Turkestan chinois, vers les Indes. Or, le Tadjikistan fut depuis 1924 jusqu'en 1929, région autonome, puis République autonome de la République uzbeke. Les ordres venus des organes de l'Union devaient donc, pour respecter les apparences, passer par l'intermédiaire des organes de la République membre de l'U. R. S. S. Il en résultait des pertes de temps sensibles et les agitateurs étaient informés trop tard des volontés de Moscou. Il y avait un moyen très simple de modifier cet état de chose, c'était de transformer le Tadjikistan en République fédérée. C'est ce qu'a fait Moscou.

La création de la République moldave fut une mesure de propagande directe contre la Roumanie et la Tchécoslovaquie. La presse soviétique l'a d'ailleurs bien présentée comme telle : les journaux russes citent le discours que le camarade Dik prononça en langue moldave quelques jours après la création de la nouvelle République : « Notre joie s'assombrit en pensant « à la situation à la fois pénible et tragique de nos frères de « Bessarabie. Nous n'avons jamais oublié et nous ne pouvons « oublier que de l'autre côté du Dnieper, en Bessarabie, un

« million et demi de Moldaves, nos frères, gémissent sous le
« joug des boyards roumains. Dans le temps même où le
« pouvoir soviétique nous accorde le droit à l'autonomie, là-bas,
« en Bessarabie, les gendarmes roumains pillent, tuent et
« oppriment nos frères Moldaves. » (Bulletin de la Presse
russe, n° 137.)

La République moldave doit être dans la pensée des dirigeants bolcheviks le centre d'une propagande communiste intense parmi les Etats de la Petite Entente.

En Russie Blanche, un rapport de l'Institut de culture fondé à Minsk comparait la situation des Blancs-Russes de l'U. R. S. S. à celle de leurs compatriotes soumis à la République polonaise : « Alors, disait ce rapport, que l'activité nationale blanc-russe se
« manifeste par l'épuration de la langue, par la création d'une
« littérature, d'une section de recherches archéologiques et
« ethnographiques, d'un théâtre et d'écoles blancs-russes, de
« l'autre côté de la frontière les écoles blancs-russes se ferment
« et les hommes d'actions blancs-russes sont l'objet de persé-
« cutions. L'Institut de culture blanc-russe doit être un phare
« autour duquel graviteront les travailleurs de Russie Blanche. » (Bulletin de la Presse russe, n° 138.)

L'idée générale de la propagande lorsqu'elle utilise le mouvement nationaliste consiste toujours dans cette opposition entre la misère et l'oppression d'un côté de la frontière et l'opulence, la liberté, le développement culturel de l'autre côté.

La politique des leaders bolcheviks vis-à-vis des nationalités a été entravée à la fois par des Russes trop imbus de la supériorité de leur race sur les populations allogènes et par des nationalistes séparatistes qui entendent rendre leur pays indépendant de l'Union soviétique.

Nombreuses sont les brimades infligées par les fonctionnaires russes aux individus des autres races qui leur sont subordonnées. Ainsi dans *la Pravda* du 10 mai 1925, un certain Tchapala, instituteur communiste ukrainien, accuse les autorités soviétiques de la Fédération de Russie d'opprimer les minorités ukrainiennes du Kouban. Il cite quelques cas où il a été interdit à des orateurs de parler ukrainien. Il raconte notamment l'anecdote suivante : « Un étudiant, Taranoukha, avait l'intention de déclamer à une soirée la poésie « Caucase », du poète ukrainien

Chentchevo. L'étudiant fit part de sa décision à quelques amis. La nouvelle parvint au Soviet local. Quand Taranoukha voulut sortir de chez lui il trouva devant sa porte quelques soldats qui l'arrêterent.

Tchapala lui-même prit un jour la parole en ukrainien devant un congrès de jeunesses communistes. Les paysans ukrainiens écoutaient son discours avec intérêt. Soudain le secrétaire d'une cellule lui cria : « Finis de parler en ta langue de « khokhla » — le terme « khokhla » est pour un Ukrainien aussi péjoratif que celui de « bougnat » pour un Auvergnat. — L'orateur dut interrompre sa conférence au grand déplaisir de ses auditeurs ukrainiens.

En Turkmenistan, il est à remarquer que les indigènes ont été fort peu appelés à la construction de leur République. Sur 7.908 membres du parti communiste en Turkménie, 30 % seulement sont Turkmènes ; dans l'organisation centrale du conseil des unions professionnelles, sur 21 membres il y a deux Turkmènes et la correspondance se fait en russe. Il y a infiniment peu de Turkmènes dans la catégorie des ouvriers spécialisés ; ils sont 13 pour toute la République.

Or, une politique des nationalités bien comprise doit chercher à développer autant que possible non seulement la langue du pays mais encore les aptitudes professionnelles de ses habitants : surtout les postes importants de l'industrie devraient être accessibles aux indigènes. Sans doute, il y a fort à faire pour transformer les nomades Turkmènes en excellents mécaniciens ou en ingénieurs, mais il est à peine croyable qu'il n'y en ait eu que 13 qui aient été capables de devenir chefs d'équipe : seule l'hostilité des Russes qui écarte systématiquement les indigènes des emplois un peu importants peut expliquer cette anomalie. (Les chiffres ci-dessus ont été relevés dans *Prométhée*, novembre 1929.)

Au Kazakstan, les ouvriers russes communistes organisent de véritables progroms contre les indigènes auxquels ils ne s'adressent jamais qu'en les désignant sous le nom de « chiens ». Il est évident que de tels procédés nuisent beaucoup à la politique de propagande des leaders bolcheviks.

En Tartarie, la *Krasnaia Tartaria* gémit des plaintes continues sur l'inégalité existant entre les éléments russes et les

éléments tartares : « Les Tartares, dit ce journal, ne sont que « 8 % parmi les travailleurs attachés au service des transports. « Quant aux ouvriers des dépôts ils ne sont que 3 %. Il n'existe « aucun cercle pour les Tartares, aucun lieu de réunions ».

Le journal cite des cas de mauvais traitements infligés par les Soviets locaux aux populations tartares. Il montre enfin la négligence des autorités russes dans l'instruction technique et scientifique de la population indigène.

L'autre opposition à la politique des dirigeants communistes vient des nationalistes qui veulent arracher leur pays à l'Union soviétique et construire un gouvernement de tendance sans doute très socialiste mais indépendant de Moscou. Le communisme, bien qu'il prétende restaurer la civilisation nationale, s'est attaqué un peu partout aux coutumes locales, aux religions : il a voulu transformer les mœurs et les unifier. Il a heurté ainsi beaucoup de convictions, et bien des individus qui auraient admis volontiers le collectivisme s'en sont détournés parce qu'ils étaient attachés à leurs traditions.

Ainsi, par exemple, au Turkestan les organes communistes combattent vigoureusement pour obtenir que les femmes quittent leur voile. Cette campagne provoque une profonde réaction de la part des populations ; celle-ci va même jusqu'à engendrer des crimes : au lieu dit « Bech-Arik », près du village de Saour-Tepe, région de Kokand, une femme Uzbeke qui avait enlevé le voile a été tuée par des inconnus (*Pravda-Voska*, 30 juin 1929).

Depuis longtemps également le parti lutte au Daghestan contre la loi du koum. La loi du koum crée entre les familles la même haine atroce que la vendetta en Corse. Lorsqu'un meurtre a été commis, la famille de la victime poursuit celle du meurtrier jusqu'à ce que le mort ait été vengé. On ne peut d'ailleurs que féliciter les Bolcheviks de s'attaquer à de semblables coutumes, mais il est certain qu'ils s'allient ainsi l'esprit de bien des peuples allogènes.

D'autre part, les Bolcheviks tendent à détruire toutes les religions de l'ancien Empire russe. Toutefois il est à remarquer que les Kalmouks ont joui jusqu'à présent d'une certaine liberté de conscience. En effet, d'autres Kalmouks vivent non loin de la frontière de l'Union, au Turkestan chinois. Les

Lamas ont sur eux une grande influence ; la persécution du clergé kalmouk aurait au Thibet et en Turkestan le plus fâcheux effet au point de vue de la propagande.

Mais en général le Gouvernement de l'Union a déclaré une guerre sans merci à toutes les religions. On peut citer une séance du congrès de la région tchouvache au cours de laquelle a été prononcée la fermeture des monastères (24 novembre 1924). Sur tout le territoire de l'Union des mesures semblables ont été prises.

La suppression des coutumes locales, les persécutions religieuses, la mauvaise volonté avec laquelle les Russes ont souvent appliqué la politique des nationalités a provoqué dans un certain nombre de Républiques de violents mouvements insurrectionnels. Au Caucase, particulièrement, les révoltes des nationalistes contre le Gouvernement soviétique ont été très sanglantes. Une dépêche de Genève publiée dans les journaux français le 30 décembre 1930 parlait d'une reprise des hostilités, entre les autorités soviétiques et les rebelles de Géorgie et d'Azerbéïdjan. Des troupes fraîches envoyées de Moscou continuaient à arriver. Les autorités soviétiques avaient fait passer par les armes, en guise de représailles, M. Moula Gani Iman, chef spirituel musulman.

L'esprit nationaliste existe aussi au sein du parti communiste. Or, le parti est une société qui n'admet pas d'autres doctrines que le dogme professé par ses chefs. Tout ordre émis par Staline doit être exécuté aveuglément.

Aussi, dès que des séparatistes se sont révélés au sein même du parti, ils ont été immédiatement baptisés « mencheviks », c'est-à-dire « frères ennemis du communiste » et « salariés du capitalisme d'Occident », et expulsés impitoyablement du parti.

En Azerbéïdjan, cette épuration a été particulièrement rigoureuse. Au cours du printemps de 1922, Mirzoïm, premier secrétaire du parti d'Azerbéïdjan, fut rappelé à Moscou. Le Comité central d'U. R. S. S. révoqua tous les membres du comité central du parti de Bakou. Une commission nommée par Moscou fut chargée de remplacer ce comité.

A la suite de cette exécution, les activistes du parti, au

nombre de 4.000, organisèrent une réunion et décidèrent d'exiger le rappel de la commission.

Alors une ordonnance de Moscou du 25 juillet 1929 décida la liquidation générale du parti.

De semblables exécutions ont eu lieu en Tartarie. Soultan Galiev, exclu du parti en 1923, avait réussi à créer un groupe fortement constitué, qui rejetait le principe de la lutte des classes et cherchait à relever le niveau culturel du pays en se servant des éléments bourgeois. Soultan Galiev luttait pour l'indépendance de son pays et la création d'un grand Etat touranien, lequel aurait englobé tous les Etats voisins de la mer Caspienne.

En octobre 1929, les communistes, disciples du Soultan Galiev, ont été exclus du parti, bien que certains en eussent été membres depuis 1917. C'est dire que ces nationalistes étaient des communistes convaincus.

En Ukraine l'esprit nationaliste a été représenté surtout par une association qui s'appelait « l'Union pour la libération de l'Ukraine ». Le but de celle-ci était de permettre à l'Ukraine de secouer le joug soviétique et de conquérir son indépendance. Le nouvel Etat aurait été organisé d'après des principes démocratiques : la question du rachat des terres aux anciens propriétaires était même posée. En tout cas la terre devait être remise à ceux qui la cultivent. « L'Union pour la libération de l'Ukraine » recrutait ses adhérents parmi les intellectuels ukrainiens.

Le Gouvernement soviétique intenta contre l'Union pour la libération de l'Ukraine un gigantesque procès. Les membres de la société qui furent officiellement jugés ne furent pas condamnés à mort parce qu'ils firent amende honorable. On ignore ce que sont devenus les autres.

En Russie Blanche, l'écrivain Jilonnovitch fut exclu du parti communiste en raison d'une série de manifestations nationalistes ; de nombreux blâmes ont été infligés à des fonctionnaires coupables de n'avoir pas sévi contre les partisans du mouvement nationaliste ou même de les avoir aidés.

En résumé, le pouvoir centralisateur de Moscou a eu surtout pour ennemis des intellectuels, souvent fonctionnaires dissidents, mais au Turkestan et au Caucase il a rencontré

d'autres adversaires. Des bandes de rebelles tiennent campagne dans des montagnes souvent inaccessibles. Les Batmaschis n'ont pas partout été domptés. Au Caucase, les combats entre les Montagnards et les Rouges sont incessants.

C'est probablement en Azerbéidjan que la toute puissance de Moscou a subi les plus rudes assauts. Il s'est trouvé même au sein du parti communiste des audacieux pour refuser l'obéissance aux ordres venus du Kremlin. Ces individus sacrilèges ont été assez nombreux pour devenir une menace telle qu'il a fallu dissoudre le parti communiste d'Azerbéidjan.

Ces craintes du Gouvernement bolchevik vis-à-vis des nationalistes ont été résumées nettement dans un article de la *Pravda* du 12 février 1931. Dans le domaine de la politique des nationalités de l'Union, la résistance des classes hostiles s'exprime par l'agitation des éléments chauvins, tzaristes et régionalistes. Profitant de la faiblesse de certaines organisations locales et d'une surveillance insuffisante, ces éléments se livrent à des agissements ouvertement réactionnaires. Luttant sans merci contre ces tendances réactionnaires qui constituent un des plus grands dangers à l'intérieur du parti, il ne faut donner aucune prise à ce nationalisme local, qui, selon les paroles de Staline, « cultive le nationalisme bourgeois, affaiblit l'unité des populations laborieuses, et fait le jeu des interventionnistes ».

La politique suivie par les dirigeants de Moscou vis-à-vis des allogènes n'est pas une véritable politique des nationalités. Il est absolument contraire en effet à l'idéal communiste de développer ce qui donne vraiment aux peuples leurs caractéristiques essentielles, c'est-à-dire leur religion, le respect des coutumes de leurs ancêtres et le culte de leur passé historique. Les communistes qui veulent être logiques avec eux-mêmes doivent détruire tout cela. Ils rêvent d'aboutir au nivellement général non seulement des hommes mais encore des races ; ils veulent qu'il n'y ait plus qu'un seul troupeau entre les mains du pasteur rouge. De plus, en supprimant la bourgeoisie, ils ont le plus souvent éteint la vie littéraire et scientifique des nations allogènes. Lénine et après lui Staline n'ont créé toutes ces communautés dites autonomes et n'ont laissé subsister les Républiques fédérées que pour permettre aux doctrines

communistes de frapper plus sûrement l'esprit des populations.

En développant les langues locales, en obligeant les fonctionnaires à savoir les parler, les dirigeants bolcheviks forgeaient à leur parti une puissante arme de propagande.

Si l'on compare les procédés suivis par les communistes qui ont pourtant proclamé l'égalité des races et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec les méthodes suivies par la France qui, à en croire les journaux russes, règne sur des nations esclaves, on s'aperçoit que les Gallieni et les Lyautey ont, bien plus que Lénine et Staline, suivi une vraie politique des nationalités. Lyautey a respecté scrupuleusement les coutumes et les traditions marocaines. Il entendait lorsque le Sultan allait de Fez à Marrakech qu'il ne le fit point sans la pompe dont les souverains de ces pays s'étaient toujours entourés. Il évitait autant que possible de changer la Législation nationale. Il construisait la ville européenne au dehors de la ville indigène pour ne pas changer l'atmosphère à laquelle les habitants étaient accoutumés.

Les capitalistes oppresseurs se sont montrés vis-à-vis des nationalités beaucoup plus libéraux que les communistes qui ont fait pourtant chatoyer le faux mirage de l'autonomie aux yeux des peuples de l'ancien Empire russe.

CHAPITRE VII

L'UNION SOVIÉTIQUE

Au sommet de la pyramide soviétique trônent les organes de l'Union. A vrai dire, cette royauté n'est qu'apparente : les organes de l'Union sont au parti communiste ce que les derniers rois mérovingiens étaient aux maires du Palais. Toutefois, la façade des pouvoirs soviétiques couvre d'une façon très efficace les agissements du parti communiste. Celui-ci dirige en effet par le Komintern la Troisième Internationale dont le but avoué est de déclencher la révolution dans les Etats capitalistes. La situation des ambassadeurs de l'U. R. S. S. à Paris, à Londres, à Berlin serait particulièrement délicate s'ils recevaient officiellement leurs directives des ennemis les plus acharnés des Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Au contraire, l'Union soviétique peut à la rigueur être considérée comme un Etat normal entretenant avec les autres nations les relations diplomatiques habituelles.

Toutefois l'Union soviétique présente un caractère très particulier que n'ont pas les Etats modernes. Alors que ceux-ci n'englobent qu'une portion bien définie de territoire et sont constitués par un ou plusieurs peuples dont les individus présentent des affinités de langues, de coutumes et de traditions, l'U. R. S. S. vise officiellement à la domination universelle. Sa Constitution elle-même le proclame : « La volonté des peuples des Républiques soviétiques est un gage certain que le nouvel Etat fédéré sera une barrière solide contre le capitalisme mondial et marquera un nouveau pas décisif dans la voie de l'Union des travailleurs de pays en une République soviétique socialiste mondiale. »

L'Union soviétique est donc le pays le plus impérialiste de

la terre. Les chauvins les plus exaltés ne tendaient jamais qu'à une hégémonie plus ou moins marquée de leur propre nation sur les autres et même la plupart du temps ce désir de domination était dissimulé sous l'excellent prétexte de la défense nationale. « Comme il est préférable d'attaquer les autres plutôt que d'être attaqués nous-mêmes, détruisons nos ennemis les plus dangereux », disent les nationalistes.

Pour l'Union soviétique il n'en est pas de même ; la tendance à la domination universelle est son principe essentiel ou mieux sa raison d'être. La révolution bolchevique a éclaté en Russie parce que l'Empire des Tzars était mieux préparé que tout autre Etat pour lui donner naissance. Mais le pouvoir du prolétariat aurait aussi bien pu s'emparer de n'importe quel autre pays. Les frontières de l'U. R. S. S. sont donc fluides comme le dit Alexéiev ; elles sont ici aujourd'hui, elles seront transportées en deçà ou au delà demain (1). Car si l'on appliquait à la lettre les textes de la Constitution soviétique, les territoires dominés par l'Union pourraient se restreindre aussi bien que s'agrandir. En effet, toute République a, d'après la Constitution, la liberté de sortir à sa volonté de l'Union. Mais le droit de sécession n'est-il pas purement théorique ? Je me réserve de le déterminer au chapitre suivant.

Dans tous les cas l'impérialisme de l'U. R. S. S. se manifeste dans tous les domaines de son activité. La politique des nationalités n'a été soutenue que dans un but de propagande. Le Gouvernement soviétique consacre chaque année des sommes considérables à soutenir l'agitation communiste à l'étranger. Il augmente la puissance de son armée et perfectionne ses armements. Son attitude vis-à-vis de la conférence du désarmement est très significative. Dès maintenant les faux fuyants pris par le Gouvernement soviétique pour ne pas rendre public l'état de ses armements prouvent qu'il entend ne pas désarmer. D'ailleurs le fondateur de l'ordre soviétique, le père de la Patrie communiste, Lénine, n'a-t-il pas soutenu que la paix n'est qu'un état transitoire entre deux guerres ? Une période de paix doit servir à préparer la guerre suivante. Il n'y

(1) Voir à ce sujet la thèse de M^{me} Zashtovt Sukiennicka, p. 174. Alexéiev, Gronsky, Stoutchka sont d'accord sur la fluidité des frontières d'U. R. S. S.

a pas « des » guerres, mais « la » guerre coupée de trêves plus ou moins longues. Et ceci durera jusqu'à ce que la dictature du prolétariat gouverne le monde.

On ne trouve pas d'exemple d'un pareil impérialisme. L'Empire romain a peut-être été l'image la plus exacte de ce qu'est aujourd'hui l'idéal communiste de domination universelle. Rome a régné sur le cercle des terres civilisées. Son pouvoir s'est même étendu sur les peuplades barbares. Mais l'Empire romain n'a pas été créé par une seule volonté consciente, poursuivant inlassablement la conquête du monde. Il s'est formé peu à peu, comme au hasard. Rome a fait la guerre pour se défendre ; puis elle a combattu dans un but lucratif pour conquérir les richesses des Etats orientaux. Moscou, depuis que le parti communiste s'est emparé du Kremlin, aspire à régner sur la terre entière.

A d'autres points de vue encore, l'Union soviétique présente un caractère d'instabilité. Il ne faut pas oublier en effet que l'Etat soviétique n'est qu'une transition. D'après les fondateurs mêmes de l'Union, la notion d'Etat doit arriver à disparaître : l'économie prédominera sur le politique et l'*orbis terrarum* sera gouverné par des ouvriers, des paysans, des ingénieurs et des comptables. La terre entière ne sera plus en somme qu'une immense usine, où tous les hommes seront utilisés suivant leurs facultés pour une production sans cesse plus intense.

Mais en attendant cet âge d'or, et pour en hâter la réalisation, les précurseurs, qui actuellement sont installés sur l'ancien Empire russe, doivent organiser un Etat puissant, capable de lutter contre le capitalisme et d'amener le triomphe du prolétariat.

C'est ainsi que Lénine et ses adeptes, tout en cherchant à détruire la notion d'Etat, sont arrivés à édifier la plus solide armature étatique qui ait jamais été construite. Le pouvoir issu des congrès soviétiques a toutes les compétences : il dirige toutes les activités, il modèle les âmes, il s'est substitué aux religions.

L'Etat n'est qu'une arme contre la bourgeoisie. Cette arme doit s'adapter aux nécessités de la lutte. Les organes soviétiques modifieront donc les règles qui le gouvernement suivant

les circonstances. D'autre part, les principes juridiques établis par l'Union ne sont pas immuables : ils évoluent incessamment, et, comme la « vérité » de Bergson, ils sont dans un perpétuel « devenir ». Le régime soviétique ne reconnaît pas le Droit objectif.

Qu'est-ce que le Droit objectif ? M. Duguit l'a défini « l'ensemble des règles indispensables à la vie sociale et économique de l'Etat ». Mais pour les civilisations chrétiennes de l'Occident, il s'est ajouté à cette conception quelque peu matérialiste du droit un élément spiritualiste. Le grand principe d'équité : « A chacun selon son mérite, — ou celui de ses ancêtres », — est à la base de tous nos systèmes juridiques. Le droit n'est en somme autre chose que l'ensemble des règles fixant une limite à la satisfaction des divers intérêts. Sans doute, la barrière mise devant les appétits de chaque homme, de chaque groupe, a-t-elle été établie afin que fonctionne régulièrement et pour le plus grand bien de la nation, les différents rouages politiques et économiques de celle-ci. Mais la maxime évangélique : « Rends à César, ce qui est à César... » a inspiré tous nos codes.

Pour les facultés soviétiques le Droit objectif ainsi défini n'existe pas. Les théoriciens bolcheviks ont adopté le système du Droit libre. Pour eux le droit, c'est-à-dire les règles promulguées par le pouvoir soviétique, n'est subordonné à aucun principe supérieur. L'équité ne joue aucun rôle dans les préoccupations des légistes de Moscou. Une seule chose est essentielle : le développement de l'Etat prolétarien et le triomphe final de la révolution sociale. La notion de « Justice » s'efface devant le concept « Utilité » (1).

Tel code promulgué sous l'empire de telle circonstance sera remplacé par un autre système diamétralement opposé si l'intérêt du prolétariat l'exige. Un exemple célèbre de ces revirements de la législation soviétique nous est fourni par la Nep. Lénine pour faire renaître la vie économique dans la plaine russo-sibérienne revint à un régime qui était presque celui du capitalisme, bien décidé à l'abandonner dès que les régions

(1) Au sujet de la théorie du « Droit libre », voir *Revue du droit public et de la science politique*, 1925, n° 4, p. 125 et suivantes, et n° 5, pp. 509 et suivantes, M. Guetzevitch.

soviétiques auraient recouvré quelque prospérité. La mort l'a empêché de donner suite à ses projets, mais son successeur les a très exactement réalisés.

La conséquence principale de la théorie du droit libre est qu'il ne peut y avoir en U. R. S. S. de lois inconstitutionnelles. Il existe seulement des actes des pouvoirs locaux ou secondaires de l'Union contraires à la volonté de l'organe suprême, c'est-à-dire du C. C. E. En effet, on peut faire pour l'Union les mêmes remarques que pour les Républiques : le pouvoir effectif appartient de plus en plus au C. C. E. et à son bureau et de moins en moins au congrès des Soviets.

Or, c'est le C. C. E. de l'Union qui est chargé d'apprécier la constitutionnalité des lois et de reviser la Constitution ; dans ces attributions, le C. C. E. n'est soumis qu'à un seul principe supérieur : il doit agir conformément aux intérêts du prolétariat. Toutefois il est une règle qu'il ne peut, en apparence tout au moins, modifier : les Républiques ont le droit de sortir librement de l'Union (article 4 de la Constitution). Il faut l'assentiment de toutes les Républiques pour abolir ou restreindre ce droit de sécession (article 6).

C'est la seule limite apportée à la toute puissance du C. C. E. en ce qui concerne la revision de la Constitution. Ici le droit des nationalités semble contrebalancer la dictature du prolétariat.

La cour suprême est adjointe au C. C. E. de l'Union pour maintenir la légalité révolutionnaire et exercer un contrôle judiciaire sur tous les tribunaux. Le C. C. E. et la cour suprême sont les seuls organes de l'Union qui se différencient des organes correspondants des Républiques. Le pouvoir de l'Union est constitué de la même façon que celui des Républiques : un congrès général des Soviets qui se réunit une fois tous les deux ans délègue ses pouvoirs à un Comité exécutif nommé par lui, lequel dans l'intervalle de ses sessions est représenté par un Bureau.

Rappelons que les commissariats de l'Union comprennent deux catégories : les commissariats uniques et les commissariats unifiés. Par les premiers, l'Union exerce son activité internationale ou satisfait aux besoins les plus généraux de l'Etat. Par les seconds, elle donne des directives aux commis-

sariats correspondants des Républiques. Enfin, sur d'autres points, les Républiques semblent s'administrer à leur guise.

Le C. C. E. de l'Union présente cette particularité qu'il comprend deux Chambres. La première est désignée par le congrès général des Soviets : c'est le Soviet fédéral ; la composition du deuxième est seulement approuvée par le congrès : c'est le conseil des nationalités.

Les deux principes qui dominent toute la Constitution de l'U. R. S. S. se matérialisent ainsi dans le C. C. E. : le Soviet fédéral est nommé par le Congrès général des Soviets qui représente toute la population de l'Union, abstraction faite des nationalités qui la composent ; les peuples russes et allogènes sont considérés comme ne formant qu'une seule nation. Les Assemblées des arrondissements et des Territoires envoient leurs délégués au congrès de l'Union au prorata du nombre des électeurs qu'ils représentent. L'U. R. S. S., dans les élections au congrès général des Soviets, se comporte comme un Etat unitaire divisé en circonscriptions administratives auxquelles des noms ont été donnés, mais qui pourraient aussi bien être désignées par des numéros.

Les unités nationales du type supérieur élisent bien leurs délégués au congrès général des Soviets. Mais elles ne le font pas en tant que communautés autonomes ; si la République des Kasaks ou la région des Komis ont des députés au Congrès général des Soviets c'est parce qu'elles sont considérées comme des circonscriptions administratives de l'échelon du Territoire.

Avec un pareil système de représentation, il est évident que la nation russe est souveraine au sein du congrès de l'Union, tant par le nombre de sa population que par la composition de celle-ci. Or, le Soviet fédéral est issu du congrès général des Soviets. Il représente donc presque uniquement la nation russe. Dans tous les cas, il fait totalement abstraction du principe des nationalités, il est le délégué du peuple des travailleurs.

Le Soviet des nationalités, dont l'idée est venue d'Ukraine, a été créé pour contrebalancer la toute puissance de la nation russe au sein de l'Union. Le Soviet des nationalités est formé de cinq représentants par République fédérée et autonome et d'un représentant par région autonome. Il convient de remarquer cependant que la Transcaucasie n'est pas considérée

comme une République fédérée pour la formation du conseil des nationalités. La Fédération transcaucasienne apparaît donc ici encore comme étant un lien très large entre les Etats du Caucase. La Fédération n'est pas une nation, et les Républiques qui la composent gardent au point de vue électoral leur dépendance direct vis-à-vis de l'Union.

En général, seules les communautés autonomes du type supérieur, c'est-à-dire de l'échelon du territoire, sont représentées au Soviet des nationalités. Toutefois il faut faire exception pour la République des Kalmouks et les Territoires et Républiques autonomes du Caucase du Nord.

La République des Kalmouks, bien que ne dépendant pas directement de la R. S. F. S. R. mais relevant du territoire de la Basse-Volga, possède ses cinq délégués au Soviet des nationalités. Les territoires des Kabardins Balkars, des Ossètes, des Ingouches, etc., sont soumis administrativement aux territoires du Caucase du Nord. Ils n'en ont pas moins chacun un représentant au Soviet des nationalités.

Actuellement, les Républiques et régions autonomes ont 92 membres au Conseil des nationalités, alors que les Républiques fédérées n'en ont que 40. Durdenevsky, théoricien communiste, en conclut que si administrativement les Républiques fédérées dominent les Républiques et régions autonomes, dans le Soviet des nationalités, la situation est renversée : « C'est un équilibre réciproque », dit-il (1).

Reisner écrit : « Dans l'impossibilité d'une liquidation économique complète de l'inégalité nationale, cette inégalité est liquidée politiquement en ce que chaque nationalité est appelée à la direction des affaires de l'Etat et est dotée d'une « partie définie du pouvoir étatique » (2).

Durdenevski et Reisner estiment donc que du fait que les Républiques et régions autonomes ont plus de représentants au conseil des nationalités que les Républiques fédérées, elles doivent au sein de celui-ci l'emporter sur les unités politiques dont elles dépendent administrativement. Mais rien ne prouve que dans le conseil des nationalités les 92 représentants des

(1) Voir *Monde slave*, juillet 1930 : « Forces de concentration et forces de dispersion en U. R. S. S. », p. 131.

(2) Voir thèse Zasztovt Sukiennicka, p. 190.

Républiques et Territoires autonomes feront alliance contre les représentants des Républiques fédérées. Il est même beaucoup plus probable que tous les représentants des nationalités d'une République fédérée subiront l'ascendant des députés de la nation dirigeante. Ainsi les délégués des peuples de la R. S. F. S. R. se laisseront conduire par les membres russes du conseil. La R. S. F. S. R. dont les régions et Républiques autonomes sont très nombreuses gardera ainsi une place prépondérante dans le conseil des nationalités.

En effet, la R. S. F. S. R. compte actuellement dix Républiques autonomes et treize régions, envoyant des représentants au conseil des nationalités, ce qui lui donne droit à : $10 \times 5 = 50 + 13 = 63$ délégués, auxquels il faut ajouter les cinq représentants de la République fédérée ; il y a donc 68 députés pour la R. S. F. S. R. Les membres du conseil des nationalités étant au nombre de 132, on voit que la R. S. F. S. R. possède la majorité absolue au sein du conseil.

D'ailleurs, il ne faudrait pas exagérer l'importance de cette assemblée. Quand Reisner prétend que les inégalités nationales sont liquidées politiquement par le fait de leur représentation identique au conseil des nationalités, il oublie que la nomination des membres du conseil doit être approuvée par le congrès des Soviets de l'Union. D'autre part, en cas de divergence d'opinion entre les deux conseils du C. C. E., c'est encore le congrès général des Soviets qui statue en dernier ressort.

En fait, le Soviet des nationalités n'est qu'un comité d'experts. Il étudie les besoins nationaux, les apprécie et laisse au Soviet fédéral le soin de leur donner satisfaction. Le Soviet des nationalités est un organe consultatif.

Le conseil fédéral, incarnation du principe de la dictature prolétarienne, a donc tous les pouvoirs. Le Soviet des nationalités est son humble serviteur. Les considérations nationales sont, une fois de plus, primées par les intérêts du prolétariat et de la révolution universelle.

Le C. C. E. qui dirige l'union dans tous les domaines est également l'organe chargé de veiller à la constitutionnalité des lois. En même temps il peut modifier la Constitution, car il a tous les pouvoirs du congrès des Soviets de l'Union dont il est le mandataire. Or, la modification des principes fondamentaux

de la Constitution appartient au congrès des Soviets de l'U. R. S. S. (article 2) (1).

Le C. C. E. est aidé dans cette tâche par le tribunal suprême de l'Union. Ce tribunal est composé de la façon suivante : il comprend les sept présidents des chambres réunies des tribunaux suprêmes des Républiques fédérées, un représentant de la Guépéou, sept membres nommés par le bureau du C. C. E., parmi lesquels figurent le président et son assesseur.

Le tribunal suprême a des attributions judiciaires et législatives : il juge, à titre de haute cour de l'Union, les hauts fonctionnaires poursuivis à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, il examine à la demande du procureur du tribunal suprême de l'U. R. S. S. les sentences des tribunaux suprêmes des Républiques fédérées pour violation à la législation fédérale, et porte à ce sujet un recours devant le C. C. E. de l'Union.

Son rôle constitutionnel consiste à présenter au C. C. E. de l'Union des conclusions relatives à la constitutionnalité des décisions du pouvoir central des Républiques.

C'est donc le C. C. E. de l'Union qui a la compétence nécessaire pour dire si un acte est constitutionnel ou non. Pratiquement c'est à son bureau que le C. C. E. confie cette fonction. Or, dans le presidium, les membres nommés par le Soviet fédéral et ceux issus des nationalités délibèrent en commun. C'est dire que l'influence de la R. S. F. S. R. y est prépondérante.

D'après quel critère le presidium du C. C. E. va-t-il déterminer si une loi est conforme ou non à la Constitution ? Il ne se souciera d'abord aucunement de la forme.

Quant au fond, les lois ne seront examinées qu'au point de vue de leur opportunité. Un des auteurs de la *Revue du droit soviétique* (p. 89 et suivantes), estime qu'un tribunal ne peut émettre des conclusions indépendamment de l'idéologie des classes dirigeantes. Il faut surtout, d'après lui, se garder d'opposer légalité et opportunité. Les civilisations européennes et américaines simulent cette opposition. Selon la conception soviétique, opportunité et légalité, c'est tout un.

(1) Sur le contrôle de la constitutionnalité en U. R. S. S., voir *Revue du droit public et de la science politique*, n° 4, 1925, M. Guetzevitch.

Que faut-il penser de cette manière de voir ? Les tribunaux dans les nations capitalistes interprètent parfois la loi, c'est indéniable, de manière à l'utiliser au mieux des circonstances du moment. Il suffit de rappeler comment les tribunaux français ont annulé après la guerre les contrats évaluant les prix en francs-or ou en devises étrangères, bien qu'aucune loi ne s'y opposât expressément. S'ils ont agi ainsi c'était pour empêcher dans une certaine mesure la dépréciation de la monnaie française.

Mais on n'a jamais vu en France les tribunaux violer formellement un texte de loi sous prétexte qu'il aurait été utile de le faire pour sauvegarder les intérêts de la classe dirigeante.

En U. R. S. S., au contraire, le C. C. E. annule ou confirme les décisions des Républiques membres ou des tribunaux selon qu'elles sont conformes à ses vues politiques ou plus exactement aux directives du parti communiste. La Constitution elle-même n'est pas à l'abri des décisions du C. C. E. de l'Union. D'après Timacheff et Alexeieff, la Constitution ne domine pas un décret. C'est pourquoi l'on voit l'organe suprême de l'U. R. S. S. valider des actes faits par un organe incompétent, ainsi, par exemple, certaines ingérences commises par le C. C. P. de l'Union dans les affaires intérieures des Républiques. Le procédé employé est le suivant : la décision de l'organe incompétent est réputée ne pas être examinée. Le C. C. E. prend à son compte le décret déjà rendu et promulgue celui-ci qui est naturellement exécutoire sur l'ensemble du territoire d'U. R. S. S. Il est facile de se rendre compte que de pareils procédés interdisent toute garantie sérieuse contre l'omnipotence du pouvoir central, libre d'annuler tous les actes qui vont à l'encontre de ses projets et de valider ceux qui servent sa politique.

Ainsi la situation des Républiques est particulièrement précaire et soumise à la toute puissante volonté du C. C. E. de l'Union, grâce à la façon dont celui-ci use du contrôle de la constitutionnalité.

Mais abstraction faite des dérogations à la Constitution, la dépendance des membres fédérés à l'Union est extrêmement étroite.

Tout d'abord le budget des Républiques fait partie inté-

grante du budget de l'U. R. S. S. ; les organes fédéraux ont donc à leur disposition toutes les recettes perçues sur le territoire de l'Union.

En second lieu ce sont les organes de l'Union qui règlent les conflits surgissant entre les Républiques. Une comparaison s'impose ici entre le conseil de la S. D. N. d'une part, et le Comité de l'Union, de l'autre. Les différends des nations capitalistes sont bien tranchés par les organismes de la S. D. N., mais la sentence rendue ne contraint pas obligatoirement la volonté d'Etats souverains. Sans doute ceux-ci se voient moralement obligés d'accepter ces décisions. L'opinion publique internationale, la crainte de représailles dirigées contre lui par les autres membres de la Société font que l'Etat contre lequel est intervenu le jugement s'incline devant celui-ci.

La situation des Républiques soviétiques n'est pas du tout la même : pour faire exécuter leurs décisions, les organes de l'Union disposent de la force armée. C'est pourquoi si la souveraineté des Républiques soviétiques est expressément réservée par la Constitution, elle est exclusivement théorique. Dans la réalité chaque République doit se soumettre au pouvoir fédéral.

Maguerovsky ne reconnaît d'ailleurs aux Républiques qu'une souveraineté potentielle : elle ne se manifeste pas dans les relations fédérales, mais elle peut se révéler, à n'importe quel moment, par un acte de séparation unilatéral. Le droit de sécession constituerait donc la garantie la plus sérieuse de la souveraineté des Républiques.

Cependant le pouvoir central semble encore limité par l'article 6 de la Constitution : le territoire des Républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement.

Or l'alinéa B de l'article 1 vient détruire les effets libéraux de l'article 6 : il appartient aux organes de l'Union de régler les questions relatives aux modifications de frontières entre les Républiques fédérées.

La Constitution est donc rédigée de telle sorte que les Républiques aient une apparence de souveraineté sur leur territoire, puisque celui-ci ne peut leur être enlevé sans leur consentement. Mais l'Union, par l'alinéa B de l'article 1, modèle à son gré les Républiques soviétiques en tranchant les questions relatives

aux modifications de frontières. Comme la R. S. F. S. R. domine l'Union, c'est elle qui a tout pouvoir d'agrandir un membre de l'Union, au détriment de l'autre. Ses agissements vis-à-vis de la République des Montagnards et dans le Turkestan prouvent qu'elle a largement usé de son pouvoir.

D'ailleurs les textes par lesquels les organes de l'Union ont le droit d'agir sur ceux des Républiques sont particulièrement nombreux dans la Constitution soviétique. C'est d'abord l'article 1 qui énumère les innombrables compétences de l'Union. Toutes les affaires ressortissant des commissariats, même non unifiés des Républiques, relèvent du pouvoir fédéral : Les Républiques ont des commissariats de la justice, dits autonomes. Alinéa O de l'article 1 : l'Union pose les principes de l'organisation et de la procédure judiciaire ainsi que de la législation civile et criminelle.

Les Républiques paraissent libres d'organiser comme bon leur semble leur instruction publique. Alinéa Q de l'article 1 : il appartient à l'Union de poser les principes généraux en matière d'instruction publique. Les Républiques n'ont-elles pas plus d'autonomie en matière d'agriculture ? Non, car d'après l'alinéa M de l'article 1 : l'Union établit les principes généraux sur l'exploitation du sol ainsi que sur l'usufruit des forêts et des eaux sur le territoire de l'U. R. S. S.

Les mêmes remarques peuvent être faites pour tous les commissariats dits autonomes. Pour tous, la législation fédérale fixe les principes directeurs que les organes des Républiques doivent suivre. En résumé, le pouvoir fédéral est complètement chargé d'expédier les affaires internationales ou d'intérêt vital pour l'ensemble de l'Union. Il étudie par ses commissariats unifiés les matières qui ne sont pas de tout premier plan mais qui intéressent néanmoins la collectivité soviétique tout entière. Les commissariats correspondants des membres fédérés exécutent leurs ordres en les adaptant aux besoins de la République.

Enfin il est certaines questions sur lesquelles le pouvoir fédéral se contente de poser les principes généraux dont les commissariats autonomes doivent faire l'application. Sans doute sur ces points la liberté d'interprétation est-elle un peu plus

large. Il n'en est pas moins vrai que le pouvoir fédéral même en ces matières reste le maître absolu.

D'autres textes donnent un droit de contrôle particulièrement important aux organes de l'Union sur ceux des Républiques. Article 31 : Le bureau du C. C. E. de l'Union a le droit de suspendre et d'abroger les arrêts des comités centraux et des C. C. P. des Républiques fédérées. Article 32 : le bureau du C. C. E. de l'Union a le droit de suspendre les arrêtés des Soviets des Républiques en soumettant postérieurement ces arrêtés à l'examen et à l'approbation du C. C. E. de l'Union. Article 20 : le comité du C. C. E. de l'Union a le droit de suspendre ou d'abroger les décrets et ordonnances du congrès des Soviets et des C. C. E. des Républiques fédérées. Ainsi toutes les précautions sont bien prises pour donner au C. C. E. de l'Union et à son bureau un pouvoir absolu sur les décisions du congrès et des C. C. E. des membres fédérés.

Il est toutefois un pouvoir que les organes de l'Union n'ont pas en apparence : c'est celui de prendre la place des organes des Républiques et de modifier la teneur de leurs lois, décrets ou arrêtés. Mais par la manière dont le C. C. E. exerce le contrôle de constitutionnalité, il peut arriver que les organes de l'Union se substituent entièrement à ceux des membres fédérés. En effet, lorsque le C. C. P. de l'Union par exemple a légiféré pour les Républiques, le C. C. E. prend à son compte cet acte contraire à la Constitution. L'acte du C. C. P. de l'Union entre ainsi en vigueur d'une façon détournée sur le territoire de la République aux organes duquel il s'est substitué.

Le Conseil d'Etat de France, pays unitaire, a sur les actes des conseils municipaux et des maires des pouvoirs beaucoup moins étendus que ceux du C. C. E. de l'Union sur les décisions des Républiques soviétiques, puisque le Conseil d'Etat ne peut qu'annuler dans certains cas les arrêtés municipaux. Encore faut-il qu'une action soit intentée par une personne contre tel ou tel arrêté. En aucun cas, le Conseil d'Etat n'est juge de l'opportunité de l'acte. En aucun cas, il ne peut suspendre ou modifier celui-ci. Il l'annule le cas échéant, et c'est là tout son pouvoir.

(1) Voir thèse Zasztovt Sukiennicka, p. 206.

Une grande controverse cependant a été suscitée en U. R. S. S. sur la question de savoir quelle interprétation doit être donnée aux articles 20, 31 et 32 de la Constitution. Ces textes donnent-ils simplement aux organes de l'Union un droit d'annulation ou de suspension sur les actes des organes des Républiques dans le cas où ceux-ci sont contraires à la Constitution ? Ce droit s'applique-t-il même aux actes ne violant pas la Constitution ?

Dans le sens de la première interprétation, on invoque l'alinéa W de l'article 1 : les organes de l'Union peuvent abroger les arrêtés des congrès des Soviets et des C. C. E. des Républiques fédérées *contraires à la présente Constitution*. En d'autres termes, les articles 20, 31 et 32 ne seraient qu'une application de l'alinéa W de l'article 1. Cette thèse est soutenue par Kotlarewsky (pp. 13 et 14) (1). Cette opinion paraît en contradiction avec la théorie soviétique du droit libre et avec la pratique du C. C. E. en ce qui concerne le contrôle de constitutionnalité. En effet, si le droit n'est en U. R. S. S. qu'un moyen pour servir le prolétariat, tout acte des Républiques paraissant contraire aux vues du C. C. E., organe chargé d'apprécier les intérêts du peuple des travailleurs, pourra être annulé par cette Assemblée, qu'il soit conforme ou non à la Constitution.

D'autre part, le C. C. E. peut réduire à néant non seulement des actes contraires à la Constitution mais encore les décisions en contradiction avec la législation fédérale. Comme c'est le C. C. E. de l'Union qui est le créateur et l'animateur de cette législation, rien n'empêche celui-ci de promulguer un décret ou une loi contraire à l'acte qu'il veut détruire.

Enfin la Constitution, en U. R. S. S., n'est pas à l'abri d'un décret. Les bâtisseurs de l'Empire soviétique ont appliqué à la lettre les théories de Rousseau. Ce que le peuple ou ses représentants ont créé ils peuvent le détruire. La Constitution de l'U. R. S. S. n'est pas un rocher immuable comme celles des Etats capitalistes. Elle est comparable à une dune de sable sans cesse en transformation. C'est pourquoi un acte d'une République sera toujours contraire à la Constitution si tel est le bon plaisir de l'organe chargé de modifier celle-ci.

L'Ukraine a essayé de lutter légalement contre l'envahisse-

(1) Voir thèse Zasztovt Sukiennicka, p. 206.

ment du pouvoir central. Dans sa Constitution, la République a énuméré avec beaucoup de précision les matières qui semblent de sa compétence. Elle entend ne laisser à l'Union que le principe et le plan d'ensemble. Elle a promulgué des codes pour empêcher que ceux de la R. S. F. S. R. lui soient systématiquement appliqués par les organes de l'Union. Les actes du commissariat du travail de l'Union ne sont valables pour l'Ukraine que s'ils sont ratifiés par le commissariat du travail ukrainien. D'après Arkhipov, « l'Ukraine est très soucieuse de défendre ses propres droits ; elle a formulé en particulier avec fermeté et insistance ses exigences lors de la discussion du plan quinquennal de Moscou ». (*Monde Slave*, p. 138, juillet 1930. Vostokov, Forces de concentration et forces de dispersion en U. R. S. S.)

Ainsi l'Ukraine arrive à éviter dans une certaine mesure l'ingérence du pouvoir fédéral dans ses affaires intérieures. Le peuple ukrainien, qui est au moins aussi évolué que le peuple grand-russe, combat de plus en plus la suprématie moscovite et a pris depuis longtemps conscience d'une vie nationale propre. La population ukrainienne bien homogène fait bloc contre le dominateur du Nord. Enfin et surtout la République russe a autant besoin de l'Ukraine, que l'Ukraine de la République russe. Le bassin industriel du Donec est l'un des premiers de l'Union. C'est pourquoi l'Ukraine est la seule République dont le Gouvernement ait pu se mesurer avec la toute puissance de la R. S. F. S. R.

L'Union des Républiques soviétiques constitue-t-elle un Etat fédéral ? Pour résoudre cette question, il faut savoir préalablement si les Républiques soviétiques sont des Etats. Mais l'on peut dès à présent affirmer que de tous les Etats fédérés l'U. R. S. S. est celui où le pouvoir central est le plus fort.

Il n'est pas douteux tout d'abord que l'U. R. S. S. ne soit beaucoup plus centralisé que les Etats d'Amérique du Nord qui sont présentés généralement comme l'Etat fédéral type.

En premier lieu les compétences du Gouvernement de Washington sont beaucoup moins étendues que celles du C. C. E. et du C. C. P. de l'U. R. S. S. Dans les deux Etats sans doute le pouvoir fédéral s'est emparé des relations internationales. Dans les deux Etats le Gouvernement central est

juge des différends entre les membres fédérés. Mais il y a une prérogative évidemment essentielle dont jouissent les Etats américains et qui a été refusée aux Républiques soviétiques. Les Etats d'Amérique ont un budget qui leur appartient en propre ce qui leur permet d'avoir une administration beaucoup plus autonome que celle des Républiques soviétiques auxquelles le pouvoir fédéral n'accorde des fonds que dans la mesure où il le juge utile.

D'autre part, si les Etats d'Amérique voient leurs litiges tranchés par les tribunaux fédéraux, du moins ceux-ci ne sont-ils pas les simples sous-ordres des organes du Gouvernement. La séparation des pouvoirs assure aux tribunaux une large liberté. Arbitres des Etats, ils ne reçoivent d'aucune autorité supérieure la solution du procès évoqué devant eux.

Les Républiques soviétiques n'ont pas la même garantie contre la toute puissance du C. C. E. de l'Union.

En ce qui concerne le contrôle de la constitutionnalité, les Etats-Unis d'Amérique sont protégés beaucoup plus que les Républiques soviétiques contre l'envahissement du pouvoir central. Il existe dans la Constitution américaine une clause d'après laquelle rien dans la Constitution ne pourra être interprété de manière à porter préjudice aux droits des Etats-Unis ou des Etats particuliers. Pour être juste, il faut reconnaître que la première partie du texte l'a emporté sur l'autre, et que les tribunaux fédéraux interprètent les textes surtout de façon à ne pas nuire aux droits du Gouvernement de Washington. Néanmoins les droits des Etats sont sauvegardés par la Constitution, et les tribunaux fédéraux doivent chercher à maintenir un juste équilibre dans la balance des prérogatives du pouvoir fédéral et de celles des Etats fédérés.

Enfin et surtout lorsqu'il y a une incertitude sur le point de savoir si un pouvoir appartient ou n'appartient pas au Gouvernement fédéral, la présomption est qu'il appartient à l'Etat fédéré. En U. R. S. S. la façon dont le C. C. E. pratique le contrôle de la constitutionnalité aboutit à des résultats identiquement opposés. Les efforts du C. C. E. tendent à accroître la puissance du Gouvernement central qui appartient d'ailleurs au C. C. E. lui-même. Celui-ci est à la fois juge et partie. C'est pourquoi l'équilibre entre les droits des Républiques et ceux du

pouvoir fédéral n'est pas réalisé. Un des plateaux de la balance l'emporte sur l'autre.

C'est principalement dans la revision de la Constitution que les Etats fédérés d'Amérique du Nord manifestent le plus leurs pouvoirs. Pour reviser la Constitution il faut d'abord proposer l'amendement. Celui-ci peut-être conçu et préparé soit par un vote des deux tiers des membres du congrès soit par la législature des deux tiers des Etats. Le texte doit être ensuite ratifié dans les trois-quarts des Etats, soit par leur législature, soit par des conventions spécialement réunies pour cet objet. Les Etats ont donc des pouvoirs fort larges dans la revision de la Constitution. En U. R. S. S. les membres fédérés ne sont même pas consultés : c'est l'omnipotente C. C. E. qui à son gré modifie les textes.

Madison (*Le Fédéraliste*, p. 382), quelque temps après le congrès de Philadelphie, cherchait à prouver aux partisans de l'indépendance des Etats que l'autonomie de ceux-ci était parfaitement respectée par la nouvelle Constitution : « Les Gouvernements des Etats, dit-il, auront l'avantage sur le Gouvernement fédéral si nous les comparons quant à leur dépendance immédiate réciproque, quant au degré d'influence personnelle qu'ils posséderont, quant à leurs pouvoirs respectifs, quant à l'affection et à l'appui probable du peuple, quant au moyen de résister aux mesures de l'autorité rivale et d'en arrêter les effets ».

En U. R. S. S. les sympathies du peuple iraient peut-être souvent dans les Républiques fédérées au Gouvernement national plutôt qu'au pouvoir de l'Union, seulement les organes de la République sont formés presque exclusivement de membres du parti communiste. C'est dire que le Gouvernement local est entre les mains du pouvoir fédéral, car loin de s'appuyer sur la collectivité qu'il dirige, les hommes qui composent le premier attendent tout de ceux qui règnent dans le deuxième.

L'Etat fédéral allemand est sensiblement plus centralisé que les Etats-Unis d'Amérique du Nord. Il l'est toutefois moins encore que l'U. R. S. S.

Il présente d'ailleurs avec celle-ci de grandes analogies. On trouve en Allemagne comme en U. R. S. S. un membre fédéré qui domine les autres : la Prusse joue dans l'Etat allemand le rôle

de la R. S. F. S. R. dans l'Union des Républiques soviétiques. La Bavière est le seul des länder qui résiste quelque peu à l'hégémonie de la Prusse. L'Ukraine est la Bavière de l'U. R. S. S.

En U. R. S. S. comme en Allemagne, les droits des Etats paraissent être respectés (article 5 de la Constitution de Weimar). Si la puissance d'Etat mise en œuvre par les organes du Reich est exercée en vertu de la Constitution du Reich, de même, la puissance dont font usage les organes des länder dans les affaires relevant de la compétence de ces derniers est exercée en vertu de leurs Constitutions.

Article 3 de la Constitution de l'Union : la souveraineté des Républiques fédérées n'est soumise qu'aux limitations établies par la Constitution et seulement dans les matières qu'elle déclare de la compétence de l'Union. Le terme « souveraineté » employé par la Constitution soviétique semblerait même indiquer que les Républiques de l'Union ont plus de droit que les länder du Reich. Mais dans le Reich comme en U. R. S. S. cette souveraineté et cette autonomie sont réduites à si peu de chose qu'elles disparaissent à peu près complètement.

Les länder allemands ont ainsi que les Etats fédérés d'Amérique du Nord un budget particulier qui ne dépend pas du budget fédéral. Conserveront-ils longtemps cette prérogative ? Les événements actuels semblent permettre d'en douter (1).

Une autre supériorité des länder sur les Républiques soviétiques consiste dans la part assez active que prend le conseil du Reich, formé de délégués des länder, dans la revision de la Constitution. Lorsque la Constitution est modifiée par le Reichstag, le conseil des länder peut par deux fois écarter l'application de la réforme, en demandant une consultation populaire. C'est une faculté que les Républiques soviétiques n'ont pas.

Le rôle du conseil des länder est par ailleurs assez analogue à celui du conseil des nationalités. Si le conseil des Etats prend part à l'élaboration des lois, il n'est pas consulté lors de leur adoption. Le conseil du Reich est une réunion d'experts plutôt qu'un organe de Gouvernement.

(1) Je fais allusion ici aux tentatives du Chancelier Brüning pour réaliser l'unification administrative du Reich et comprimer les budgets en cause. La Bavière a vivement protesté.

Le pouvoir central de la République allemande peut remanier les länder au mieux des intérêts économiques et culturels des populations. Mais du moins celles-ci sont-elles consultées avant d'être rattachées à telle ou telle collectivité.

En U. R. S. S. la situation n'est pas la même. Le pouvoir central, chargé de fixer les frontières entre les Républiques, peut répartir à son gré les divers peuples de l'Union. Il n'a d'avis à demander à qui que ce soit. Il faut d'ailleurs remarquer que pour des modifications de frontières intervenues dernièrement entre la R. S. F. S. R. et l'Ukraine, les organes de l'U. R. S. S. ont demandé l'avis des congrès locaux. Seulement ils n'étaient pas obligés de le faire.

La différence essentielle existant entre les länder et les Républiques consiste surtout dans leur origine historique. Alors que les länder sont d'anciens Etats qui ont joui jusqu'en 1871 d'une véritable souveraineté, les Républiques membres de l'Union ont été créées par le parti communiste. La création des Républiques soviétiques n'était en somme qu'une annexion déguisée à la R. S. F. S. R. des régions conquises par les armées rouges. Lorsqu'on voit les dirigeants communistes accorder aux communautés nationales une apparence d'autonomie et en faire des Républiques fédérées dont l'ensemble forme l'Union, on pense aux chartes autrefois octroyées généreusement par des seigneurs aux bourgs et villes, leurs fidèles vassaux. Et l'on se rappelle également, à voir la façon dont Moscou brime les tentatives de séparatisme, l'épisode de Louis VII faisant pendre les bourgeois d'Orléans ayant crié « commune », bien qu'il ait lui-même contribué fortement au mouvement communal... sur les terres de ses vassaux.

Pour les länder allemands comme pour les Etats-Unis d'Amérique, l'Etat fédéral a été formé au contraire par la volonté des communautés qui les constituent. En U. R. S. S. la formation de l'Union a apporté aux Républiques sœurs sous le protectorat de la R. S. F. S. R. une augmentation de pouvoirs, en ce sens que les délégués des Républiques ont pu collaborer depuis à la formation des lois qui régissent l'Union. Aux Etats-Unis comme en Allemagne, la création de l'Etat fédéré a été la cause d'une diminution sensible de la compétence des membres.

Ainsi donc, les länder allemands ont une autonomie plus

grande que les Républiques soviétiques. Or, M. Carré de Malberg (*Etudes de droit et d'économie comparées*, fascicule 1 « L'Allemagne depuis la guerre ») refuse aux länder le nom d'Etat parce que l'ensemble de la collectivité allemande est seule compétente pour modifier la Constitution, sous réserve du droit de veto possédé sur le conseil des Etats. Selon M. Carré de Malberg, les länder diffèrent de la province ou de la commune qui ne peuvent acquérir des facultés de contrainte pour les besoins de leur administration locale que moyennant une délégation opérée par l'Etat dont elles font partie ; les länder n'ont pas besoin de délégation de cette sorte et possèdent par eux-mêmes, en raison de leur propre staats gëwalt, un pouvoir de commandement et de contrainte.

« Mais, dit M. Carré de Malberg, pour qu'une collectivité « soit autonome, il ne suffit pas qu'elle possède actuellement « des pouvoirs qu'elle tire d'elle-même, de son passé historique, « de son organisation constitutionnelle. Il faut encore et d'une « façon tout aussi nécessaire qu'elle soit maîtresse de ses « pouvoirs et qu'elle n'en puisse être dépouillée contrairement « à sa volonté. »

Les länder n'étant pas des Etats, à plus forte raison les Républiques soviétiques n'en constituent pas pour cet auteur.

TROISIÈME PARTIE

VÉRITABLE NATURE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

CHAPITRE VIII

LE DROIT DE SÉCESSION N'EST-IL QU'UN LEURRE ?

Les Républiques soviétiques n'ont donc actuellement qu'un pouvoir fort restreint, et les compétences des organes de l'Union sont presque illimitées. De plus, les quelques garanties apportées par la Constitution aux membres de l'Union et la très faible autonomie qui leur a été reconnue, peuvent leur être enlevées par le C. C. E., organe chargé de modifier la Constitution.

Mais si actuellement les Républiques ne jouissent que de droits peu nombreux et fort précaires, peuvent-elles du moins, par leur propre volonté, se séparer de l'Union et reprendre leur indépendance. S'il en était ainsi, la souveraineté des membres de l'Union serait sauvegardée. L'U. R. S. S. se présenterait sous la forme d'une simple Confédération d'Etat. Les collectivités constituant les membres de l'Union ne subiraient le joug du Gouvernement de Moscou qu'en vertu d'une adhésion volontaire. Un contrat unirait les peuples de l'ancien Empire russe

en une association destinée à appliquer les principes communistes et à réaliser la révolution prolétarienne mondiale.

Comme l'a dit Maguerovsky, les Républiques soviétiques jouiraient d'une souveraineté « potentielle » (1). Elles seraient de véritables Etats ; elles possèdent à peu près les mêmes organes de gouvernement que l'Union : il leur suffirait de créer les commissariats correspondants aux besoins des relations internationales pour pouvoir s'administrer elles-mêmes. Dès qu'elles le désireraient, elles auraient la faculté de quitter la société des groupements soviétiques. Elles auraient donc en puissance tous les attributs de la souveraineté.

Le droit de sécession des Républiques de l'Union est non seulement consacré par l'article 4 de la Constitution, mais encore ce dernier texte ne peut être modifié que par la volonté unanime des Républiques membres (article 6).

Le préambule de la Constitution proclame également que les peuples d'U. R. S. S. se sont unis librement : leur volonté peut donc détruire le lien de droit qu'elle a créé.

Or, d'après la Constitution de la R. S. F. S. R., les peuples faisant partie de cette République possèdent également la libre disposition d'eux-mêmes. Mais ces communautés autonomes sont nées d'un acte du Comité central exécutif panrusse. Il paraît tout à fait invraisemblable que ces peuples qui n'ont pu décréter eux-mêmes leur autonomie soient capables juridiquement de se séparer de l'Union. D'ailleurs les dirigeants de la R. S. F. S. R. se sont contentés, au sujet du droit d'auto-détermination des peuples qui constituent cette République fédérative, d'une vague déclaration de principe dont ils se sont bien gardés d'énoncer les applications.

Il est donc indubitable que les Républiques des régions autonomes n'ont pas le droit de sécession. Mais celui-ci, même pour les membres fédérés, existe-t-il, en dépit des apparences ?

Tout d'abord, on peut affirmer que l'Union ne tolérerait pas la séparation d'une République, si celle-ci désirait, une fois indépendante, se donner un Gouvernement démocratique basé sur les principes des Etats capitalistes. Il suffit de voir avec quelle énergie le Gouvernement de l'Union a brisé les révoltes

(1) Voir thèse Zashtovt Sukiennicka, p. 203.

du Caucase et du Turkestan. Pour Moscou, il n'existe qu'une formule de gouvernement : celle qui est appliquée en U. R. S. S. Tous ceux qui s'élèvent contre la dictature du prolétariat sont qualifiés de salariés du capitalisme français ou américain et traités comme des traîtres. Dans le cas où la plupart des nationaux d'une République soviétique désireraient renoncer au collectivisme, les dirigeants de l'Union sauraient contraindre les peuples dissidents à rester dans la voie tracée par Lénine. Les fonctionnaires communistes continueraient à gouverner le pays, sous la protection de l'armée rouge.

La forme républicaine des Etats-Unis d'Amérique du Nord est garantie, d'après la Constitution, par le Gouvernement fédéral. Semblable clause n'existe pas dans la Constitution soviétique ; mais son esprit anime chaque ligne du préambule où les bienfaits du Gouvernement soviétique sont vantés avec emphase, et opposés à la tyrannie des Etats capitalistes.

D'autre part la pratique même des dirigeants communistes prouve surabondamment que le Gouvernement de l'U. R. S. S. s'opposerait par les armes à toute restauration d'un régime capitaliste dans une quelconque des Républiques de l'Union : les Bolcheviks ont établi leur pouvoir en Ukraine et dans le Caucase grâce à la guerre ; une autorité édifiée de cette manière saurait user de la force pour se maintenir.

Même si d'ailleurs la République sécessionniste entendait rester résolument communiste, il est bien douteux que l'Union consentirait à la séparation. Les Républiques d'U. R. S. S. n'ont-elles pas été entraînées dans une Union forcée par la R. S. F. S. R. ? Quand le Gouvernement de celle-ci a décrété la coalition des communautés soviétiques contre le capitalisme, il ne leur a pas demandé leur assentiment. Si le congrès panrusse a proclamé le principe de l'auto-disposition des peuples, il a en même temps décrété qu'il était seul juge du point de déterminer l'époque où la liberté serait accordée aux nations allogènes. En attendant, il s'emparait des attributions internationales des nouvelles Républiques et mettait la main sur tous les services importants de celles-ci.

Il y a une filiation certaine entre la Constitution de l'U. R. S. S. et le décret de 1919. Sur beaucoup de points le pacte fondamental de l'Union n'a fait que reprendre ce texte

et le développer. Ainsi les compétences que s'était attribuées le Gouvernement de la République russe sont à peu près celles des pouvoirs de l'organe fédéral. L'Union dirige les relations avec les puissances étrangères. Elle a la disposition de la force armée, c'est à elle qu'appartiennent les voies et communications, etc. Voilà pourquoi le principe fondamental du décret de 1919, c'est-à-dire l'Union forcée des Républiques soviétiques, tant que celle-ci sera utile aux intérêts du prolétariat, doit être sous-entendue dans la Constitution de l'U. R. S. S. : le Gouvernement de Moscou se considère comme le seul soutien des masses ouvrières et paysannes ; or, il est certain que si l'Union laissait échapper à sa domination les pétroles du Caucase, ou les richesses industrielles du Donetz, elle subirait un préjudice tellement considérable que son existence même pourrait être en danger. La forteresse du prolétariat serait diminuée, sinon abattue. Ces conséquences de la sécession d'un membre fédéré ne peuvent être admises par le Gouvernement de Moscou.

Toute tentative de sécession d'une République se heurtera donc certainement à la résistance obstinée du pouvoir fédéral. Comme le droit n'est en U. R. S. S. qu'une question d'opportunité, le C. C. E. panrusse modifiera au besoin la Constitution pour empêcher la séparation du membre sécessionniste. En vain celui-ci invoquera-t-il l'article 6 d'après lequel il faut le consentement de toutes les Républiques de l'Union pour modifier l'article 4. Le C. C. E. pourra répondre que cet assentiment est inutile pour la suppression de l'article 6 lui-même : ainsi, par cet escamotage, les organes de l'Union s'opposeront à toute sécession en sauvegardant les apparences.

D'ailleurs le C. C. E. de l'Union aura vraisemblablement recours à un moyen beaucoup plus simple. Il lui suffira d'annuler l'acte par lequel les organes de la République auront prononcé l'indépendance de leur pays. L'article 20 lui en donne le droit. Malgré l'opinion opposée de certains juristes soviétiques, cet article ne doit pas subir d'interprétation restrictive : le Comité central d'U. R. S. S. peut dans tous les cas annihiler les lois, décrets et arrêtés des organes des Républiques, même si ces décisions ne sont pas contraires à la Constitution. L'opinion opposée ne serait en effet pas conforme à la théorie

du droit libre d'après laquelle la Constitution ne doit pas être au-dessus d'un décret.

D'ailleurs toutes les fois que des communistes manifestent des tendances séparatistes, ils sont impitoyablement exclus du parti. Avec un pareil système, Moscou évite qu'une République proclame son indépendance, puisque les organes des gouvernements des membres fédérés sont composés en grande majorité de Bolcheviks.

Stoutchka, théoricien soviétique, a bien raison lorsqu'il affirme que la sécession des Républiques est une question de force plutôt que de droit. Actuellement la force n'est pas du côté des Républiques.

CHAPITRE IX

LES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SONT-ELLES DES ÉTATS ?

A la lumière des chapitres précédents, nous allons tenter de déterminer la nature juridique des unités composantes de l'U. R. S. S. Les Républiques fédérées sont-elles des Etats ? Nous laissons de côté les Républiques et les Territoires autonomes qui peuvent être considérés comme de simples circonscriptions administratives d'un type spécial. Ces communautés autonomes sont douées sensiblement des mêmes pouvoirs que nos départements ou plus exactement que les provinces de l'ancienne France. En effet, les Républiques et les Territoires jouissent au point de vue culturel d'une assez large autonomie. De même, dans l'ordre économique et administratif, les provinces françaises avaient des prérogatives analogues à celles que les communautés nationales de l'U. R. S. S. possèdent dans l'organisation de leurs écoles et dans la pratique de leur langue.

Il ne s'agira donc dans ce chapitre que des Républiques fédérées, unités composantes du premier degré de l'U. R. S. S. Toutefois, la Géorgie, l'Abkhasie, l'Azerbéidjan et l'Arménie doivent être considérées comme ayant cette dignité. La Fédération transcaucasienne constitue un échelon assez artificiel dans la pyramide soviétique. Son activité se manifeste surtout au point de vue économique. Rappelons qu'un traité a uni l'Azerbéidjan et l'Arménie à la R. S. F. S. R. avant la constitution de l'Union. Les contrats passés par les Républiques transcausiennes avec la République de Russie étaient identiques à ceux qui existaient entre cette dernière et l'Ukraine

ou la Russie Blanche. Quant à la Géorgie, elle a été reconnue officiellement par la Russie bolchevique.

Les critères les plus variés ont été donnés pour différencier l'Etat des autres collectivités. Le plus anciennement admis est celui de la « souveraineté » : une communauté, d'après Bodin, pour constituer un Etat devait être souveraine. Le Gouvernement de l'Etat ne devait avoir au-dessus de lui aucune puissance capable de le limiter. L'autorité gouvernant la communauté souveraine possédait quatre prérogatives essentielles, les quatre droits régaliens : elle avait la puissance de donner loi, celle de faire la guerre ou la paix, elle rendait la justice entre les individus qui composaient la collectivité, elle percevait sur eux des impôts.

Si l'on admet le critère de la souveraineté pour caractériser l'Etat, il est certain que les unités composantes de l'U. R. S. S. ne méritent pas ce titre. Il n'est aucun des droits régaliens qui leur appartienne ; c'est l'Union qui en a seule l'exercice ; l'Union a le monopole des relations internationales, c'est elle qui régit tout le commerce avec l'étranger. Les impôts sont levés sur l'ensemble de l'U. R. S. S. par le pouvoir central ; les organes des Républiques n'interviennent dans la rédaction de leur propre budget qu'à titre de conseillers. Les membres de l'Union, si l'on s'en tenait au texte même de la Constitution, auraient dans une certaine mesure puissance de donner loi ; la compétence des Républiques fédérées comprend tout ce qui n'est pas englobé par celle de l'Union. Mais les prérogatives de celle-ci sont tellement vastes qu'elles absorbent celles des Républiques.

La confusion la plus absolue des pouvoirs règne en U. R. S. S. La puissance judiciaire des membres se trouve donc subordonnée aux organes de l'Union dans la mesure où les C. C. E. des Républiques sont soumis à ceux de la Fédération : les tribunaux de l'Ukraine, par exemple, peuvent obéir au C. C. E. de l'Ukraine. Or, le C. C. E. de l'Union a la haute main sur celui de l'Ukraine : il dirige donc également les tribunaux ukrainiens. C'est dire que la République d'Ukraine n'a pas la puissance judiciaire, non plus d'ailleurs qu'aucune des unités composantes de l'U. R. S. S.

Cette théorie de la souveraineté élaborée par les légistes

du Moyen-Age pour légitimer l'autorité absolue du monarque et dont le complet épanouissement se révèle dans les œuvres de Jean Bodin et de Grotius avait dans le domaine politique les plus graves retentissements : chaque monarque possédant une autorité absolue que rien, pas plus à l'extérieur qu'à l'intérieur ne devait limiter, les conflits internationaux ne pouvaient être résolus que par la force ; aucun principe supérieur aux ordres des différents souverains n'était admis.

Les juristes du XVIII^e siècle tentèrent de réagir contre cette tendance. Ils imaginèrent la théorie de l'état de nature : d'après celle-ci, les Etats avaient ainsi que les individus des droits absolus, inviolables et inaliénables. Ces droits étaient au nombre de cinq : droits de conservation, d'indépendance, d'égalité, de respect, de commerce international.

Il est clair que les Républiques soviétiques ne jouissent pas des plus importants de ces droits. Si la faculté de sortir de l'Union était réellement reconnue, on pourrait alors parler pour les unités composantes de l'U. R. S. S. du droit à l'indépendance. Mais nous avons vu ce qu'il fallait penser de la liberté de sécession ; l'article 4 de la Constitution de l'Union soviétique est destiné à rester lettre morte, et les membres fédérés sont indissolublement liés les uns aux autres.

Du moins le droit à la conservation existerait-il pour les Républiques soviétiques ? A première vue il semblerait possible de l'admettre puisque la souveraineté des membres de l'Union a été solennellement reconnue. Mais cette souveraineté est tellement réduite, la compétence des organes du pouvoir central si développée, que les prérogatives des Républiques sont complètement annihilées. Les membres de l'Union n'ont même pas l'assurance de conserver l'intégrité de leur territoire. C'est l'Union qui est compétente pour délimiter les frontières des unités composantes. Nous savons qu'elle a usé largement de son droit. Nous avons vu, en effet, l'une des Républiques soviétiques, l'Usbekistan, se morceler et le Tadjikistan élevé à la dignité de membre fédéré. De même, la République des Montagnards et le Daghestan qui économiquement relevaient de la Fédération transcaucasienne, qu'aucune tradition ne rattachait à la République de Russie avec laquelle ses populations ont presque toujours été en lutte,

ont été annexées à la R. S. F. S. R. Bien plus, ces deux communautés étaient formées de peuples proches sinon par le sang, du moins par les coutumes. Les rudes combats qu'ils avaient livrés à leurs envahisseurs sous la direction du prophète Schamyl avaient cimenté l'Union de tous les Montagnards. Or, ces populations ont été réparties en un certain nombre de circonscriptions soi-disant autonomes qui ne relèvent même pas d'une seule République fédérée.

Ne parlons pas du droit au commerce international : toutes les relations avec l'Etranger appartiennent à l'Union.

Peut-on dire du moins que l'égalité règne au sein des communautés soviétiques, si elles n'ont pas les droits des nations capitalistes ? Pas même : d'après la Constitution de l'U. R. S. S., sans doute aucune ne doit avoir sur les autres un rang de faveur. Mais en fait, c'est la R. S. F. S. R. qui domine l'Union.

La théorie des droits naturels des Etats n'était pas satisfaisante. En effet, si l'on se trouve dans telle alternative qu'il faille obligatoirement sacrifier un droit fondamental de l'un ou l'autre de deux Etats A et B, il est impossible de déterminer si A doit céder à B ; le conflit ne peut se résoudre que par la force.

Aussi rechercha-t-on au XIX^e siècle un système permettant de soumettre les Etats au droit objectif, sans toutefois qu'ils abdiquent pour cela leur souveraineté.

L'existence du droit international est admise par la théorie de la Vereimbarung : la volonté d'un seul Etat ne saurait créer un droit supérieur à chaque souverain. Mais l'Union des volontés des plusieurs Etats parvient à créer un droit objectif qui s'impose à tous. C'est le cas des Républiques soviétiques. Elles admettent un principe supérieur, la dictature du prolétariat. Pour la réalisation de ce principe elles ont remis tous pouvoirs entre les mains du Gouvernement fédéral, ou plus exactement, ce dernier s'est emparé de tous les attributs de la souveraineté. La Vereimbarung soviétique s'oppose à la S. D. N., Vereimbarung des Etats capitalistes. Seulement, il existe une différence essentielle entre les deux : la S. D. N. est composée d'Etats, l'Union soviétique est formée de collectivités qui ne paraissent pas mériter ce titre.

En effet, même si l'on admet les théories réduisant au minimum la notion de l'Etat, celle de Jellinek et de Laband, on ne saurait accorder le qualificatif d'Etat aux Républiques soviétiques.

Les auteurs allemands, après la Constitution de 1871, pour ménager les susceptibilités des princes dont les royaumes étaient intégrés à l'Empire, élaborèrent des théories permettant d'appliquer le nom d'Etat aux anciennes principautés.

D'après Jellinek, l'Etat est une collectivité douée d'une volonté qui ne peut être engagée que par elle-même et qui a une organisation propre lui permettant de vivre une vie complète et indépendante. L'Etat doit donc posséder en premier lieu un pouvoir de domination en vertu d'un droit propre, s'exerçant grâce à une organisation propre. Il faut donc, pour qu'une collectivité soit appelée « Etat », qu'elle se soit librement donnée une Constitution et que celle-ci ne puisse être modifiée que par la volonté des individus formant la collectivité envisagée.

Ce premier critère de l'Etat permet de refuser le titre d'Etat aux Républiques soviétiques. Il est discutable de prétendre que les Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, etc., se soient octroyés de leur plein gré des Constitutions soviétiques puisque les Républiques sœurs se sont formées grâce à la conquête des armées rouges. Mais il est indéniable que la compétence des membres de l'Union et leur existence même dépendent de la volonté des organes fédéraux. Les Républiques soviétiques ne tiennent donc leur pouvoir de domination que du Gouvernement de Moscou ; il appartient à ce dernier de le modifier ou même de le supprimer.

Les Républiques soviétiques possèdent les deux autres caractéristiques attribuées par Jellinek à l'Etat : elles ont en propre l'organe le plus haut qui met en mouvement l'activité du groupement. Ce plus haut organe c'est le C. C. E. de chaque République en pratique ; c'est théoriquement le Congrès des Soviets, devant lequel le C. C. E. doit rendre compte.

Il faut, d'ailleurs, rappeler à propos de cette domination du Congrès de la République sur les autres Assemblées la lutte ardente qui se manifesta au début de la révolution entre les Assemblées locales et les congrès supérieurs. Les Soviets des

députés, d'où étaient issus tous les autres organes de Gouvernement, prétendaient imposer à ceux-ci leur suprématie : « Les autres Assemblées, prétendaient-ils, n'étaient que leurs mandataires, et devaient leur rendre des comptes ». Les biens des Soviets supérieurs étaient saisis sur l'initiative des assemblées des villages ou des villes. Les ordres les plus contradictoires s'entrecroisaient. Le pouvoir central de la R. S. F. S. R. eût bientôt, sous la forte direction du parti bolchevik, raison de cette anarchie, et les Républiques sœurs, prenant modèle sur l'aînée, eurent des Gouvernements très centralisés.

Le dernier critère de l'Etat, suivant Jellinek, est de posséder toutes les fonctions essentielles d'une puissance d'Etat : la puissance législative, la puissance exécutive et la puissance judiciaire. Les trois pouvoirs sont confondus en U. R. S. S., mais les Républiques sont organisées sensiblement comme le pouvoir central, et pourraient sans modification radicale vivre d'une vie indépendante.

Donc si les Républiques remplissent deux des conditions exigées par Jellinek pour être un Etat, elle ne satisfont pas à la principale et n'ont pas de pouvoir de domination en vertu d'un droit propre.

La théorie de Laband n'est en somme qu'une variante de celle de Jellinek. Laband n'a fait que reprendre le critère principal proposé par celui-ci et il l'a précisé. Pour Laband, l'Etat est la collectivité qui possède, sur les individus libres qui la composent, les droits propres de domination : l'Etat seul peut commander à des personnes et les contraindre, tandis que les autres personnes ne le peuvent pas. Afin de préciser sa théorie, Laband a recherché une explication historique de l'Etat ; pour lui, une collectivité serait un Etat lorsqu'elle aurait toujours eu un pouvoir propre de domination sur ses ressortissants. Or, les membres de l'Union soviétique ont eu autrefois un pouvoir propre de contrainte : l'Ukraine a dominé tout le Grand Duché de Russie au début de son existence ; la Russie Blanche s'est rendue dès le XI^e siècle pratiquement indépendante ; la Géorgie possédait encore sa souveraineté à la fin du XVIII^e siècle ; les Etats du Turkestan étaient gouvernés par des khans ne relevant d'aucune puissance supérieure.

Mais les Tzars parvinrent à faire régner leur autorité absolue sur l'ensemble des terres de l'Empire et détruisirent toute autonomie. Les peuples allogènes tentèrent de recouvrer le pouvoir et de se gouverner eux-mêmes au début de la révolution. L'armée rouge les fit rentrer dans l'obéissance de Moscou. Les Républiques soviétiques n'ont pas repris la puissance de domination sur les individus qui les composent, elles ne sont pas les successeurs des gouvernements libres d'autrefois, les droits actuels des membres de l'Union n'existent que par la volonté du gouvernement fédéral et peuvent être supprimés par celui-ci.

Les systèmes de Jellinek et de Laband, construits pour étendre la notion d'Etat aux principautés allemandes ayant perdu la souveraineté, n'ont pas résolu la grande question de la primauté du droit international sur la toute puissance des gouvernements.

Les théories de Duguit et de Kelsen ont au contraire complètement bouleversé les données du problème, auquel ils sont parvenus à donner une réponse.

On ne pouvait en effet considérer comme satisfaisante la théorie de la *Vereimbarung*, car ce que la volonté des Etats associés a pu créer, leur volonté contraire est capable de le détruire. L'impérialisme des Gouvernements n'est donc pas limité.

Il en est de même d'une autre théorie, celle de l'auto-limitation : l'Etat doit respecter les règles qu'il a posées tant dans ses relations avec ses nationaux que dans le domaine international. Mais il est vraiment trop facile à un Gouvernement de changer la loi qui le gêne quand il l'a lui-même façonnée.

Avec Duguit la question ne se présente plus sous le même angle. Duguit ne se demande pas si la souveraineté d'un Etat est limitée par un ordre supérieur qui s'appelle le droit international. A la base de ses raisonnements, Duguit pose l'axiome suivant : les individus d'une collectivité se divisent en deux catégories : les gouvernants et les gouvernés. La personnalité morale des Etats, la souveraineté deviennent des mots vides de sens. Les gouvernants qui détiennent la force ont-ils un pouvoir illimité sur les individus qu'ils commandent et peuvent-

ils formuler toutes les lois qu'ils désirent, voilà tout le problème qui intéresse non seulement l'ordre interne mais encore l'ordre international.

Comment Duguit le résoud-il ? D'après lui, une règle des gouvernants n'a de la valeur que si elle se conforme au principe du droit objectif. Duguit présente le droit objectif comme un ensemble de règles nécessaires à la vie de la collectivité. Le droit subjectif, c'est-à-dire celui qui émane de la volonté des gouvernants, ne doit être que l'application des principes du droit objectif. S'il n'en est pas ainsi, le fonctionnement des organes de l'Etat devient défectueux. Le droit objectif suivant Duguit, a été comparé par M. Giraudoux à un courant électrique. La volonté des gouvernants c'est le commutateur grâce auquel la lumière jaillit. Mais les gouvernants ne créent pas plus le droit que celui qui tourne le commutateur ne crée le courant.

Ce système aboutit sans doute à des conséquences dangereuses, et peut amener dans les relations entre les gouvernants et les gouvernés des troubles anarchistes. Qui, en effet, appréciera si les ordres des gouvernants dans le domaine des affaires intérieures ou dans celui des relations internationales sont conformes au droit objectif ? Ce ne peut être que la majorité des gouvernés, laquelle nomme les gouvernants. Le droit objectif devient alors le droit du plus fort. Toutefois la théorie de Duguit a le grand mérite de concrétiser le problème de la souveraineté.

La théorie de Duguit (1) s'applique sur le plan international comme sur celui du droit interne. De même que pour éviter des troubles sociaux dans la collectivité nationale les gouvernants doivent appliquer les règles du droit objectif, de même que la société des Etats fonctionne pacifiquement et pour le plus grand bien de chacun de ses membres il faut que les principes du droit international soient respectés.

Mais quelles sont les personnes capables, d'après Duguit, de donner corps aux règles immanentes et un peu vagues du droit objectif ? C'est ici qu'intervient la grande distinction entre les agents et les gouvernants : toutes les fois qu'une col-

(1) Sur la théorie de Duguit au droit international, voir **l'Etat**, tome II, pp. 754 et suivantes, par Duguit.

lectivité est dirigée par les gouvernants, elle constitue un Etat. Si elle n'a à sa tête que des agents, elle n'est qu'une simple circonscription administrative. Il reste encore à déterminer suivant quel critère l'agent sera distingué du gouvernant.

Duguit récuse les critères proposés par d'autres auteurs. Tout d'abord la qualité de gouvernant ne dépend pas de la compétence plus ou moins étendue du détenteur de l'autorité.

Le critère mis en avant par M. Hauriou est également éliminé par M. Duguit : les agents ne seraient pas capables d'après M. Hauriou d'imposer des règles générales et abstraites ; même dans les cas très rares où ils pourraient édicter des lois proprement dites, la force obligatoire de l'ordre exprimé par l'agent sera issue de l'intérêt des gouvernants qui en sont seuls titulaires.

Or, M. Duguit fait remarquer que des individus qui ont certainement le pouvoir réglementaire et qui ne sont pas simplement les exécuteurs des lois de l'Etat n'en sont pas moins des agents : il prend pour exemple le préfet qui, d'après la loi de déconcentration de 1856, peut prendre des arrêtés en vertu d'un droit de détermination propre.

Il n'y a donc pas de différence de compétence entre l'agent décentralisé et le gouvernant fédéral : l'un comme l'autre peuvent être soumis au contrôle du pouvoir central ou de l'Etat fédéral. Ainsi les tribunaux en France, Etat unitaire, comme aux Etats-Unis, Etat fédéral, peuvent annuler les décisions du pouvoir local, que celui-ci s'appelle Etat fédéré, maire ou préfet.

Au contraire, le gouvernant central ou fédéral ne peut pas réformer l'acte de l'agent décentralisé ou du gouvernant fédéré.

La différence essentielle entre le gouvernant et l'agent ne consiste pas davantage dans la façon dont sont désignés les uns et les autres. Si les gouvernants fédérés ne sont jamais nommés par le pouvoir central, il existe des agents qui sont élus par la collectivité restreinte dont ils ont la direction. C'est même le trait qui distingue l'agent décentralisé, élu, de l'agent centralisé, qui est nommé.

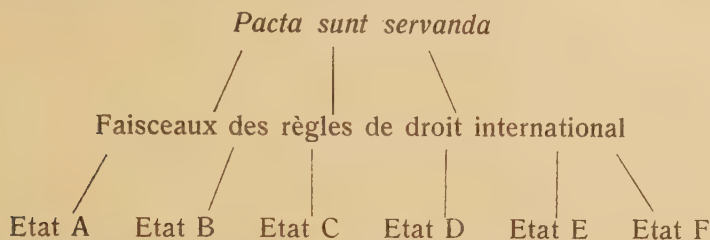
Pour Duguit, il y a fédéralisme quand les gouvernants ont pris l'obligation juridique de maintenir sur une certaine circonscription territoriale une certaine compétence à des agents décentralisés. Donc, lorsque le pouvoir central peut modifier ou

supprimer comme bon lui semble le système d'organisation locale, il y a décentralisation, il n'y a pas fédéralisme, même si c'est une loi formelle qui a doté d'autonomie telle ou telle région. Les libertés accordées ne pourront être supprimées dans ce dernier cas que par une loi formelle, comme c'est le cas pour les länders de l'empire allemand. Mais elles n'en seront pas moins modifiables au gré du pouvoir central.

Pour que l'on soit en présence de fédéralisme, il faut donc qu'une barrière soit élevée contre la toute puissance du pouvoir central et que celui-ci ne puisse pas aller outre. En U. R. S. S. il n'y a pas de limite à la compétence du C. C. E. de l'Union. Les Républiques soviétiques sont donc, selon la théorie de Duguit, des circonscriptions décentralisées et non pas des Etats. Elles ne sont même pas des circonscriptions très décentralisées ; grâce au système bolchevik du contrôle de la constitutionnalité, le C. C. E. non seulement surveille les agissements des Républiques, mais encore suspend ou réforme leurs actes.

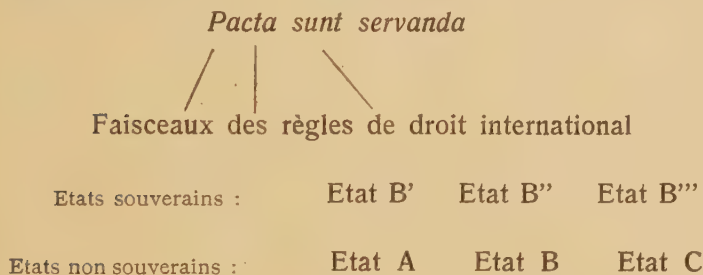
La théorie de Kelsen a résolu d'une façon toute différente de celle de Duguit le problème de la primauté du droit international sur le droit interne. Kelsen ne s'occupe pas, comme Duguit, des créateurs de la règle de droit, mais de l'ensemble même de ces règles. Pour le chef de l'école viennoise, l'Etat est un ordre normatif, c'est-à-dire un faisceau de règles. Les règles constituant l'Etat sont juridiques : elles ont pour but de limiter l'activité des individus et des groupements. Les règles juridiques se distinguent des règles naturelles en ce qu'elles peuvent être violées sans cesser pour cela d'exister. Elles se différencient également des lois morales, car elles comportent une sanction, et sont imposées au besoin par la force. Les rapports des divers ordres normatifs constitués par les Etats forment le droit international qui est lui-même un ordre juridique. Kelsen conclut à la primauté du droit international sur le droit interne, car une solution contraire aboutirait à faire nier par chaque Etat les ordres juridiques étrangers, c'est-à-dire à détruire le droit international et à en faire une simple règle de morale. En effet, l'un des termes du rapport qu'est le droit international prendrait des proportions gigantesques vis-à-vis de l'autre : l'Etat envisagé s'étendrait démesurément vis-à-vis des ordres juridiques d'étrangers.

Verdross, disciple de Kelsen, cherche à déterminer la règle fondamentale, base du droit international. Il admet que c'est le principe *pacta sunt servanda*. L'ensemble des Etats se présente donc selon le schéma suivant :



Mais il arrive que certains Etats, qui sont dits non souverains, ne dépendent pas directement du droit international. Un autre Etat s'est emparé de leur compétence internationale et assure leurs relations extérieures.

Nous obtenons donc ainsi le schéma ci-dessous :



Il n'y a pas pour les disciples de Kelsen de différences essentielles entre un Etat non souverain et la circonscription décentralisée : il n'existe entre eux qu'une différence de degré dans la décentralisation. Or, il y aurait décentralisation, d'après Kelsen, lorsqu'un faisceau de règles est émis par une autorité locale et n'est appliqué que sur une étendue restreinte de territoire. La décentralisation au contraire existe quand l'ordre émis s'étend à l'ensemble du territoire de l'Etat envisagé. En U. R. S. S., les ordres du pouvoir central qui sont exécutoires sur tout le territoire de l'Union sont particulièrement nombreux. En tout cas, rien ne limite pour le C. C. E. de Moscou la possibilité d'émettre des lois générales. Les compétences innombrables définies par l'article 1 de la Constitution lui donnent des droits considérables. En outre, il émet

des normes juridiques par le seul fait qu'il contrôle et réforme les normes émises par les organes inférieurs. Les organes des Républiques sont comme des postes émetteurs d'ondes hertziennes dont la faible intensité serait dominée et modifiée par une station de grande envergure.

Pour en terminer avec l'application des théories de l'école viennoise à l'Union soviétique, il faut se demander si l'U. R. S. S. dépend du droit international tel que l'ont défini les disciples de Kelsen. Le faisceau de systèmes juridiques constitué par l'Union ne se trouve-t-il pas en contradiction formelle avec le système qui a à sa base le dogme fondamental *Pacta sunt servanda* ? Il est difficile de nier que l'école du droit libre qui professe un mépris absolu pour toutes règles intangibles, qui ne considère les lois que comme un moyen pour arriver à un but, soit en contradiction avec la règle *Pacta sunt servanda*. Les traités seront déchirés dès qu'ils auront cessé d'être utiles, on ne leur reconnaît plus aucun caractère d'inviolabilité... et l'on aboutit à la doctrine du chiffon de papier.

CHAPITRE III

VÉRITABLE NATURE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Les Républiques soviétiques ne peuvent donc pas être considérées comme des Etats, même aux yeux des auteurs qui décernent le plus facilement ce titre. L'Union soviétique, malgré son fédéralisme artificiel, est donc un Etat unitaire, en dépit de cette affirmation gratuite des théoriciens communistes : l'U. R. S. S. est un Etat fédéral à cause de son nom (1), ce qui n'est évidemment pas suffisant comme argumentation.

M^{me} Zasztovt Sukiennicka voit dans l'Union des Républiques socialistes un Etat présentant à la fois l'aspect fédéral et l'aspect unitaire. Il est inutile d'insister sur le caractère unitaire de l'U. R. S. S. Des tendances fédérales consisteraient en ce que la Constitution énumère limitativement les matières entrant dans les attributions de l'Union et déclare que toutes les autres sont abandonnées à l'autorité des Républiques. Mais les compétences de l'Union sont tellement étendues qu'il est difficile d'imaginer celles qui lui échappent. D'autre part, rien n'empêche le pouvoir central d'accroître encore ses prérogatives.

En second lieu, dit M^{me} Zasztovt Sukiennicka, les membres participent à la formation des organes de l'Union ; cette raison aurait plus de poids que la première. Toutefois l'organe où sont représentées les Républiques n'a qu'une valeur consultative. Le pouvoir appartient au congrès des Soviets élu par

(1) Voir thèse Zasztovt Sukiennicka, p. 236.

(2) Id., p. 250 à 258.

la population d'U. R. S. S. considérée comme formant un tout unique.

Il y aurait enfin fédéralisme en U. R. S. S., parce qu'il existe des différences de structure entre les membres de l'Union. La Russie blanche est une République unitaire, alors que la Transcaucasie est une Fédération. Cette raison n'est nullement convainquante. Si chacune des unités composantes de l'Union ne forme pas un Etat, il importe peu que leur organisation ne soit pas identique. Les diversités existant entre les provinces de l'ancienne France ou entre les pays de l'Autriche avant 1918 n'ont pas empêché celles-ci d'être considérées comme des Etats unitaires.

Enfin les tendances particularistes des membres de l'Union sont nombreuses, dit M^{me} Zasztovt Sukiennicka. Sans doute, mais dès que ces mouvements sont contraires aux vues des Gouvernements de Moscou, avec quelle vigueur sont-ils réprimés !

L'objection fondamentale au fédéralisme en U. R. S. S. se dresse toujours : le pouvoir central ne trouve devant lui aucune barrière au delà de laquelle il se serait interdit d'aller et derrière laquelle les organes des Républiques seraient sûrs d'être libres.

L'U. R. S. S. est plus fortement centralisée qu'aucun Etat ne l'a jamais été. Dans tous les domaines, les organes de l'Union sont tout puissants. Ils ne reconnaissent même pas au-dessus d'eux la loi élémentaire du respect de la parole donnée puisqu'ils proclament que le droit est une question d'opportunité. La construction et le fonctionnement de l'Union soviétique sont une application de la théorie du « Surhomme », de Nietzsche. Mais ce Surhomme c'est le prolétariat grand-russe, Léviathan, devant qui nul ne doit résister.

Car c'est la nation russe qui a gardé dans l'Union soviétique la place qu'elle avait dans l'Empire des Tzars. Le Tchin, système nerveux du Gouvernement tzariste, a reparu sous la forme du parti communiste. Un seul homme gouverne actuellement l'Union, c'est le secrétaire du parti, Staline. Les élections faites entièrement par le parti placent à chaque échelon de la hiérarchie soviétique des créatures dévouées aux dictateurs rouges. Comme les « Sans parti », les hommes des

peuples allogènes sont presque tous éliminés des hauts emplois dans le Gouvernement de l'Union ; et les rouages supérieurs de la machine soviétique sont dirigés uniquement par les Bolcheviks russes.

Ainsi le peuple grand-russe représenté par son parti communiste a pris la tête de la révolution prolétarienne.

Les Républiques socialistes ont bien moins de pouvoir que nos communes et nos départements. Les délibérations de nos conseils généraux sur certaines matières sont définitives. Elles ne peuvent être annulées que pour excès de pouvoir, violation des lois et règlements. Aucune règle ne s'oppose au contrôle et aux réformes du C. C. E. de l'Union soviétique. Nos communes et nos départements ont la propriété de certains biens. En U. R. S. S., l'Union ayant la souveraineté effective sur tous les territoires soviétiques, en a également la propriété, puisque souveraineté et propriété se confondent suivant le droit soviétique.

Mais plus habiles que les Jacobins en 1792, les communistes russes n'ont pas supprimé impitoyablement toute velléité de fédéralisme. Ils ont feint de donner satisfaction à toutes les aspirations nationales qui agitaient l'ancien Empire russe. Il est incontestable d'ailleurs que l'Etat formé par l'U. R. S. S. possède ainsi dans ses rouages intérieurs une grande souplesse d'organisation. Les Comités centraux des membres fédérés ont, chaque fois qu'ils ne se heurtent pas à la volonté contraire du C. C. E. de l'Union tous les pouvoirs, en ce qui concerne les affaires intérieures de la République. Il en est de même de la République et des Territoires dits autonomes, ou même d'ailleurs des Territoires simples circonscriptions administratives.

L'U. R. S. S. est comme un mur solide dont les parties sont puissamment soudées par les tentacules nombreuses d'un lierre vigoureux. Toute velléité de résistance des autorités locales au pouvoir central est écartée, puisque ce sont en réalité les organes du parti qui gouvernent les territoires soviétiques. Les fondateurs de l'U. R. S. S. ont su réaliser, tant en ce qui concerne les droits politiques des Républiques membres, que ceux des individus qui les composent, le précepte fameux de Machiavel : « Il convient que le peuple s'imagine posséder tout le pouvoir sans qu'il en ait en réalité la moindre parcelle ».

Vu le manuscrit :
le Président de la thèse :
GILBERT GIDEL.

Vu : *le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur
de l'Académie de Paris :
J. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. Table des ouvrages consultés par l'auteur

A. Documentation historique et géographique :

- BORSCHAK E. — *La paix ukrainienne de Brest-Litovsk* (extrait du *Monde Slave*). Paris, Félix Alcan, 1929.
- ELISÉE RECLUS. — *Nouvelle Géographie universelle*, t. V. Paris, Hachette, 1880.
- ESNEAUX et CHENNECHOT. — *Histoire philosophique et politique de Russie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, 5 volumes. Paris, Correard, 1830.
- HAMMANT E. — *Le problème de l'unité russe*. Paris, Bossard, 1922.
- MARTEL R. — La question d'Ukraine. *Monde slave*, novembre-décembre 1927.
- NOSADZÉ. — L'Europe et le Caucase. (La lutte pour le pétrole). *Prométhée*, juillet-août 1930.
- SALLUSTE. — *Note sur la vie de Lénine*. *Revue de Paris*, 15 décembre 1927.
- SALLUSTE. — Le duel Staline-Trotsky. *Revue de Paris*, 1^{er} février 1928.
- TROTSKY L. — *Ma vie*, essai autobiographique traduit sur le manuscrit avec des notes par M. Parijanine. Rieder, 1930.
- X. X. X. — La nouvelle Russie en Asie centrale. *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1927.
- TSALIKKATY. — La vie sociale des montagnards du Caucase. *Prométhée*, août 1930.

B. Ouvrages généraux sur la Russie :

- BAJANOV B. — Avec Staline au Kremlin. *Revue de France*, 1^{er} septembre 1930, et les numéros suivants.

- BATRAZ. — Les Républiques du Caucase et le parti communiste. *Prométhée*, janvier 1929.
- Bulletin périodique de la Presse russe*, 1920 à 1930.
- Guide du commerçant en U. R. S. S.* Paris, édition de la représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France, 1927.
- LYON J. — *La Russie soviétique*. Félix Alcan, 1927.
- MARTEL R. — *Les Blancs Russes*. Paris, Delagrave, 1929.
- MÉLIKOFF. — *La Révolution russe et les Républiques transcausiennes*. Félix Alcan, 1927.
- MONZIE A. DE. — *Petit Manuel de la Russie nouvelle*. Firmin-Didot, 1931.
- PANAIT ISTRATI. — *La Russie nue*. Rieder, 1929, 14^e édition.
- ROLLIN H. — *La Révolution russe. Ses origines, ses résultats*, t. I et II. Paris, Delagrave, 1931.
- TSALIKKATY. — *La Confédération des Républiques du Caucase et les Montagnards*. *Prométhée*, avril 1928.

C. Ouvrages de droit constitutionnel :

- DUGUIT. — *L'Etat*, t. II, Paris 1901.
- GIDEL. — *Théorie des Etats composés*, cours 1929-30.
- HAMILTON GAY MADISON. — *Le fédéralisme. Commentaires de la Constitution des Etats-Unis*. Recueil d'articles écrits en faveur de la nouvelle Constitution adoptée par la Convention fédérale du 17 décembre 1787. Nouvelle édition française par Gaston Gèze. Paris, Giard, 1902.
- MIRKINE GUETZEVITCH. — *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*. 2^e édition. Paris, Delagrave, 1930.
- MIRKINE GUETZEVITCH. — *La Théorie générale de l'Etat soviétique*. Paris, Giard, 1928.
- MIRKINE GUETZEVITCH. — *Constitution de l'U. R. S. S. Revue du Droit public et de la Science politique*, numéro 2, 1925.
- MIRKINE GUETZEVITCH. — *Contrôle de la Constitutionnalité des lois soviétiques. Revue de Droit public*, numéro 4, 1925.
- MIRKINE GUETZEVITCH. — *La Doctrine soviétique de D. I. Revue générale de droit international public*, numéros 4 et 5, 1925.
- VOSTOKOV. — *Forces de concentration et de dispersion en U. R. S. S. Monde slave*, juillet 1930.
- ZASZTOVT SUKIENICKA. — *Le Fédéralisme en Europe orientale*, thèse. Paris, 1926, les Presses universitaires de France.

II. Ouvrages à consulter sur le même sujet

- CAMÉNA D'ALMÉIDA. — *Guide de l'Union soviétique*. Félix Alcan, 1931.
- DENYS A. — Analyse juridique de l'Ukraine et de la Russie soviétique. *Political science quaterlee Review*, mois de mars 1924.
- DOMINIQUE P. — *Oui... mais Moscou*.
- DOMINOIS. — L'Ancien Régime et la Révolution russe. *Monde slave*, janvier 1928.
- IBRUCHEVSKY. — *Histoire de l'Ukraine*.
- KRITCHEVSKY. — *Vers la catastrophe russe*. Paris, Félix Alcan, 1919.
- MARTEL. — *La France et la Pologne*.
- MOCH. — *La Russie des Soviets. Situation générale*. Paris, 1925.
- MONTANDON. — *Deux ans chez Koltchak et les Bolcheviks*. Paris, Félix Alcan, 1923.
- PICHON. — La façade de la Russie soviétique. *Monde slave*.
- PICHON. — *Le vrai visage de la Russie soviétique*.
- Problème de l'Est européen. La Pologne, la Russie et l'Ukraine*. Genève, Bulletin d'Information ukrainienne, 1931.
- PIERRE R. — *La Russie sous la Révolution et la Dictature maximaliste*. Paris, Félix Alcan.
- Rapport officiel de la délégation britannique des Trade-Union en Russie et du Caucase*. Paris, librairie de l'Humanité.
- TROTSKY. — *La Révolution défigurée*. Rieder.
- WOYTINSKY. — *La démocratie géorgienne*. Préface de Vandervelde. Paris, Félix Alcan, 1921.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
--------------------	---

Première partie

Présentation des peuples formant l'Union soviétique

CHAPITRE PREMIER

Les peuples de l'Union.....	9
§ 1 Généralités géographiques.....	9
§ 2 La R. S. F. S. R.....	12
§ 3 L'Ukraine	24
§ 4 La Russie Blanche.....	25

CHAPITRE II

Histoire des peuples de l'U. R. S. S.....	31
§ 1 La Russie avant l'invasion varègue.....	32
§ 2 Formation de l'Empire russe.....	33
§ 3 La lutte avec les Mongols.....	36
§ 4 La lutte avec le grand duché de Lithuanie..	41
§ 5 La conquête du Caucase.....	44
§ 6 Conquête du Turkestan.....	47
§ 7 La colonisation de la Sibérie au XIX ^e siècle..	48

CHAPITRE III

La formation de l'U. R. S. S.	49
§ 2 Révolution de février et d'octobre.....	51
§ 3 Histoire de la République d'Ukraine.....	56
§ 4 Histoire de la République de Russie Blanche.	60
§ 5 Histoire des Républiques transcaucasiennes.	61
§ 6 Histoire des Républiques du Turkestan.....	63
§ 7 Les Bolcheviks et l'Extrême-Orient.....	65
§ 8 Formation de l'Union soviétique.....	69

Deuxième partie

Organisation de l'Union et des Républiques membres

CHAPITRE IV

Vue schématique de l'U. R. S. S. Régime électoral de l'Union	77
---	-----------

CHAPITRE V

Organisation de la République fédérée.....	95
---	-----------

CHAPITRE VI

Organisation juridique des communautés nationales....	113
--	------------

CHAPITRE VII

L'Union soviétique.....	139
--------------------------------	------------

Troisième partie

Véritable nature de l'Union soviétique

CHAPITRE VIII

Le Droit de sécession n'est-il qu'un leurre ?	159
--	------------

CHAPITRE IX

Les Républiques soviétiques sont-elles des Etats ?	165
--	-----

CHAPITRE X

Véritable nature de l'Union soviétique	177
--	-----

Bibliographie	181
-------------------------	-----

Table des matières	185
------------------------------	-----

IMPRIMÉ
PAR
CRÉPIN-LEBLOND



A MOULINS

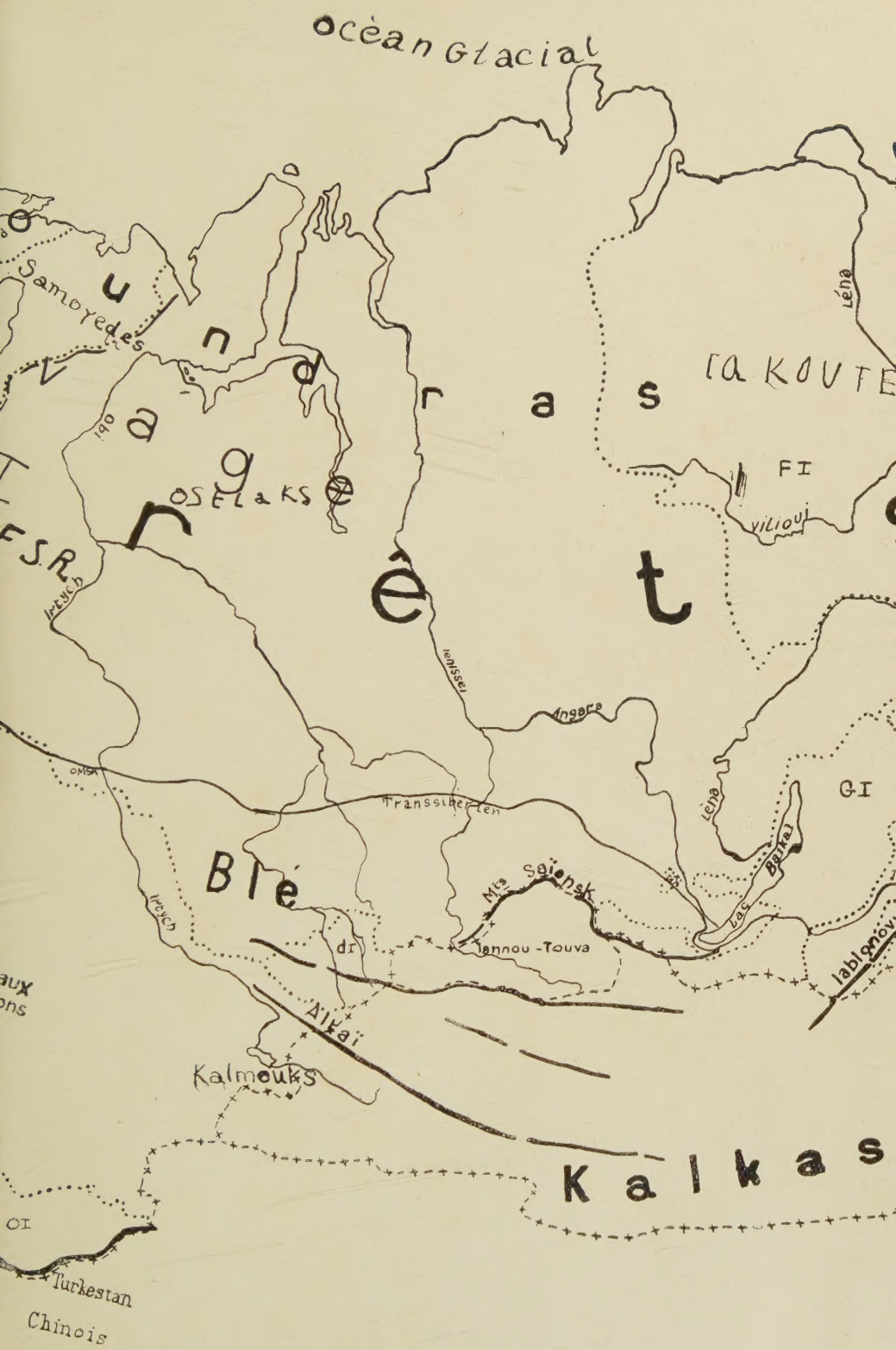
LÉGENDE

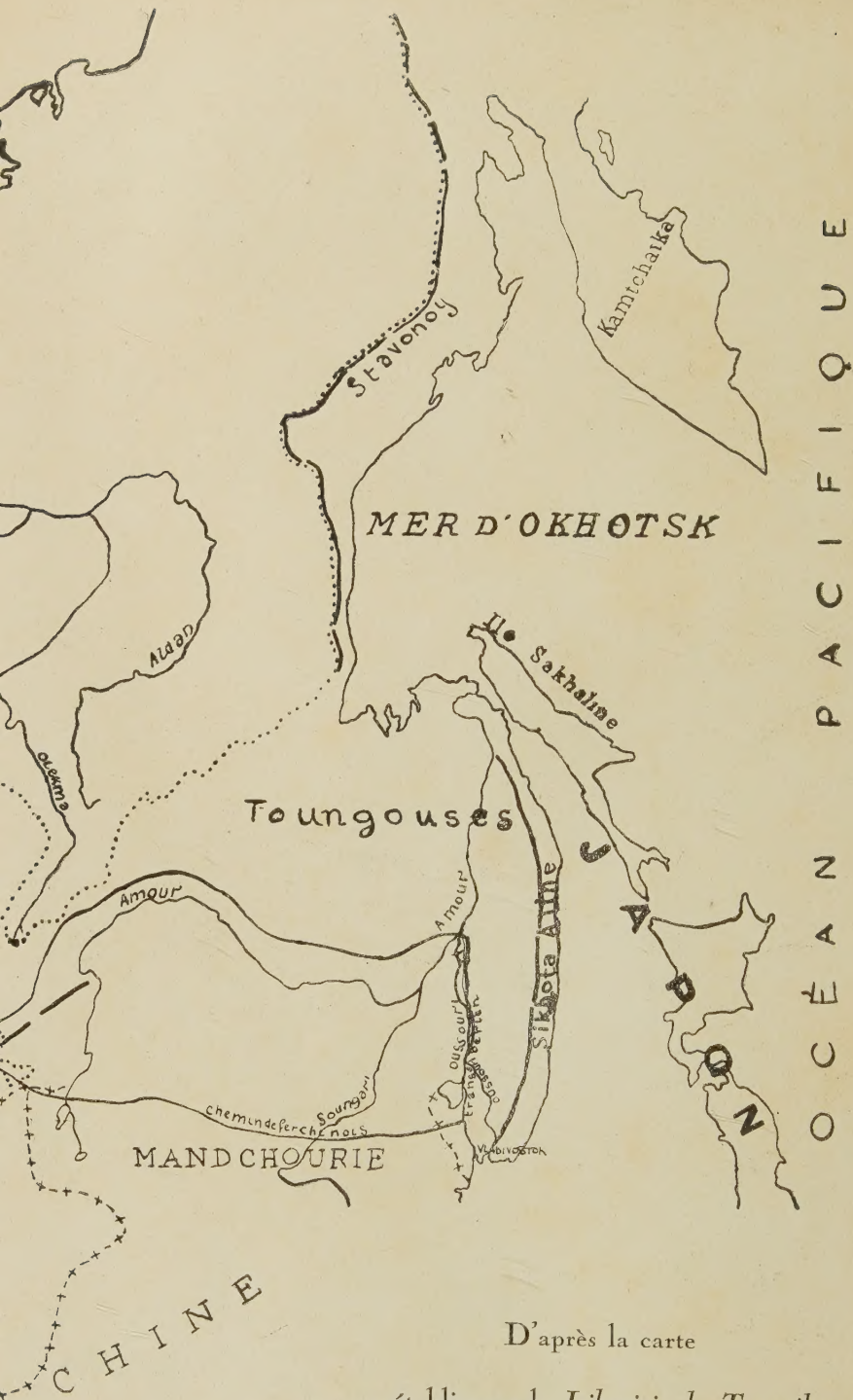
+ + + + +	Frontières de l'U. R. S. S.
- - - - -	Frontières des Républiques fédérées
.	Républiques et Territoires

			Républiques autonomes :		Territoires autonomes :	
			Carélie	A	Komi (Zyrianes)	a
			Tchouvachie	B	Votiaks	b
			Tartarie	C	(Mari) Tchérémisses	c
			Bachkirie	D	Oïrato-Abkhasses	d
			République des Alle-			
			mands de la Volga	E	Adyenis	g
R. S. F. S. R.	I		Iakoutes	F	Karatchav	h
			Bouriates Mongols	G	Kabardins Balkars	i
					Ossètes du Nord	j
			Daghestan	I	Ingouches	k
					Tchetchenes	l
			Kazaks	J	Karokalpaks	m
			Kalmouks	K'		
			Kirghiz	O		
			Moldavie	K		
UKRAINE	II		Crimée	H		
RUSSIE BLANCHE	III					
TURKMENISTAN	VII					
TADJIKISTAN	VIII					
UZBEKISTAN	IX					
			Abkhasie	M	Ossètes du Sud	n
Fédération		IV	Adjarie	L		
transcau-		VI				
casienne		V	Nakhitchévan	N	Nagorny Karabakh	o

Les Républiques et les Territoires autonomes sont désignés par la lettre indiquée dans la légende. A côté de cette lettre se trouve le chiffre désignant la République fédérée.







D'après la carte

établie par la *Librairie du Travail*

